

§ 2. Conformément à l'article 5, § 1^{er}, du décret sur « De Scheepvaart », les voies navigables et leurs attenances, telles que mentionnées dans l'arrêté du Gouvernement flamand du 4 juin 2004 portant description de la compétence territoriale de « De Scheepvaart » (Office de la Navigation), appartenant le 30 juin 2004 à la Région flamande, Administration des Voies hydrauliques et de la Marine, seront données en gestion par la Région flamande à « De Scheepvaart » sans indemnisation.

§ 3. Dans la mesure où ils sont nécessaires pour réaliser l'objectif de l'agence tel que fixé dans le décret sur « De Scheepvaart », notamment à l'article 5, les biens mobiliers appartenant le 30 juin 2004 à la Région flamande, Administration des Voies hydrauliques et de la Marine et qui ne sont pas utilisés directement par le personnel dans l'exécution de ses tâches, seront transférés en propriété par la Région flamande à « De Scheepvaart » sans indemnisation.

Le Gouvernement flamand établit, par arrêté, la liste de ces biens mobiliers.

§ 4. Les biens immobiliers donnés en gestion ou apportés, visés aux §§ 1^{er} et 2, et les biens mobiliers transférés en propriété, visés au § 3, sont donnés en gestion ou transférés dans l'état où ils se trouvent, y compris les servitudes actives et passives, les droits éventuels accordés à des tiers, ainsi que, le cas échéant, les charges et obligations particulières liées à leur acquisition.

Chapitre III. — *Transfert des droits et obligations*

Section I^{re}. — « Waterwegen en Zeekanaal »

Art. 4. « Waterwegen en Zeekanaal » est subrogé de plein droit dans les droits et obligations de la Région flamande relatifs aux missions, tâches et compétences transférées, visées au décret sur les « Waterwegen en Zeekanaal », ainsi que dans les droits et obligations relatifs aux missions, tâches et compétences transférées en vertu de l'article 5 du décret sur les « Waterwegen en Zeekanaal », y compris dans les droits et obligations résultant des procédures judiciaires pendantes et futures relatives à ces missions, tâches compétences et biens.

Section II. — « De Scheepvaart »

Art. 5. « De Scheepvaart » est subrogé de plein droit dans les droits et obligations de la Région flamande relatifs aux missions, tâches et compétences transférées en vertu de l'article 5 du décret sur « De Scheepvaart », y compris dans les droits et obligations résultant des procédures judiciaires pendantes et futures relatives à ces missions, tâches compétences et biens.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

Les articles 2, § 2, et 3, § 2, ainsi que les dispositions des articles 4 et 5, relatives aux transferts des voies navigables et de leurs attenances visées respectivement aux articles 2, § 2 et 3, § 2, produisent leurs effets le 30 juin 2004.

Art. 7. Le Ministre flamand des Travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 novembre 2004.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

Y. LETERME

Le Ministre flamand des Travaux publics, de l'Energie, de l'Environnement et de la Nature,

K. PEETERS

Le Ministre flamand des Finances et du Budget et de l'Aménagement du Territoire,

D. VAN MECHELEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 4796

[C - 2004/27284]

28 OCTOBRE 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2003 et du 12 août 2003;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales;

Vu le règlement (CEE) n° 2092/91 du Conseil du 24 juin 1991 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 806/2003 de la Commission du 14 avril 2003;

Vu le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil du 27 novembre 1992 établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires, abrogé et remplacé par le règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001, mais continuant à s'appliquer aux demandes de paiements directs pour les années civiles précédant l'année 2005;

Vu le règlement (CE) n° 1251/1999 du Conseil du 17 mai 1999 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003;

Vu le règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003;

Vu le règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1783/2003 du Conseil du 29 septembre 2003;

Vu le règlement (CE) n° 1258/1999 du Conseil du 17 mai 1999 relatif au financement de la politique agricole commune;

Vu le règlement (CE) n° 2316/1999 de la Commission du 22 octobre 1999 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1251/1999 du Conseil instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 206/2004 de la Commission du 5 février 2004;

Vu le règlement (CE) n° 2461/1999 de la Commission du 19 novembre 1999 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1251/1999 du Conseil en ce qui concerne l'utilisation des terres mises en jachère pour la production de matières premières servant à la fabrication, dans la Communauté, de produits qui ne sont pas directement destinés à la consommation humaine ou animale, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 345/2002 de la Commission du 25 février 2002;

Vu le règlement (CE) n° 2419/2001 de la Commission du 11 décembre 2001 portant modalités d'application du système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires établis par le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 118/2004 de la Commission du 23 janvier 2004 et abrogé et remplacé à partir du 7 mai 2004 par le règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, mais continuant à s'appliquer pour les demandes d'aides relatives aux campagnes de subventions commençant avant l'année 2005;

Vu le règlement (CE) n° 445/2002 de la Commission du 26 février 2002 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), abrogé et remplacé à partir du 7 mai 2004 par le règlement (CE) n° 817/2004 de la Commission du 29 avril 2004 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA);

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales, abrogé et remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2003 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique;

Vu l'arrêté ministériel du 20 décembre 2001 portant application de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 août 2003;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu la décision n° C(2000)2725 de la Commission du 25 septembre 2000 portant approbation du document de programmation en matière de développement rural pour la Région wallonne (Belgique) couvrant la période de programmation 2000-2006;

Vu la décision n° C(2004)2930 de la Commission du 22 juillet 2004 approuvant les modifications apportées au document de programmation en matière de développement rural pour la Région wallonne (Belgique) couvrant la période de programmation 2000-2006 et modifiant la décision de la Commission C(2000)2725 portant approbation de ce document de programmation;

Vu les « Orientations pour la mise en œuvre des systèmes de gestion, contrôle et sanctions des mesures de développement rural instaurées par le règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil, mesures financées par le FEOGA-Garantie », du 23 juillet 2002;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 mai 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mai 2004;

Vu l'urgence;

Considérant la restructuration de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne à la suite du transfert de compétences aux Régions dans le domaine de l'agriculture et qu'il y a lieu de ce fait d'adapter la réglementation;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité des missions du service public, et ce dans le respect des obligations imposées par la réglementation européenne dans le domaine de l'agriculture;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre sans retard des mesures relatives au programme agri-environnemental pour suivre les modalités d'application du règlement (CEE) n° 3508/92, particulièrement en ce qui concerne la compatibilité obligatoire avec le système intégré de gestion et de contrôle, du règlement (CE) n° 1257/1999 et du règlement n° 445/2002 remplacé à partir du 7 mai 2004 par le règlement (CE) n° 817/2004;

Considérant qu'il est nécessaire d'uniformiser l'application des mesures relatives au programme agri-environnemental avec les différents régimes d'aides gérés dorénavant par les Régions;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour verser les primes concernées aux producteurs ou en cas de retard dans la mise en application des réglementations concernées ou en cas de mauvaise application;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « producteur » : l'exploitant agricole, personne physique ou morale ou le groupement de personnes physiques ou de personnes morales ou des deux, qui gère de manière autonome, à son profit et pour son compte, une exploitation agricole quelles que soient les spéculations;

2° « exploitation » : l'ensemble des unités de production, dont le siège est situé sur le territoire géographique de la Belgique, gérées de façon autonome par un seul et même producteur;

3° « unité de production » : l'ensemble des moyens de production en connexité fonctionnelle, en ce compris les bâtiments, les infrastructures de stockage, les fertilisants, les animaux d'élevage et les terres, qui sont nécessaires au producteur et à son usage exclusif en vue de se livrer à une ou plusieurs spéculations agricoles, horticolas ou d'élevage;

4° « demande d'aide à la surface » : la demande annuelle de paiement au titre des régimes d'aides visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, point a) et point b) iii), du règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires ou, à partir de l'année civile 2005, la demande annuelle pour les paiements directs visée à l'article 22, § 1^{er}, du règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001;

5° « déclaration de superficie » : déclaration du producteur indiquant toutes les parcelles agricoles qu'il gère et leurs superficies, quelles que soient les spéculations, conformément à l'article 4, § 1^{er}, du règlement n° 2419/2001 portant modalités d'application du système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires établis par le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil ou, à partir de l'année 2005, conformément à l'article 6, § 1^{er}, du règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

6° « culture sous labour » : toute culture dont la superficie est mentionnée à la déclaration de superficie, à l'exclusion des cultures suivantes : prairies permanentes (codes cultures 611, 612), boisement (code culture 891), cultures fruitières pluriannuelles (code culture 971) ou fruits à coque (code culture 92);

7° « cours d'eau » : eau en mouvement, de façon habituellement continue et coulant dans un lit permanent naturel ou artificiel. Si le lit permanent est artificiel, il faut toutefois qu'il soit en liaison directe avec le réseau hydrologique naturel;

8° « régions défavorisées » : régions défavorisées telles que définies à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture;

9° « Sanitel » : système automatisé de traitement des données concernant l'identification et l'enregistrement des animaux;

10° « Ministre » : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

11° « administration » : la Division des aides à l'agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

12° « service extérieur compétent » : la Direction du Service extérieur de l'administration qui traite la demande d'aide à la surface du producteur concerné. Toutefois, pour des terres situées dans la Région wallonne alors que le producteur a son adresse de correspondance en dehors de celle-ci, le Service extérieur gestionnaire du dossier concerné est celui de l'adresse de l'unité de production considérée en Région wallonne ou, éventuellement, le Service extérieur retenu par l'administration. En absence d'unité de production en Région wallonne ou de bâtiment agricole rattaché aux terres exploitées en Région wallonne par ce producteur, le Service extérieur compétent est celui du ressort duquel se trouve la commune où se situe la plus grande partie des terres visées.

Art. 2. § 1^{er}. La mise en œuvre d'une ou plusieurs des méthodes ou sous-méthodes de production suivantes peut faire l'objet de subventions agri-environnementales :

1° Méthode 1 : Conservation d'éléments du réseau écologique et du paysage.

Sous-méthode 1.a : Haies et bandes boisées;

Sous-méthode 1.b : Arbres ou arbustes isolés, arbres fruitiers haute tige et bosquets;

Sous-méthode 1.c : Mares;

2° Méthode 2 : Prairie naturelle;

3° Méthode 3 : Bordures herbeuses extensives;

Sous-méthode 3.a : Tournières enherbées en bordure de culture;

Sous-méthode 3.b : Bande de prairie extensive;

4° Méthode 4 : Couverture hivernale du sol avant culture de printemps;

5° Méthode 5 : Réduction d'intrants en céréales;

6° Méthode 6 : Détention d'animaux de races locales menacées;

Sous-méthode 6.1 : Détention de chevaux de trait;

Sous-méthode 6.2 : Détention de bovins;

Sous-méthode 6.3 : Détention d'ovins;

7° Méthode 7 : Maintien de faibles charges en bétail;

8° Méthode 8 : Prairies de haute valeur biologique;

9° Méthode 9 : Bandes de parcelles aménagées;

Sous-méthode 9.a : Accueil de la faune et de la flore sauvage, beetle bank;

Sous-méthode 9.b : Bords de cours d'eau et lutte contre l'érosion;

Sous-méthode 9.c : Bande fleurie;

Sous-méthode 9.d : Bande de messicoles;

10° Méthode 10 : Plan d'action agri-environnemental;

Les méthodes reprises ci-dessus concernent deux types d'actions :

1° les actions générales, soit les méthodes 1 à 7;

2° les actions ciblées, soit les méthodes 8 à 10.

§ 2. Les conditions à respecter pour chacune des méthodes ainsi que les subventions correspondantes sont reprises à l'annexe 1^{re}. Ces méthodes ne peuvent concerner que des éléments (parcelles, tournières, éléments de paysages, animaux, etc.) faisant partie de l'exploitation du producteur concerné.

§ 3. Pour chacune des sous-méthodes de la méthode 1 visée au § 1^{er}, si au cours de la période d'engagement le producteur demande à engager des éléments agri-environnementaux supplémentaires, ces éléments supplémentaires n'entraînent une augmentation de la subvention à octroyer que si la modification envisagée entraîne une augmentation de plus de 10 % des subventions relatives à l'engagement en cours. En ce cas, l'engagement initial du producteur est remplacé par un nouvel engagement pour l'ensemble des éléments relatifs à la sous-méthode considérée.

Pour la méthode 7 visée au § 1^{er}, si au cours de la période d'engagement le producteur augmente la superficie engagée dans la méthode, cette superficie supplémentaire n'entraîne une augmentation de la subvention à octroyer que si elle entraîne une augmentation de plus de 10 % de superficie totale déjà engagée dans la méthode. En ce cas, l'engagement initial du producteur est remplacé par un nouvel engagement pour l'ensemble de la superficie relative à cette méthode.

Sauf pour les méthodes 1 et 7 visées au § 1^{er}, une même méthode ou sous-méthode peut faire l'objet de demandes initiales différenciées dans le temps pour autant que chacune de celles-ci concerne des parcelles autres que celles qui font l'objet d'un engagement précédent encore en cours et que toutes les conditions correspondantes décrites à l'annexe 1^{re} soient respectées pour chaque demande initiale.

§ 4. Sur une même parcelle, certaines méthodes peuvent être cumulées selon le tableau présenté en annexe 2.

§ 5. Selon les ressources budgétaires disponibles, le Ministre peut décider de suspendre la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des méthodes ou sous-méthodes précitées.

§ 6. Le Ministre peut modifier la liste des antécédents culturels autorisés avant l'implantation de la couverture, dont question à la méthode 4 de l'annexe 1^{re}.

Art. 3. § 1^{er}. Pour toutes les méthodes et sous-méthodes 1 à 5 visées à l'article 2, le producteur peut, à sa demande, solliciter l'avis de la Division de la gestion de l'espace rural (IG4) de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne quant à la pertinence de l'application d'une ou plusieurs de ces méthodes ou sous-méthodes par rapport à la situation environnementale de la parcelle concernée et/ou de l'exploitation. Cet avis doit accompagner la demande initiale de subventions et vaut pour toute la durée de l'engagement. Les méthodes ou sous-méthodes appliquées sur les parcelles qui bénéficient d'un avis conforme dûment notifié voient les subventions correspondantes aux méthodes ou sous-méthodes ou parcelles concernées majorées de 20 %.

Cet avis conforme rendu par la Division de la gestion de l'espace rural (IG4) suite à l'établissement d'un diagnostic de terrain et/ou d'une justification environnementale reconnue, se base sur des critères objectifs définis par cette Division.

§ 2. Les actions ciblées relatives aux méthodes 8 à 10 visées à l'article 2 ne peuvent être appliquées que moyennant l'avis conforme visé au § 1^{er} qui doit accompagner la demande initiale de subventions et vaut pour toute la durée de l'engagement.

CHAPITRE II. — Conditions générales et introduction des demandes

Art. 4. Pour pouvoir bénéficier de subventions agri-environnementales, le producteur doit satisfaire aux conditions suivantes.

1° Le producteur doit être identifié auprès de l'administration dans le cadre du système intégré de gestion et de contrôle (SIGEC) conformément aux dispositions du règlement (CEE) n° 3508/92 remplacé à partir de 2005 par le règlement (CE) n° 1782/2003.

2° Il doit avoir son siège d'exploitation situé sur le territoire belge.

3° Il doit disposer en Région wallonne de terres pour lesquelles il sollicite lesdites subventions. Toutefois, pour le calcul de la charge en bétail, les parcelles situées en dehors de la Région wallonne peuvent entrer en ligne de compte dans les limites prévues par l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables modifié par l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002.

4° Il doit introduire, par envoi recommandé, auprès du service extérieur compétent, une demande initiale de subventions agri-environnementales au moyen du formulaire établi par l'administration. Le producteur doit y indiquer clairement toutes les parcelles agricoles sur lesquelles une méthode agri-environnementale est pratiquée, en mentionnant la numérotation des parcelles telle qu'elle apparaît sur la déclaration de superficie qu'il introduit la même année.

Sans préjudice des justificatifs à apporter prévus à l'annexe 1^{re}, la demande initiale dûment complétée, datée et signée, doit être accompagnée d'une copie des photoplans servant à la déclaration annuelle de superficie du demandeur pour l'année concernée et sur lesquels sont localisées avec précisions :

— pour les méthodes ou sous-méthodes visées à l'article 2, § 1^{er}, sous 1° à 5° et sous 7° à 9°, les parcelles concernées par la demande de subvention;

— pour la méthode 1 visée à l'article 2, § 1^{er}, sous 1°, les éléments du paysage et de la biodiversité concernés.

Le cas échéant, la demande initiale doit être accompagnée de l'avis conforme de la Division de la gestion de l'espace rural (IG4) dont question à l'article 3.

5° A partir de la deuxième année de l'engagement, le producteur doit introduire chaque année, auprès du service extérieur compétent et selon les instructions de l'administration, une demande annuelle de subventions agri-environnementales. Cette demande, dûment complétée, datée et signée, doit être renvoyée au service extérieur compétent avant la date limite fixée par l'administration.

6° Le producteur doit introduire annuellement auprès de l'administration et selon ses instructions, une déclaration de superficie dans laquelle il déclare toutes les parcelles de son exploitation, y compris celles faisant l'objet de subventions agri-environnementales, et ce, même si aucune aide n'est demandée au titre de régimes d'aides pour les producteurs de certaines cultures arables ou pour bovins ou ovins dans le cadre des règlements (CE) n° 1251/1999 du Conseil du 17 mai 1999 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables et n° 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine.

7° Le producteur doit s'engager, pour les parcelles ou éléments agri-environnementaux pour lesquels il demande les subventions agri-environnementales et pour une période ininterrompue de cinq ans, à mettre en œuvre une ou plusieurs des méthodes 1 à 3 et 6 à 10 ou, le cas échéant, des sous-méthodes correspondantes, visées à l'article 2, et aux conditions fixées à l'annexe 1^{re}. Pour les méthodes 4 et 5 visées à l'article 2, le producteur doit s'engager à pratiquer, chaque année durant les cinq années de son engagement, la méthode concernée sur une superficie au moins égale à celle prévue dans son engagement initial.

8° Le producteur doit se soumettre aux contrôles sur place.

9° Le producteur ne peut pas demander de subventions agri-environnementales pour des superficies faisant l'objet du régime communautaire de retrait des terres qui sont utilisées pour une production non alimentaire conformément au règlement (CE) n° 2461/1999 de la Commission du 19 novembre 1999 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1251/1999 du Conseil en ce qui concerne l'utilisation des terres mises en jachère pour la production de matières premières servant à la fabrication, dans la Communauté, de produits qui ne sont pas directement destinés à la consommation humaine ou animale.

Art. 5. Seules les parcelles situées sur le territoire géographique de la Région wallonne peuvent bénéficier des subventions agri-environnementales prévues par le présent arrêté.

Art. 6. § 1^{er}. Toute demande initiale doit être introduite dans le délai imparti pour l'introduction de la déclaration de superficie; elle est irrecevable en dehors de ce délai.

La demande initiale constitue l'engagement du producteur à respecter toutes les conditions relatives à l'application de chacune des méthodes et sous-méthodes souscrites telles que reprises à l'annexe 1^{re}, à dater du 1^{er} avril de l'année de la demande initiale.

Chaque méthode ou sous-méthode à laquelle le producteur souscrit dans sa demande initiale constitue un engagement distinct.

§ 2. Le service extérieur compétent vérifie que toute demande initiale introduite dans le délai précisé au § 1^{er} est complète et conforme.

Le Directeur du service extérieur compétent accuse réception, par écrit, de toute demande initiale complète et conforme, en principe avant le 5 juin qui suit l'introduction de la demande initiale. Sans préjuger de l'éligibilité de cette demande initiale, cet accusé de réception précise par méthode ou sous-méthode souscrite par le producteur les données de superficies, longueurs ou autres unités telles que déclarées;

§ 3. Sauf dans les cas dûment justifiés, au plus tard le 31 juillet de l'année d'introduction de la demande initiale et uniquement en cas de refus partiel ou total de celle-ci, le Directeur du service extérieur compétent envoie au producteur, par recommandé, une notification explicite de refus partiel ou total de sa demande initiale.

En cas de contestation, le producteur peut introduire un recours pour autant qu'il soit accompagné de documents justificatifs. Ce recours doit être introduit par recommandé auprès de Monsieur l'Inspecteur général de la Division des aides à l'agriculture du Ministère de la Région wallonne dans un délai de trente jours civils à compter de la date de notification du refus. Un recours introduit par un autre moyen, en dehors de ce délai ou encore sans justificatif probant entraîne la nullité du recours.

En cas d'introduction d'un recours, le producteur est tenu de poursuivre l'application des méthodes ou sous-méthodes agri-environnementales souscrites jusqu'au moment de la décision définitive de l'administration.

L'administration accuse réception de tout recours dans un délai de quinze jours civils à dater de sa réception. Cet accusé de réception mentionne, le cas échéant, la nullité dudit recours ce qui entraîne la confirmation du refus initial.

Lorsque le recours peut être pris en considération, l'administration communique, par écrit, au producteur sa décision définitive dans les trois mois qui suivent l'introduction dudit recours.

Lorsque la décision définitive de l'administration confirme, en tout ou en partie, le refus initial, ou en cas de notification de nullité du recours communiquée par l'accusé de réception visé à l'alinéa 4 de ce paragraphe :

— le producteur ne peut prétendre à aucune subvention pour la période écoulée entre le 1^{er} avril de l'année d'introduction de la demande initiale et la date de refus définitif pour l'engagement ou la partie d'engagement concernée par le refus;

— le producteur n'est plus tenu de respecter les engagements souscrits dans sa demande initiale pour l'engagement ou la partie d'engagement concernée par le refus.

CHAPITRE III. — Modifications, transferts et force majeure

Art. 7. § 1^{er}. Lorsque, pendant la période de son engagement, le producteur transfère tout ou partie de son exploitation à un autre producteur, ce dernier peut soit reprendre l'engagement afférent aux parcelles ou aux animaux transférés pour la période restant à courir, soit conclure un nouvel engagement de cinq ans comprenant au moins ces parcelles ou animaux, ceci pour autant que soient appliquées sur les parcelles et pour les animaux concernés les mêmes méthodes agri-environnementales et que le reprenneur soit dans les conditions d'éligibilité pour lesdites subventions.

Un tel transfert d'engagement ne peut être réalisé qu'à l'échéance annuelle de l'engagement du producteur cédant. La demande de transfert d'engagement ne peut concerner, sous peine de nullité, qu'un transfert à cette échéance et doit être introduite dans le délai imparti pour l'introduction de la déclaration de superficie de l'année au cours de laquelle le transfert a lieu. Cette demande de transfert doit se faire par écrit selon les modalités définies par l'administration.

§ 2. En cas de transfert d'engagement tel que visé au § 1^{er}, le repreneur est obligé de poursuivre jusqu'à son terme l'engagement repris ou le nouvel engagement qu'il a conclu. Le repreneur qui ne poursuit pas jusqu'à son terme l'engagement repris ou le nouvel engagement conclu, doit rembourser, sauf cas de force majeure, toutes les subventions versées au titre de l'engagement en cours ainsi que les subventions concernées versées au cédant depuis le début de l'engagement.

Le producteur cédant est obligé de rembourser toutes les subventions perçues depuis le début de l'engagement pour toutes les parcelles, méthodes ou sous-méthodes considérées dans les cas suivants :

- le producteur ne respecte plus les obligations liées à son engagement;
- en cas de transfert tel que visé au § 1^{er}, le repreneur ne reprend pas l'engagement pour la période restant à courir ou ne conclut pas un nouvel engagement conformément au § 1^{er}, premier alinéa;
- la demande de transfert tel que visée au § 1^{er} ne concerne pas un transfert à l'échéance annuelle de l'engagement du producteur cédant.

Lorsque, pour une méthode ou sous-méthode donnée, les parcelles ou éléments restant après transfert ne permettent pas d'atteindre les seuils minimaux d'éligibilité requis tels que précisés dans l'annexe 1^{re}, le producteur doit rembourser toutes les subventions perçues depuis le début de l'engagement pour toutes les parcelles, méthodes ou sous-méthodes considérées.

§ 3. En application de l'article 21 du règlement (CE) n° 445/2002 de la Commission du 26 février 2002 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), remplacé à partir du 7 mai 2004 par l'article 21 du règlement (CE) n° 817/2004 de la Commission du 29 avril 2004 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), les transformations visées à l'alinéa trois sont autorisées pour autant que les conditions suivantes soient satisfaites :

- la demande de transformation doit être introduite selon le délai et les modalités fixées par l'administration;
- toutes les conditions d'éligibilité de la nouvelle méthode ou sous-méthode telles que précisées à l'annexe 1^{re} doivent être rencontrées;
- le nouvel engagement concerne au minimum les parcelles, superficies ou autres éléments couverts par l'engagement en cours;
- l'avis conforme de la Division de la gestion de l'espace rural (IG4) dont question à l'article 3 doit être joint à la demande de transformation;
- la demande de transformation doit être acceptée par l'administration.

En cas d'acceptation, un nouvel engagement de cinq ans pour la nouvelle méthode ou sous-méthode pratiquée prend cours au 1^{er} avril de l'année d'introduction de la demande de transformation.

Les transformations autorisées visées à l'alinéa premier sont les suivantes :

- 1° la transformation d'un engagement concernant les méthodes ou sous-méthodes visées à l'article 2, § 1^{er}, sous les points 1° à 9° en un engagement pour la méthode visée à l'article 2, § 1^{er}, sous le point 10°;
- 2° la transformation d'un engagement concernant les méthodes ou sous-méthodes visées à l'article 2, § 1^{er}, sous les points 1° à 5° en un engagement pour les méthodes correspondantes visées à l'article 2, § 1^{er}, sous les points 1° à 5° avec avis conforme tel que visé à l'article 3;
- 3° la transformation d'un engagement concernant la méthode 2 visée à l'article 2, § 1^{er}, sous le point 2° en un engagement pour la méthode 8 visée à l'article 2, § 1^{er}, sous le point 8°;
- la transformation d'un engagement concernant la sous-méthode 3.a visée à l'article 2, § 1^{er}, sous le point 3° en un engagement pour les sous-méthodes 9.a, 9.b, 9.c ou 9.d visées à l'article 2, § 1^{er}, sous le point 9°.

§ 4. Selon les modalités prévues aux articles 30, 2^e alinéa, et 33 du règlement (CE) n° 445/2002, remplacés à partir du 7 mai 2004 par les articles 36, 2^e alinéa, et 39 du règlement (CE) n° 817/2004, le remboursement visé au § 2 n'est pas exigé dans les cas suivants :

- lorsque, dans un cas de cessation définitive des activités agricoles d'un producteur qui a déjà accompli trois ans de son engagement, une reprise de cet engagement par un repreneur telle que définie au § 1^{er} ne s'avère pas réalisable;
- en cas de force majeure.

Sans préjudice de circonstances à prendre en considération dans les cas individuels, les cas suivants relèvent de la force majeure :

- 1° le décès du producteur;
- 2° l'incapacité professionnelle de longue durée du producteur;
- 3° l'expropriation d'une partie importante de l'exploitation, si cette expropriation n'était pas prévisible le jour de la souscription de l'engagement;
- 4° une catastrophe naturelle grave qui affecte de façon permanente la surface agricole de l'exploitation;
- 5° la destruction accidentelle des bâtiments de l'exploitation destinés à l'élevage;
- 6° une épizootie touchant tout ou partie du cheptel du producteur.

Les cas prévus sous 5° et 6° ne sont pris en considération qu'en relation avec les méthodes 6 et 7 visées à l'article 2.

§ 5. Lorsque le producteur ou ses ayants droit invoquent la force majeure, celle-ci doit être notifiée par ceux-ci, par écrit, à l'administration, dans un délai de dix jours ouvrables à partir du moment où ils sont en mesure de le faire.

§ 6. Le producteur qui n'est plus à même de respecter ses engagements du fait que son exploitation fait l'objet d'un remembrement ou d'autres interventions publiques similaires d'aménagement foncier, doit le notifier à l'administration, par écrit, avant la date de prise d'occupation et doit adapter ses engagements initiaux à la nouvelle

situation de l'exploitation, en concertation avec l'administration et selon ses instructions. Si une telle adaptation s'avère impossible, l'engagement prend fin sans qu'un remboursement ne soit demandé pour la période d'engagement effective.

Art. 8. Les montants annuels maximaux éligibles cumulés des différentes aides et subventions dont bénéficie un producteur au titre du chapitre VI du règlement (CE) n° 1257/1999 sont plafonnés aux montants précisés dans l'annexe de ce règlement.

CHAPITRE IV. — Paiements

Art. 9. Les subventions agri-environnementales sont payées en cinq tranches annuelles.

Les demandes introduites donnant droit à la subvention sont honorées jusqu'à épuisement de l'autorisation d'engagement disponible.

Chaque tranche annuelle n'est accordée que si le producteur a exploité la parcelle faisant l'objet de la subvention. La période couverte par une tranche annuelle débute le 1^{er} avril de l'année à laquelle elle se rapporte pour se terminer le 31 mars de l'année suivante. Sont considérées comme exploitées par le producteur les parcelles qui figurent dans sa déclaration de superficie à l'exception des parcelles concernées par les dérogations prévues à l'annexe 1^{re} pour la sous-méthode 3.a et les méthodes 4 et 9 visées à l'article 2.

En cas de transfert d'engagement dans le délai fixé à l'article 7, § 1^{er}, le droit à la subvention correspondante revient au reprenneur à partir du 1^{er} avril de l'année au cours de laquelle la demande de transfert a été introduite.

Lorsque le transfert d'engagement a lieu en dehors du délai fixé à l'article 7, § 1^{er}, le droit à la subvention pour les superficies ou animaux transférés est perdu pour l'année au cours de laquelle le transfert s'est opéré.

Sauf cas dûment justifié, chaque tranche annuelle est payée dans les cinq mois suivant la fin de la période d'engagement à laquelle elle se rapporte.

La première tranche annuelle est établie par l'administration sur la base des données figurant dans la demande initiale et des contrôles administratifs ou sur place réalisés au cours de la première année d'engagement.

Les quatre tranches annuelles suivantes sont établies sur la base d'une demande annuelle de subventions. Le formulaire de demande annuelle est envoyé par l'administration au producteur. Le producteur est tenu de renvoyer ce formulaire conformément aux instructions de l'administration. Le calcul des subventions se base sur les données mentionnées par le producteur dans cette demande annuelle et sur les contrôles administratifs ou effectués sur place.

L'introduction tardive de la demande annuelle entraîne une diminution du montant des subventions d'1 % par jour ouvrable de retard par rapport à la date limite fixée par l'administration. Toute demande annuelle de paiement des subventions introduite avec plus de vingt-cinq jours civils de retard est irrecevable. Dans ce cas, le droit à la subvention pour l'année concernée est perdu sans pour cela libérer le producteur de ses engagements pour la période de l'engagement restant à courir.

Pour chaque année d'engagement, une notification du calcul des subventions octroyées est envoyée au producteur.

Le producteur peut introduire un recours contre le calcul des subventions auprès de Monsieur l'Inspecteur général de la Division des aides à l'agriculture du Ministère de la Région wallonne. Pour être recevable, ce recours écrit devra être envoyé par recommandé dans un délai de trente jours civils à dater de la notification dudit calcul par l'administration et devra être accompagné des documents justifiant le recours. Tout recours envoyé sous une autre forme, en dehors du délai prévu ou sans justificatif entraîne la nullité du recours.

CHAPITRE V. — Contrôles, pénalité, arrêts d'activité

Art. 10. § 1^{er}. Chaque année un contrôle organisé est effectué, conformément aux dispositions des articles 59 à 61 du règlement (CE) n° 445/2002, remplacés à partir du 7 mai 2004 par les articles 67 à 69 du règlement (CE) n° 817/2004.

A l'issue des contrôles administratifs ou sur place réalisés par l'administration, le régime de pénalités définit dans les articles 62, 63 et 64 du règlement (CE) n° 445/2002, remplacés à partir du 7 mai 2004 par les articles 70 à 73 du règlement (CE) n° 817/2004, est d'application dans le calcul de l'octroi des subventions.

La pertinence des avis dont question à l'article 3 est contrôlée par la Division de la gestion de l'Espace rural (IG4).

§ 2. Sans préjudice des modalités d'application du règlement (CE) n° 445/2002, remplacé à partir du 7 mai 2004 par le règlement (CE) n° 817/2004, pour les méthodes 2, 4, 5, 7 et 8 visées à l'article 2, lorsque, après application des pénalités, la superficie retenue pour le calcul de la subvention est inférieure à la superficie minimum requise telle que définie dans l'annexe 1^{re}, la subvention est calculée au prorata de la superficie retenue.

§ 3. Pour chaque sous-méthode relative aux méthodes 1, 3 et 9 visées à l'article 2, lorsque après application des pénalités, la longueur totale retenue ou le nombre d'éléments retenu pour le calcul de la subvention est inférieur à la longueur totale éligible ou au nombre d'éléments minimums éligibles, la subvention correspondante n'est pas octroyée pour l'année en cours pour la sous-méthode concernée.

§ 4. Les pénalités visées aux paragraphes 1^{er} à 3 ne sont pas appliquées si, pour la déclaration de la superficie, de la longueur totale ou du nombre d'éléments demandés, le producteur prouve qu'il s'est correctement basé sur des informations qui sont acceptées comme preuves par l'administration.

§ 5. Lorsque, pour une méthode ou une sous-méthode donnée à l'exception de la méthode 6 visée à l'article 2, la superficie, la longueur totale ou le nombre d'éléments déterminés à la suite des contrôles administratifs ou sur place sont inférieurs aux minimums éligibles tels que définis à l'annexe 1^{re}, la subvention correspondante pour l'année concernée n'est pas octroyée et les subventions perçues depuis le début de l'engagement pour ladite méthode ou sous-méthode doivent être remboursées.

L'engagement du producteur pour cette méthode ou sous-méthode prend fin dès la notification de l'irrégularité.

§ 6. Pour la méthode 7 visée à l'article 2, lorsqu'il est constaté que la charge en bétail établie par l'administration est supérieure à 1,4 unité gros bétail (U.G.B.), la subvention n'est pas due pour l'année considérée.

Lorsque la charge en bétail est supérieure de plus de 20 % à la charge maximale autorisée, aucune aide n'est octroyée et les subventions liquidées doivent être remboursées.

§ 7. Lorsque l'annexe 1^{re} pour une méthode ou sous-méthode donnée, prévoit le respect de certaines dates ou de conditions autres que celles relatives aux superficies, longueur ou nombre minimums requis, le non-respect de ces dates ou autres conditions entraîne l'exclusion suivante : les superficies, longueur ou nombre concernés par

l'irrégularité ne sont pas pris en compte dans la superficie, longueur ou nombre déterminés avant le calcul de la subvention. Les pénalités qui découlent de cette exclusion sont appliquées conformément aux paragraphes 1^{er}, 2, 3 et 5 ci-avant.

Lorsque pour l'application d'une même méthode ou sous-méthode agri-environnementale liée à un même engagement, ce non-respect est constaté durant deux années, successives ou non, que ce soit ou non pour une même parcelle, les subventions perçues depuis le début de l'engagement doivent être remboursées. L'engagement du producteur pour la méthode ou la sous-méthode considérée prend fin d'office.

§ 8. Lorsque le producteur n'est plus actif, sans l'avoir notifié à l'administration préalablement à tout contrôle, l'engagement souscrit prend fin d'office et les subventions perçues depuis le début de l'engagement doivent être remboursées.

Cette mesure n'est pas applicable dans les cas suivants et pour autant qu'il en ait averti l'administration préalablement à tout contrôle :

— en cas de transfert des engagements correspondants vers un ou plusieurs producteurs qui reprennent intégralement l'engagement du cédant pour la période de l'engagement restant à courir;

— au cas où le producteur qui a déjà accompli trois ans au moins de son engagement, cesserait définitivement toutes ses activités agricoles alors qu'une reprise de son engagement par un autre producteur ne s'avèrerait pas réalisable.

§ 9. Pour la méthode 6 visée à l'article 2, les articles 36, 38, 40 et 44 du règlement (CE) n° 2419/2001, remplacés à partir de 2005 par les articles 57, 59, 60 et 68 du règlement (CE) n° 796/2004, sont d'application en cas de différence constatée entre le nombre constaté d'animaux et le nombre déclaré.

§ 10. Pour toutes les parcelles, méthodes ou sous-méthodes où un avis conforme dont question à l'article 3 a été donné, lorsque cet avis conforme est retiré suite à un contrôle en cours d'engagement sur les conditions particulières ayant justifié ledit avis, le producteur perd le droit, pour la méthode ou sous-méthode concernée, tant pour l'année en cours que pour le solde des années à courir :

— soit à la majoration de 20 % prévue à l'article 3, § 1^{er}, s'il s'agit de l'application d'une des méthodes ou sous-méthodes 1 à 5 visées à l'article 2;

— soit à la subvention, s'il s'agit de l'application d'une des méthodes 8 à 10 visées à l'article 2.

En outre, sauf en cas de force majeure dûment justifié, ces majorations ou subventions visées au 1^{er} alinéa, perçues depuis le début de l'engagement, doivent être remboursées pour toutes les parcelles, méthodes ou sous-méthodes considérées. En cas de force majeure, les circonstances invoquées par le producteur ne peuvent être prises en considération qu'en relation avec les conditions particulières ayant justifié l'avis conforme.

§ 11. Les subventions liquidées doivent être remboursées si le producteur est condamné à titre définitif pour infraction, pendant la période d'engagement ou dans les vingt-quatre mois qui la suivent, à la législation en matière d'environnement ou de conservation de la nature.

Art. 11. Sans préjudice des articles 55 à 58 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, en cas de paiement indu, l'article 49 du règlement (CE) n° 2419/2001, remplacé à partir de 2005 par l'article 73 du règlement (CE) n° 796/2004, est d'application.

Art. 12. Les infractions au présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément aux dispositions de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Les infractions au présent arrêté peuvent faire l'objet d'une amende administrative conformément à l'article 8 de la loi du 28 mars 1975 précitée. Est désigné en qualité de fonctionnaire compétent pour accomplir les actes et prendre les décisions concernant ces amendes administratives, le Directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace.

CHAPITRE VI. — *Délégations et dérogations*

Art. 13. § 1^{er}. Lors de circonstances exceptionnelles, le Directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace, prend les dispositions dérogatoires qui s'imposent.

§ 2. L'Inspecteur général de la Division des aides à l'agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace :

— a délégation pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux subventions agri-environnementales;

— arrête tout autre document relatif aux dispositions administratives et particulièrement au contrôle des engagements.

§ 3. L'Inspecteur général de la Division de la gestion de l'Espace rural (IG4) ou en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace :

— arrête sa procédure interne et tous les documents nécessaires relatifs à l'octroi de l'avis conforme visé à l'article 3;

— fixe la liste des critères objectifs sur lesquels s'appuie ledit avis conforme et communique cette liste au Directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne.

CHAPITRE VII. — *Abrogations, mises en œuvre et dispositions transitoires*

Art. 14. § 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales est abrogé.

Toutefois, pour les demandes de subventions agri-environnementales introduites à l'administration avant la date de signature du présent arrêté, les dispositions réglementaires de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999, à l'exception de celles prévues aux articles 12 et 12bis, continuent de s'appliquer, sous réserve des obligations particulières prévues au § 2, point 2°, du présent article.

§ 2. Les producteurs concernés par des subventions agri-environnementales en vertu de précédents arrêtés, sont soumis aux obligations particulières suivantes.

1° Les producteurs engagés dans le régime de subventions agri-environnementales instauré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales auxquels toutes les subventions correspondantes n'ont pas été versées, peuvent introduire par écrit une ultime demande de paiement

des subventions encore dues, auprès de la Direction du secteur végétal de l'administration, dans un délai de trois mois à compter de la date de signature du présent arrêté. Passé ce délai, toutes les demandes sont irrecevables et le droit aux subventions est perdu définitivement.

En cas de demande recevable, chaque producteur concerné recevra un formulaire spécifique à renvoyer obligatoirement à l'administration dans un délai de trente jours civils à compter de la date d'envoi figurant sur celui-ci. Passé ce délai, le droit aux subventions encore dues est perdu définitivement;

2° Les producteurs engagés dans le régime de subventions agri-environnementales dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999 sont soumis aux dispositions particulières suivantes :

a) Pour les producteurs qui ont introduit une demande de subventions agri-environnementales entre le 1^{er} décembre 2003 et la date de signature du présent arrêté, la date de prise d'effet de l'engagement est d'office portée au 1^{er} avril 2004 pour autant que la demande initiale correspondante fasse l'objet d'une notification définitive favorable.

b) Les articles 10 et 11 du présent arrêté sont d'application mutatis mutandis.

c) En cas de contestation d'une décision prise par l'administration, le producteur peut introduire un recours par écrit auprès de celle-ci dans les 30 jours qui suivent la communication de ladite décision. Ce recours doit être accompagné des documents justificatifs qui l'étayent. L'introduction du recours en dehors de ce délai ou sans justificatif probant entraîne la nullité du recours.

d) Les producteurs sont tenus de renvoyer au service extérieur compétent chaque formulaire de demande annuelle de subventions relative à leur engagement dans un délai de trente jours civils à compter de la date d'envoi figurant sur ce formulaire. Passé ce délai, le droit aux subventions relatives à l'engagement pour l'année concernée est perdu sans libérer le producteur de son engagement pour la période restant à courir.

e) En cas d'application de la méthode « couverture du sol pendant l'interculture » telle que définie à la méthode 8 décrite à l'annexe 1^{re} de l'arrêté du 11 mars 1999, par dérogation à l'alinéa 3 de l'article 5 de ce même arrêté, les superficies sur lesquelles la méthode « couverture du sol pendant l'interculture » est pratiquée peuvent être déclarées par un autre producteur que le bénéficiaire de la subvention agri-environnementale à la déclaration de superficie de l'année qui suit l'implantation de ladite couverture à condition que les superficies visées fassent l'objet d'une convention d'occupation d'une durée inférieure à un an signée par les deux parties et relative à la mise en place d'une culture de printemps ou d'une jachère. La copie de cette convention doit être transmise par le bénéficiaire de la subvention agri-environnementale au service extérieur compétent au plus tard à la date fixée pour l'introduction de la déclaration de superficie de l'année qui suit l'implantation de la couverture du sol pendant l'interculture.

f) En cas d'application de la méthode « Remplacement d'une culture sous labour par une bande de prairie extensive ou tournière enherbée installée pour cinq ans » telle que définie à la méthode 2.A décrite à l'annexe 1^{re} de l'arrêté du 11 mars 1999, la superficie de culture sous labour contiguë à la tournière enherbée considérée peut être déclarée par un autre producteur que le bénéficiaire concerné par la subvention agri-environnementale à la déclaration de superficie de l'année concernée à condition que la superficie de culture sous labour visée fasse l'objet d'une convention d'occupation d'une durée inférieure à un an signée par les deux parties et relative à la mise en place d'une culture sous labour. La copie de cette convention doit être transmise par le bénéficiaire de la subvention agri-environnementale au service extérieur compétent au plus tard à la date fixée pour l'introduction de la déclaration de superficie de l'année concernée.

g) Dans les deux cas précités, si, respectivement au cours de l'année suivant celle de l'implantation de la couverture du sol pendant l'interculture ou au cours de la période couverte par le contrat de location, le producteur avec lequel le contrat de location a été conclu commet une infraction à la législation en matière d'environnement ou de conservation de la nature sur la superficie concernée par le contrat de location, le producteur qui bénéficie de la subvention agri-environnementale doit rembourser les subventions versées au titre de la méthode considérée depuis le début de l'engagement.

h) Les producteurs peuvent demander la transformation de leur engagement en cours en un nouvel engagement de cinq ans au titre du présent arrêté, pour autant que les conditions suivantes soient satisfaites :

— la transformation ne peut concerner que les méthodes dont la correspondance est fixée à l'annexe 3;

— toutes les conditions d'éligibilité de la nouvelle méthode ou sous-méthode doivent être rencontrées;

— la demande de transformation écrite doit être introduite auprès de l'administration en même temps que la demande initiale pour la nouvelle méthode ou sous-méthode considérée et selon les modalités fixées par l'administration;

En cas d'acceptation, par l'administration, de la demande de transformation :

— l'engagement en cours pris au titre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999 se termine d'office au 31 mars de l'année de transformation;

— le producteur perd le bénéfice de la tranche annuelle de subvention relative à l'année au cours de laquelle l'engagement considéré a été interrompu.

En cas de refus, l'engagement pris au titre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999 se poursuit jusqu'à son terme.

i) Les parcelles ou animaux faisant l'objet d'un engagement agri-environnemental dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999 ne peuvent faire l'objet de subventions au titre du présent arrêté lorsque ces dernières concernent les méthodes dont la correspondance est fixée au tableau figurant à l'annexe 3.

Art. 15. Les demandes initiales d'engagement aux méthodes ou sous-méthodes visées à l'article 2 du présent arrêté, ne peuvent être introduites qu'à partir de l'année 2005, dans les conditions définies par le présent arrêté.

Art. 16. L'administration est compétente pour fixer d'autres dates et délais que ceux prescrits aux articles 6 et 7.

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 18. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 octobre 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe 1^{re}

Méthodes de production compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement, dites agri-environnementales, et conditions spécifiques qui y sont liées pour l'obtention de subventions.

Méthode 1. – Conservation d'éléments du réseau écologique et du paysage

Les éléments du réseau écologique et du paysage concernés sont les haies, les bandes boisées, les arbres ou arbustes isolés, les arbres fruitiers à haute tige, les bosquets et les mares. Les producteurs qui s'engagent à ne pas détruire, à déclarer de tels éléments, à entretenir et, si possible, à améliorer le réseau écologique de leur exploitation, peuvent obtenir des subventions pour ces éléments, dans les conditions décrites ci-après.

Sous-méthode 1.a : haies et bandes boisées

Le producteur qui s'engage à déclarer de tels éléments et à les entretenir peut obtenir une subvention annuelle de 50 euros par tranche de 200 mètres.

Les conditions à respecter en cas de haies ou de bandes boisées sont les suivantes :

- 1° Les haies et bandes boisées doivent être situées dans des parcelles agricoles;
- 2° Les haies sont des bandes continues composées d'arbres ou d'arbustes feuillus indigènes. En aucun cas, les lisières de bois, de forêt ou leur envahissement sur les parcelles agricoles ne peuvent être considérés comme des haies ou des bandes boisées. Sont cependant reconnus comme haies des alignements d'arbres feuillus indigènes situés dans les parcelles agricoles, à l'exclusion des plantations ou rangées monospécifiques de peupliers. La distance maximale entre les arbres d'un alignement est de 10 mètres;
- 3° Les haies et bandes boisées peuvent être constitués de plusieurs tronçons d'une longueur minimale de 20 mètres chacun. Leur largeur maximale est de 10 mètres. En cas de haie, des vides de 10 mètres au maximum sont comptabilisables s'ils sont inaccessibles au bétail et s'ils représentent moins de 20 % de la longueur totale de haie. Les vides aux extrémités de la haie ne peuvent pas être pris en compte;
- 4° Le producteur doit s'engager à ne pas détruire ces haies et bandes boisées. Toute destruction volontaire n'est autorisée qu'après avis préalable de l'administration. Toute destruction ou dégradation accidentelle doit être signalée à l'administration dans un délai de trente jours à dater de ladite destruction ou dégradation. Dans tous les cas, le producteur est obligé de replanter une longueur équivalente à la longueur détruite ou dégradée en respectant l'avis délivré à cet effet par la Division de la Gestion de l'Espace rural (IG4);
- 5° Il doit s'abstenir de tout épandage de fertilisant et de tout traitement phytopharmaceutique, tant à proximité qu'au pied et sur la haie ou la bande boisée. Seuls sont autorisés les traitements localisés contre les orties, chardons et rumex;
- 6° Le producteur doit entretenir ses haies et bandes boisées. Toutefois, les travaux d'entretien (taille) ne peuvent pas être effectués entre le 15 avril et le 1^{er} juillet;
- 7° On considère que 200 mètres de haie ou de bande boisée ont une influence sur un hectare.

Sous-méthode 1.b : arbres ou arbustes isolés, arbres fruitiers à haute tige et bosquets

Le producteur qui s'engage à déclarer de tels éléments et à les entretenir peut obtenir une subvention annuelle de 25 euros par tranche de 10 éléments.

Les conditions à respecter en cas d'entretien d'arbres, arbustes isolés, arbres fruitiers à haute tige et bosquets sont les suivantes :

- 1° Les éléments éligibles sont situés dans des parcelles agricoles;
- 2° Les éléments éligibles sont constitués de :
 - a) arbres fruitiers à haute tige, situés en prairie permanente;
 - b) arbres, arbustes ou buissons isolés d'essence feuillue indigène situés à plus de 10 mètres de tout autre arbre, haie, bande boisée ou bosquet, présentant une hauteur de plus d'1,5 mètre, et dont la végétation représente une superficie au sol supérieure à 1,5 mètre carré;
 - c) bosquets de plus de 25 m² au pied et de moins de 4 ares situés à plus de 10 mètres de tout autre arbre, arbuste isolé, bande boisée ou haie;
- 3° Le producteur s'engage à ne pas détruire ces éléments et, en cas de nécessité, à replanter dans les douze mois au moins l'équivalent des éléments dégradés;
- 4° Il doit s'abstenir de tout épandage de fertilisant et de tout traitement phytopharmaceutique, au pied et sur ces éléments. Seuls sont autorisés les traitements localisés contre les orties, chardons et rumex;
- 5° Les éventuels travaux d'entretien (taille) ne peuvent pas être effectués entre le 15 avril et le 1^{er} juillet;
- 6° On considère qu'une tranche de 10 éléments remplissant les conditions requises a une influence sur 0,5 hectare.

Sous-méthode 1.c : mares

Le producteur qui s'engage à déclarer des mares situées dans ses parcelles agricoles et à les entretenir peut obtenir une subvention annuelle de 50 euros par mare.

Les conditions à respecter en cas d'entretien d'une ou de plusieurs mares sont les suivantes :

- 1° Les mares sont des étendues d'eau dormante situées dans des parcelles agricoles et d'une superficie minimale de 10 mètres carrés entre le 1^{er} novembre et le 30 avril;
- 2° Une bande de minimum deux mètres de large autour de la mare ne sera jamais labourée et ne sera pas accessible au bétail; un accès pour l'abreuvement de celui-ci peut néanmoins être aménagé, à condition que la partie accessible ne dépasse pas 25 % de la superficie et du périmètre de la mare;
- 3° Tout épandage et toute pulvérisation à moins de dix mètres des berges sont interdits;
- 4° Tout remblai et toute introduction de déchet, produit ou substance qui pourrait nuire à la mare, de tout animal ou plante exotique et de tout palmipède ou poisson sont interdits;
- 5° En cas d'envasement ou d'atterrissement, le producteur pratiquera le curage de la mare, en veillant à maintenir ou aménager au moins 25 % du périmètre en pente douce;
- 6° Chaque mare correspondant à ces conditions est considérée comme ayant une influence sur un hectare.

Méthode 2. – Prairie naturelle

Le producteur qui s'engage à gérer certaines parcelles de prairie permanente (déclarées sous les codes 611 ou 612) selon le cahier des charges repris ci-dessous peut obtenir une subvention annuelle de 200 euros par hectare.

Les conditions à respecter en cas d'une telle gestion de prairie permanente sont les suivantes :

- 1° aucune intervention (pâturage, fauche, fertilisation,...) sur la parcelle entre le 1^{er} janvier et le 15 juin;
- 2° le bétail présent sur la parcelle après cette date ne peut recevoir ni concentré, ni fourrage;
- 3° apport de fertilisants et amendements limité à un épandage annuel de fumier ou de compost;
- 4° pas d'utilisation de produits phytopharmaceutiques, à l'exception du traitement localisé contre les orties, chardons et rumex;
- 5° en cas de fauche, une superficie d'au moins 5 % de la superficie de la parcelle ne sera pas fauchée et sera maintenue sous la forme de bandes refuges. La parcelle ne peut pas être pâturée avant le 1^{er} août.
- 6° La superficie minimale de chaque parcelle sur laquelle est appliquée la méthode doit être supérieure ou égale à 30 ares.

Méthode 3. – Bordures herbeuses extensives

La méthode de bordures herbeuses extensives comprend deux sous-méthodes.

Sous-méthode 3.a : tournières enherbées en bordure de culture

Les producteurs qui adoptent la sous-méthode « tournières enherbées en bordure de culture » en respectant le cahier des charges repris ci-dessous peuvent obtenir une subvention annuelle de 18 euros par tronçon de 20 mètres de longueur.

Les conditions à respecter en cas de gestion de tournières enherbées en bordure de culture sont les suivantes :

1° la tournière enherbée est soit implantée en remplacement d'une superficie de culture sous labour et sur tout ou partie de son périmètre, soit maintenue sur une superficie ayant fait l'objet des subventions agri-environnementales correspondantes dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999;

2° La tournière enherbée doit être maintenue durant cinq ans minimum sur tout ou partie du périmètre d'une superficie consacrée durant cette période à une culture sous labour. Relativement à la superficie de culture sous labour considérée, deux tournières enherbées ne peuvent pas être contiguës longitudinalement. Toutefois, il peut être dérogé à ces principes uniquement lorsque la configuration initiale de la partie considérée de la superficie de culture sous labour sur laquelle la tournière enherbée a été installée présentait une largeur entre 6 et 24 mètres;

3° la tournière enherbée ne peut être implantée le long d'une prairie permanente sauf si une haie sépare la prairie de la tournière enherbée;

4° elle doit avoir une longueur minimale de 200 mètres. La longueur minimale de 200 mètres peut-être obtenue en cumulant des tronçons de tournière enherbée de 20 mètres de long minimum;

5° la largeur standard de ces tournières est de 10 mètres. Toutefois, la largeur éligible aux aides peut être ramenée à 6 mètres ou étendue jusqu'à 12 mètres. Dans tous les cas, le calcul de l'aide se fera sur une même base, soit 18 euros pour l'équivalent d'un tronçon de 20 mètres de longueur sur la largeur standard de 10 mètres, la longueur étant adaptée proportionnellement à la largeur effective (20 mètres sur 10 équivalent donc à 25 mètres sur 8 ou encore à 16,67 mètres sur 12). En aucun cas, la superficie des tournières ne peut excéder 8 % de la superficie en culture sous labour de l'exploitation;

6° la culture sous labour contiguë à une telle tournière enherbée doit être exploitée par le bénéficiaire de la subvention et être déclarée dans sa déclaration de superficie. Toutefois, ces superficies de culture sous labour peuvent être déclarées par un autre producteur que le bénéficiaire concerné par la subvention agri-environnementale à la déclaration de superficie de l'année concernée à condition que la superficie de culture sous labour visée fasse l'objet d'une convention d'occupation d'une durée inférieure à un an signée par les deux parties et relative à la mise en place d'une culture sous labour. La copie de cette convention doit être transmise par le bénéficiaire de la subvention agri-environnementale au service extérieur compétent au plus tard à la date fixée pour l'introduction de la déclaration de superficie de l'année concernée;

7° en cas d'installation, la tournière doit être ensemencée avec un mélange diversifié dont la composition est transmise à l'administration. La liste des espèces proposées est reprise ci-après (liste « Espèces végétales pour tournières »). Le choix de la composition du mélange est laissé à l'appréciation de l'agriculteur, pour autant que les conditions suivantes soient respectées :

a) graminées de base :

- le pourcentage (en poids) des semences est compris entre 50 et 95 % du mélange;
- les espèces non pérennes ou très intensives, tels les ray-grass hybrides, italien et de Westerwold, ainsi que les bromes cultivés sont exclus;
- le ray-grass anglais, la fléole, le dactyle et la fétuque des prés représentent chacun au maximum 30 % du mélange;

b) légumineuses de base (voir liste) :

- le pourcentage (en poids) de semences est compris entre 15 et 40 % du mélange;
- trois espèces au minimum sont présentes, chacune à concurrence d'au moins 5 % du mélange;

c) autres dicotylées (voir liste) : d'autres dicotylées peuvent être intégrées au mélange à condition qu'aucune espèce ne soit présente à concurrence de plus de 5 % du mélange;

8° la tournière enherbée ne peut recevoir aucun fertilisant;

9° elle ne peut être traitée avec aucun produit phytopharmaceutique, un traitement localisé avec des herbicides spécifiques est toutefois toléré contre les orties, chardons et rumex;

10° elle ne peut pas être pâturée;

11° en cas de fauche, la fauche ne peut être réalisée qu'après le 1^{er} juillet. Le produit de la fauche doit être exporté de la parcelle. Par dérogation, une coupe d'été sans récolte peut néanmoins être réalisée dans les 12 semaines qui suivent le semis;

12° la tournière enherbée ne peut pas être accessible à des véhicules motorisés à des fins de loisirs. Elle ne peut pas servir de chemin ou au passage de charroi. En outre, aucun dépôt d'engrais, d'amendement ou de récolte ne peut être toléré sur cette tournière;

13° On considère qu'un tronçon de 20 mètres de longueur de tournière enherbée a une influence sur 0,25 hectare.

Espèces végétales pour tournières

LEGUMINEUSES DE BASE	
Lotus corniculatus	Lotier corniculé
Medicago lupulina	Luzerne lupuline ou Minette
Medicago sativa	Luzerne cultivée
Onobrychis viciifolia	Sainfoin ou Esparcette
Trifolium pratense	Trèfle violet
Trifolium repens	Trèfle blanc
AUTRES DICOTYLEES	
Anthriscus sylvestris	Cerfeuil sauvage
Centaurea cyanus	Bleuet
Cichorium intybus	Chicorée sauvage
Daucus carota	Carotte sauvage
Echium vulgare	Viperine
Eupatorium cannabinum	Eupatoire chanvrine
Hypericum perforatum	Herbe aux mille trous ou millepertuis
Knautia arvensis	Knautie
Leucanthemum vulgare	Grande marguerite
Lychnis flos-cuculi	Lychnis fleur de coucou
Lythrum salicaria	Salicaire
Malva moschata	Mauve musquée
Malva sylvestris	Mauve sauvage
Melilotus alba	Mélicot blanc
Melilotus officinalis	Mélicot officinal
Mentha aquatica	Menthe aquatique
Origanum vulgare	Origan
Papaver dubium	Pavot douteux ou petit coquelicot
Papaver rhoeas	Grand coquelicot
Plantago lanceolata	Plantain lancéolé
Prunella vulgaris	Brunelle commune
Reseda lutea	Réséda jaune
Rumex acetosa	Oseille des prés
Scrophularia nodosa	Scrofulaire noueuse
Symphytum asperum	Consoude rude
Symphytum officinale	Consoude officinale
Symphytum x uplandicum	Consoude hybride
Trifolium hybridum	Trèfle hybride
Trifolium incarnatum	Trèfle incarnat

Sous-méthode 3.b : bande de prairie extensive

Les producteurs qui adoptent la méthode de bande de prairie extensive en respectant le cahier des charges ci-dessous peuvent obtenir une subvention annuelle de 18 euros par tronçon de 20 mètres de longueur.

Les conditions à respecter en cas de gestion de bande de prairie extensive sont les suivantes :

1° seules sont éligibles les bandes de prairies extensives installées dans des prairies permanentes déclarées sous les codes 611 ou 612;

2° cette bande de prairie extensive doit être implantée le long d'un cours d'eau, d'un plan d'eau ou le long des réserves naturelles agréées ou domaniales et des zones humides d'intérêt biologique;

3° elle doit avoir une longueur minimale de 100 mètres. La longueur minimale de 100 mètres peut être obtenue en cumulant des tronçons de bande de prairie extensive de 20 mètres de long minimum;

4° la largeur standard de ces bandes est de 10 mètres. Toutefois, la largeur éligible aux aides peut être ramenée à 6 mètres ou étendue jusqu'à 12 mètres. Dans tous les cas, le calcul de l'aide se fera sur une même base, soit 18 euros pour l'équivalent d'un tronçon de 20 mètres de longueur sur la largeur standard de 10 mètres, la longueur étant adaptée proportionnellement à la largeur effective (20 mètres sur 10 équivalent donc à 25 mètres sur 8 ou encore à 16,67 mètres sur 12). En aucun cas, la superficie des bandes ne peut excéder 8 % de la superficie en prairies de l'exploitation;

5° la bande de prairie extensive ne peut recevoir aucun fertilisant et aucun produit phytopharmaceutique, à l'exception de traitements localisés contre les orties, chardons et rumex;

6° en cas de fauche, elle ne peut être fauchée qu'après le 1^{er} juillet. Le produit de la fauche doit être exporté de la parcelle;

7° la bande de prairie extensive ne peut être pâturée qu'après le 1^{er} juillet;

8° en dehors d'un endroit spécialement aménagé pour l'abreuvement, l'accès direct du bétail aux berges et lits du cours d'eau est interdit;

9° le bétail présent sur la parcelle sur laquelle est installée la bande de prairie extensive, bande comprise, ne peut recevoir ni concentré ni fourrage;

10° la bande de prairie extensive ne peut pas être accessible à des véhicules motorisés à des fins de loisirs. Elle ne peut servir de chemin. En outre, aucun dépôt d'engrais, d'amendement ou de récolte ne peut être toléré sur cette bande;

11° une bande de prairie extensive ne peut bénéficier des aides en application des méthodes 2 ou 8;

12° on considère qu'un tronçon de 20 mètres de longueur de bande de prairie extensive a une influence sur 0,25 hectare.

Méthode 4. – Couverture hivernale du sol

Le producteur qui s'engage à semer un couvert végétal dans la culture précédente (graminées dans une céréale ou entre les rangs de maïs) ou dès que possible après la récolte précédente, et en tout cas avant le 15 septembre, peut obtenir une subvention annuelle de 100 euros par hectare, pour autant qu'il maintienne ce couvert jusqu'au 1^{er} janvier.

Les conditions suivantes doivent être respectées :

1° le producteur s'engage à planter, chaque année de l'engagement, une superficie de couverture hivernale du sol au moins égale à la superficie mentionnée pour cette méthode dans son engagement initial. Cette superficie minimale est celle qui ouvre le droit à la subvention correspondante. La superficie supplémentaire sur laquelle est pratiquée la méthode ne donne droit à aucune subvention au titre de l'engagement considéré;

2° la couverture hivernale du sol peut être installée :

— soit dans une culture de céréale (ou de maïs) avant la récolte de celle-ci;

— soit avant le 15 septembre sur une superficie qui a fait l'objet d'une culture sous labour déclarée dans la déclaration de superficie de l'année où la couverture est implantée sous un code autre que 82, 83, 84, 85 ou 851;

3° les superficies subventionnées doivent figurer à la déclaration de superficie du bénéficiaire pour l'année qui suit celle de l'implantation du couvert végétal. Toutefois, ces superficies peuvent être déclarées par autre producteur que le bénéficiaire concerné par la subvention agri-environnementale à la déclaration de superficie de l'année qui suit l'implantation de ladite couverture à condition que les superficies visées fassent l'objet d'une convention d'occupation d'une durée inférieure à un an signée par les deux parties et relative à la mise en place d'une culture de printemps ou d'une jachère. La copie de cette convention doit être transmise par le bénéficiaire de la subvention agri-environnementale au service extérieur compétent au plus tard à la date fixée pour l'introduction de la déclaration de superficie de l'année qui suit l'implantation de la couverture du sol pendant l'interculture;

4° cette couverture hivernale du sol doit être détruite après le 1^{er} janvier et doit être suivie de l'implantation d'une culture de printemps ou de l'implantation d'une jachère;

5° elle ne peut être constituée de plus de 50 % de légumineuses;

6° par dérogation aux dates mentionnées à l'alinéa 1^{er}, et si la récolte précédente a été effectuée après le 1^{er} septembre, un couvert végétal de seigle ou de triticale peut être implanté avant le 1^{er} novembre pour être détruit obligatoirement entre le 1^{er} mars et le 15 mai;

7° aucune fertilisation minérale azotée n'est autorisée;

8° la superficie minimale de chaque parcelle sur laquelle est appliquée la méthode doit être supérieure ou égale à 30 ares.

Méthode 5. – Réduction d'intrants en céréales

Le producteur qui s'engage à pratiquer la réduction d'intrants en céréales autres que le maïs peut obtenir une subvention annuelle de 100 euros par hectare.

Les conditions suivantes doivent être respectées :

1° le producteur s'engage à pratiquer la méthode sur une superficie au moins égale à la celle mentionnée pour cette méthode dans son engagement initial, et ce chaque année de l'engagement. Cette superficie minimale est celle qui ouvre le droit à la subvention correspondante. La superficie supplémentaire sur laquelle est pratiquée la méthode ne donne droit à aucune subvention au titre de l'engagement considéré;

2° la densité maximale de semis est de 200 grains par mètre carré. Par dérogation, en région défavorisée, l'épeautre et les mélanges céréales-légumineuses ne sont pas soumis à cette condition de densité de semis;

3° aucun traitement régulateur de croissance n'est appliqué;

4° la superficie minimale de chaque parcelle sur laquelle est appliquée la méthode doit être supérieure ou égale à 30 ares;

5° la demande ne peut porter que sur la culture qui sera récoltée durant l'année civile concernée;

6° cette mesure n'est pas cumulable avec des aides à l'agriculture biologique.

Méthode 6. – Détention d'animaux de races locales menacées

Le producteur qui s'engage à détenir des animaux de races locales menacées figurant dans la liste ci-dessous peut obtenir une subvention annuelle de 120 euros par bovin, 200 euros par cheval et 30 euros par mouton.

Les animaux concernés doivent répondre aux conditions suivantes :

1° répondre au standard originel de la race reconnue comme menacée de disparition;

2° être enregistré dans le livre généalogique agréé de la race ou ce qui en tient lieu;

3° être âgé d'au moins 2 ans pour les chevaux et les bovins et d'au moins 6 mois pour les ovins;

4° être enregistré dans le système d'identification et d'enregistrement des animaux « Sanitel », s'il s'agit de bovins ou d'ovins.

La liste des races locales menacées éligibles à la subvention est arrêtée à ce qui suit :

Races bovines :

— Rouge de Belgique;

— Blanc-bleu mixte.

Races ovines :

— mouton laitier belge;

— mouton Entre-Sambre-et-Meuse;

— mouton ardennais tacheté;

— mouton ardennais roux;

— mouton Mergelland.

Races chevalines :

- cheval de trait ardennais;
- cheval de trait belge.

Cette liste peut être revue par le Ministre en conformité, notamment, avec les dispositions européennes relatives en la matière.

Pour obtenir la subvention, le producteur doit fournir, pour chaque animal, en annexe à sa demande initiale :

- pour les bovins, une copie de la carte d'identité définitive délivrée par l'organisme gestionnaire du livre généalogique de la race bovine considérée;
- pour les ovins, une copie de l'attestation de naissance délivrée par l'organisme gestionnaire des livres généalogiques ou une copie du certificat zootechnique de l'animal prouvant son appartenance à la race locale considérée ou tout autre document délivré par l'organisme gestionnaire des livres généalogiques et prouvant son appartenance à la race locale considérée;
- pour les équins, une copie des documents d'identification prouvant son inscription au livre généalogique ainsi que son appartenance à la race considérée.

Méthode 7. – Maintien de faibles charges en bétail

Le producteur qui s'engage à maintenir de faibles charges en bétail peut obtenir une subvention annuelle de 100 euros par hectare de prairie (codes 611, 612, 621 et 622).

Les conditions suivantes doivent être respectées :

1° la charge en bétail de l'exploitation doit être inférieure à 1,4 UGB (unité gros bétail) par hectare de prairie. Lorsque la charge en bétail est inférieure à 0,6 UGB par hectare de prairie, les superficies prises en compte pour le calcul de l'aide sont limitées aux superficies nécessaires pour que la charge en bétail atteigne 0,6 UGB par hectare;

2° la production de ces prairies, obtenue par fauche ou pâturage, peut exclusivement être destinée au cheptel de l'exploitation;

3° les seuls épandages de matières organiques autorisés sur ces prairies sont ceux des effluents produits par les animaux ayant servi à établir la faible charge.

4° la superficie minimale de chaque parcelle sur laquelle est appliquée la méthode doit être supérieure ou égale à 30 ares.

La charge en bétail est la charge moyenne annuelle de l'exploitation pour l'année civile considérée. Cette charge est établie, compte tenu des coefficients visés ci-dessous, en prenant en compte les éléments suivants :

1° la moyenne des données journalières provenant du système d'identification et d'enregistrement des animaux Sanitel, en ce qui concerne les bovins;

2° le nombre d'équidés déclarés par le producteur dans son formulaire de déclaration de superficie de l'année considérée;

3° de l'inventaire annuel relatif à l'identification et l'enregistrement des ovins et des caprins.

Le calcul du nombre d'U.G.B. relatif à ces animaux est établi en utilisant les coefficients suivants :

1° bovins de deux ans et plus, équidés de plus de six mois : 1 U.G.B.;

2° bovins de six mois à deux ans : 0,6 U.G.B.;

3° ovins ou caprins de plus de 6 mois : 0,15 U.G.B.

Méthode 8. – Prairie de haute valeur biologique

Le producteur qui s'engage à gérer certaines parcelles de prairie permanente (déclarées sous les codes 611 ou 612) selon le cahier des charges repris ci-dessous peut obtenir une subvention annuelle de 450 euros par hectare.

Les conditions suivantes doivent être respectées :

1° un diagnostic préalable relatif à la valeur biologique de la parcelle doit donner lieu à un avis conforme préalable dûment notifié par la Division de la gestion de l'espace rural (IG4) comprenant les dispositions spécifiques à la situation locale;

2° aucune intervention (pâturage, fauche, fertilisation,...) sur la parcelle pendant une période précisée dans l'avis conforme et s'étendant, sauf cas particuliers, du 1^{er} janvier à une date en juillet précisée dans cet avis;

3° le bétail présent sur la parcelle après cette date ne peut recevoir ni concentré, ni fourrage;

4° aucun apport de fertilisants et amendements ne peut avoir lieu, à l'exception des restitutions par les animaux lors du pâturage;

5° l'utilisation de produits phytopharmaceutiques est interdite, à l'exception du traitement localisé contre les orties, chardons et rumex;

6° en cas de fauche, au moins 10 % de la superficie de la parcelle seront maintenus sous la forme de bandes refuges non fauchées, et la parcelle ne peut être pâturée avant le 15 août;

7° les travaux de drainage ou de curage des fossés sont interdits;

8° la superficie minimale de chaque parcelle sur laquelle est appliquée la méthode doit être supérieure ou égale à 30 ares;

9° cette mesure n'est pas cumulable avec la méthode 2 (prairie naturelle) ou la sous-méthode 3.b (bande de prairie extensive).

Méthode 9. – Bandes de parcelles aménagées

Les producteurs qui adoptent la méthode « bandes de parcelles aménagées » peuvent obtenir une subvention annuelle de 25 euros par tronçon de 20 mètres de longueur.

Les conditions générales suivantes doivent être respectées dans tous les cas :

1° la bande de parcelle aménagée est soit implantée en remplacement d'une superficie de culture sous labour et sur tout ou partie de son périmètre, soit maintenue sur une superficie ayant fait l'objet des subventions agri-environnementales correspondantes dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999;

2° la bande de parcelle aménagée doit être maintenue durant cinq ans minimum sur tout ou partie du périmètre d'une superficie consacrée durant cette période à une culture sous labour. Relativement à la superficie de culture sous labour considérée, deux bandes de parcelle aménagée ne peuvent pas être contiguës longitudinalement. Toutefois, il peut être dérogé à ces principes uniquement lorsque la configuration initiale de la partie considérée de la superficie de culture sous labour sur laquelle la bande de parcelle aménagée a été installée présentait une largeur entre 3 et 42 mètres;

3° la largeur standard de ces bandes est de 10 mètres. Toutefois, la largeur éligible aux aides peut être ramenée à 3 mètres ou étendue jusqu'à 21 mètres. Dans tous les cas, le calcul de l'aide se fera sur une même base, soit à raison de 25 euros pour l'équivalent d'un tronçon de 20 mètres de longueur sur la largeur standard de 10 mètres, la longueur étant adaptée proportionnellement à la largeur effective (20 mètres sur 10 équivalent donc à 50 mètres sur 4);

4° la longueur minimale par exploitation et par type de bande est de 20 mètres;

5° le choix de la localisation, de la largeur, des espèces et des modalités de gestion (fauche, gyrobroyage,...) doit faire l'objet d'un avis conforme préalable dûment notifié par la Division de la gestion de l'espace rural (IG4) tenant compte des enjeux et contraintes locales en matière agricole et environnementale;

6° en aucun cas, la superficie de l'ensemble des tournières enherbées et bandes de parcelles relevant des méthodes 3 et 9 ne peut excéder 8 % de la superficie en culture sous labour de l'exploitation;

7° aucune fertilisation et aucun amendement n'est autorisé;

8° pas d'utilisation de produits phytopharmaceutiques, à l'exception du traitement localisé contre les orties, chardons et rumex;

9° les parcelles concernées ne peuvent pas être accessibles à des véhicules motorisés à des fins de loisirs. Elles ne peuvent servir de chemin. En outre, aucun dépôt d'engrais, d'amendement ou de récoltes ne peut être toléré sur ces bandes;

10° on considère qu'un tronçon de 20 mètres de bande de parcelle aménagée a une influence sur 0,25 hectare.

La méthode « bandes de parcelles aménagées » comprend quatre sous-méthodes.

Sous-méthode 9.a : accueil de la faune et de la flore sauvage, ou beetle bank

La sous-méthode « accueil de la faune et de la flore sauvage, ou beetle bank » distingue d'une part l'implantation de beetle bank enherbées et pérennes, et d'autre part l'implantation de couverts annuels.

Les conditions suivantes doivent être satisfaites :

1° l'avis conforme peut prévoir plusieurs situations :

— dans certains cas, l'avis conforme prévoit l'installation et le maintien d'une bande de sol nu de 3 mètres de large entretenue mécaniquement et localisée entre la bande d'accueil de la faune et de la flore sauvage et la culture principale. Cette largeur est comptabilisée dans celle de la bande d'accueil;

— dans certains cas, pour les couverts pérennes, l'avis conforme prévoit la création d'une petite butte, d'un fossé ou l'installation de ligneux à maintenir en taillis par un recépage hivernal;

2° lorsqu'ils sont autorisés, la fauche et/ou le broyage des couverts pérennes ne peuvent être pratiqués qu'au maximum une fois par an, entre le 1^{er} août et le 1^{er} octobre. En cas de fauche ou de broyage, au moins 10 % de la bande sont maintenus sous la forme de bandes refuges non fauchées;

3° pour les couverts annuels, la destruction du couvert, le travail superficiel du sol et le resemis ne peuvent être pratiqués qu'entre février et mai.

Sous-méthode 9.b : bords de cours d'eau et lutte contre l'érosion

Les conditions suivantes doivent être satisfaites :

1° par dérogation aux conditions générales relatives à la méthode 9, la largeur éligible à l'aide peut être portée à 30 mètres;

2° le couvert sera fauché entre le 1^{er} juillet et le 31 août ou, si l'avis conforme l'autorise, pourra être gyrobroyé, entre ces mêmes dates;

3° dans certains cas, l'avis conforme prévoit la création d'une petite butte ou d'un fossé;

4° en cas de coulée boueuse ou de dépôt de sédiment sur une épaisseur de plus de 10 centimètres, un nettoyage et/ou une réimplantation du couvert herbacé seront réalisés.

Sous-méthode 9.c : bande fleurie

Les conditions suivantes doivent être satisfaites :

1° dans certains cas, l'avis conforme prévoit l'installation et le maintien d'une bande de sol nu de 3 mètres de large entretenue mécaniquement entre la bande fleurie et la culture principale; cette largeur est comptabilisée dans celle de la bande fleurie;

2° Une seule fauche avec exportation ou broyage est autorisée entre le 1^{er} août et le 15 septembre;

Sous-méthode 9.d : bande de messicoles

La sous-méthode « bande de messicoles » distingue d'une part l'implantation de bandes de messicoles dans les endroits susceptibles de posséder encore une banque de graines d'espèces messicoles menacées et d'autre part l'implantation de bandes de céréales avec semis d'écotypes locaux de messicoles.

Les conditions suivantes doivent être satisfaites :

1° dans certains cas, l'avis conforme prévoit l'installation et le maintien d'une bande de sol nu de 3 mètres de large entretenue mécaniquement entre la bande de messicoles et la culture principale. Cette largeur est comptabilisée dans celle de la bande de messicoles;

2° cette bande sera semée la première année et au moins la troisième et cinquième année de céréales à une densité maximale de 150 grains par mètres carrés. Aucune autre culture ne pourra être implantée pendant les cinq ans;

3° après l'implantation, le travail du sol sera limité à un travail superficiel (pas de labour);

4° cette bande peut être récoltée, fauchée ou gyrobroyée au plus tôt lors de la récolte de la culture céréalière correspondante. L'avis conforme peut néanmoins imposer le maintien de la végétation pour permettre le resemis naturel et le nourrissage des animaux granivores.

Méthode 10. – Plan d'action agri-environnemental

Le producteur qui applique des méthodes agri-environnementales dans le cadre d'une approche globale sur son exploitation intitulée plan d'action agri-environnemental peut bénéficier d'un surcroît de subventions de 5 % sur l'ensemble des subventions agri-environnementales prévues dans le présent arrêté aux conditions suivantes :

1° établir avant l'introduction de la demande initiale un plan d'action agri-environnemental, avec un agent d'encadrement de la Division de la gestion de l'espace rural (IG4);

2° exécuter ce plan d'action au cours des cinq années de l'engagement en intégrant les mises à jour prévues au point 3°;

3° chaque année, à partir de la deuxième année de l'engagement, mettre à jour le plan d'action avec l'aide d'un agent d'encadrement de la Division de la gestion de l'espace rural (IG4) en évaluant l'exécution du plan d'action et en identifiant explicitement les freins éventuels à la mise en œuvre. En cas de modifications importantes de l'exploitation ou en fonction d'éventuels nouveaux éléments facilitant ou retardant la mise en œuvre du plan, le producteur doit en informer la Division de la gestion de l'espace rural (IG4) afin que ce plan soit amendé;

4° au terme des cinq années de l'engagement, un rapport réalisé avec l'aide d'un agent d'encadrement de la Division de la gestion de l'espace rural (IG4) présentera les résultats, conclusions et perspectives du plan d'action eu égard aux objectifs initialement fixés. Une évaluation positive du plan fondée sur une exécution satisfaisante des objectifs est une condition de reconduction du plan à cette échéance;

A. Cultures	1.a haies	1.b arbres ou bosquets	1.c mares	3.a tournières enherbées	4 couverture du sol	5 réduction intrants en céréales	9 bandes de parcelles aménagées	agriculture biologique
agriculture biologique								S
C = cumul des primes possible avec plafonnement éventuel à 600 euros par hectare et par an pour les cultures annuelles, à 900 euros par hectare et par an pour les cultures pérennes spécialisées et à 450 euros par hectare et par an pour les autres utilisations des terres.								
S = Sans objet (plante cultivée ou/et période différentes, ou mesure identique selon les deux entrées).								
X = Cumul interdit								

B. Prairies	1.a haies	1.b arbres ou bosquets	1.c mares	2 prairie naturelle	3.b bande de prairie	7 faible charge en bétail	8 prairie à haute valeur biologique	agriculture biologique
1.a haies	S	S	S	C	C	C	C	C
1.b arbres ou bosquets		S	S	C	C	C	C	C
1.c mares			S	C	C	C	C	C
2 prairie naturelle				S	X	C	X	C
3.b bande de prairie					S	C	X	C
7 faible charge en bétail						S	C	C
8 prairie à haute valeur biologique							S	C
agriculture biologique								S
C = Cumul des primes possible avec plafonnement éventuel, à 450 euros par hectare et par an.								
S = Sans objet (mesure identique selon les deux entrées).								
X = Cumul interdit.								

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 octobre 2004 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales.

Namur, le 28 octobre 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe 3

Tableau de correspondances des différentes mesures et sous-mesures

Intitulé de la méthode ou sous-méthode prévue à l'annexe 1 ^{re} du présent arrêté	Intitulé de la méthode ou sous-méthode telle que prévue à l'annexe 1 ^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999
Méthode 1 : conservation d'éléments du réseau écologique et du paysage. — sous-méthode 1.a : haies et bandes boisées — sous-méthode 1.b : arbres ou arbustes isolés, arbres fruitiers haute tige et bosquets — sous-méthode 1.c : mares	Méthode 3 : maintien et entretien des éléments du paysage et de la biodiversité tels les haies et bandes boisées, vieux arbres fruitiers à haute tige ou mares dans les superficies agricoles
Méthode 2 : prairie naturelle	Méthode 1 : fauches ou pâturages tardifs
Méthode 3 : bordures herbeuses extensives — sous-méthode 3.a : tournières enherbées en bordure de culture	Méthode 2 : — sous-méthode 2.a : remplacement d'une culture sous labour par une bande de prairie extensive ou tournière enherbée installée pour cinq ans

Intitulé de la méthode ou sous-méthode prévue à l'annexe 1 ^{re} du présent arrêté	Intitulé de la méthode ou sous-méthode telle que prévue à l'annexe 1 ^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999
— sous-méthode 3.b : bande de prairie extensive	— sous-méthode 2.c : bande de prairie extensive
Méthode 4 : couverture hivernale du sol avant culture de printemps	Méthode 8 : couverture de sol pendant l'interculture
Méthode 5 : réduction d'intrants en céréales	Méthode 6 : réduction des intrants en céréales
Méthode 6 : détention d'animaux de races locales menacées — sous-méthode 6.a : détention de chevaux de trait — sous-méthode 6.b : détention de bovins — sous-méthode 6.c : détention d'ovins	Méthode 5 : détention d'animaux de races locales menacées
Méthode 7 : maintien de faibles charges en bétail	Méthode 4 : maintien de faibles charges en bétail
Méthode 8 : prairies de haute valeur biologique	Méthode 9 : fauches très tardives avec limitation des intrants
Méthode 9 : bandes de parcelles aménagées — sous-méthode 9.a : accueil de la faune et de la flore sauvage, beetle bank	Méthode 2 : — —
— sous-méthode 9.b : bords de cours d'eau et lutte contre l'érosion	— sous-méthode 2.a : remplacement d'une culture sous labour etc. (*)
— sous-méthode 9.c : bande fleurie	— sous-méthode 2.a : remplacement d'une culture sous labour etc. (*)
— sous-méthode 9.d : bande de messicoles	— sous-méthode 2.b : tournière extensive (*)
Méthode 10 : plan d'action agri-environnemental	—
	(*) correspondance partielle entre les méthodes ou sous-méthodes

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 octobre 2004 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales.

Namur, le 28 octobre 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 4796

[C — 2004/27284]

28. OKTOBER 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, 5. Mai 1993, 16. Juli 1993, 13. Juli 2003 und 12. August 2003;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 5. Februar 1999 und den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001 zur Organisation der von der Föderalen Agentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette durchgeführten Kontrollen und zur Abänderung verschiedener Gesetzesbestimmungen;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 2092/1991 des Rates vom 24. Juni 1991 über den ökologischen Landbau und die entsprechende Kennzeichnung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse und Lebensmittel, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 806/2003 der Kommission vom 14. April 2003;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates vom 27. November 1992 zur Einführung eines integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegelungen, aufgehoben und ersetzt durch die Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001, die jedoch auf die im Laufe der Kalenderjahre vor dem Jahr 2005 eingereichten Anträge auf Direktzahlungen anwendbar bleiben;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1251/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungsfonds- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) und zur Änderung bzw. Aufhebung bestimmter Verordnungen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1783/2003 des Rates vom 29. September 2003;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1258/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Finanzierung der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2316/1999 der Kommission vom 22. Oktober 1999 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1251/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 206/2004 der Kommission vom 5. Februar 2004;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2461/1999 der Kommission vom 19. November 1999 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1251/1999 des Rates in Bezug auf die Nutzung stillgelegter Flächen für die Erzeugung von Ausgangserzeugnissen, die in der Gemeinschaft zur Herstellung von nicht unmittelbar zu Lebens- oder Futtermittelzwecken bestimmten Erzeugnissen dienen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 345/2002 der Kommission vom 25. Februar 2002;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 der Kommission vom 11. Dezember 2001 mit Durchführungsbestimmungen zum mit der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates eingeführten integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 118/2004 der Kommission vom 23. Januar 2004 und ab dem 7. Mai 2004 aufgehoben und ersetzt durch die Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, die jedoch auf die im Laufe der Kalenderjahre vor dem Jahr 2005 eingereichten Anträge auf Direktzahlungen anwendbar bleiben;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 445/2002 der Kommission vom 26. Februar 2002 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL), ab dem 7. Mai 2004 aufgehoben und ersetzt durch die Verordnung (EG) Nr. 817/2004 der Kommission vom 29. April 2004 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 1994 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen, aufgehoben und ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999.

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2003;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2000;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. November 2003 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 20. Dezember 2001 zur Durchführung des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. August 2003;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Entscheidung Nr. C(2000)2725 der Kommission vom 25. September 2000 zur Genehmigung des Dokuments für die Programmplanung im Bereich der ländlichen Entwicklung für die wallonische Region (Belgien) des Programmplanungszeitraums 2000-2006;

Aufgrund der Entscheidung Nr. C(2004)2930 der Kommission vom 22. Juli 2004 zur Genehmigung der Änderungen des Dokuments für die Programmplanung im Bereich der ländlichen Entwicklung für die wallonische Region (Belgien) des Programmplanungszeitraums 2000-2006 und zur Änderung Entscheidung Nr. C(2000)2725 der Kommission zur Genehmigung dieses Dokuments für die Programmplanung;

Aufgrund der «Orientierungen für die Umsetzung von Systemen zur Verwaltung, Kontrolle und Sanktionen der durch die Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates eingeführten Maßnahmen zur ländlichen Entwicklung, die durch die EAGFL-Garantie finanziert werden» vom 23. Juli 2002;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 24. Mai 2004 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 27. Mai 2004 gegebenen Einverständnisses des Haushaltsministers;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der im Anschluss an die Übertragung auf die Regionen von Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft erfolgten Neustrukturierung der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region und in Erwägung der Tatsache, dass die Regelungen folglich anzupassen sind;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Kontinuität der Aufgaben des öffentlichen Dienstes zu gewährleisten und dabei die Auflagen der europäischen Regelung im Bereich der Landwirtschaft zu beachten;

In Erwägung der Notwendigkeit unverzüglich Maßnahmen im Bereich des agrarökologischen Programms zu treffen, um die Durchführungsbestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 3508/1992, insbesondere was die Pflicht der Kompatibilität mit dem integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem betrifft, der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 und der Verordnung Nr. 445/2002, ab dem 7. Mai 2004 ersetzt durch die Verordnung (EG) Nr. 817/2004, umzusetzen;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Anwendung der Maßnahmen bezüglich des agrarökologischen Programms mit den verschiedenen Beihilferegelungen, die nunmehr von den Regionen verwaltet werden, in Einklang zu bringen;

In der Erwägung, dass bei Missachtung der durch die europäische Regelung vorgeschriebenen Fristen für die Zahlung der betreffenden Prämien an die Erzeuger oder für den Fall, dass die betreffende Regelung verspätet oder unangemessen umgesetzt wird, Sanktionen vorgesehen sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

ERSTES KAPITEL — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° «Erzeuger»: der landwirtschaftliche Betreiber als natürliche oder als juristische Person oder der Zusammenschluss von natürlichen oder juristischen Personen oder aber eine Verbindung beider Betriebsformen, der autonom, zu seinen Gunsten und für seine Rechnung einen landwirtschaftlichen Betrieb verwaltet, unabhängig von den betroffenen Spekulationen;

2° «Betrieb»: alle von ein und demselben Erzeuger autonom verwalteten Produktionseinheiten, unabhängig von den betroffenen Spekulationen und deren Betriebssitz auf nationalem Gebiet gelegen ist;

3° «Produktionseinheit»: alle funktionalen Zusammenschlüsse von Produktionsmitteln, einschließlich der Gebäude, der Lagereinrichtungen, der Düngemittel, der landwirtschaftlichen Nutztiere und der Ländereien, die der Erzeuger für seinen ausschließlichen Nutzen benötigt, um eine oder mehrere Spekulationen im Bereich der Landwirtschaft, des Gartenbaus oder der Zucht durchzuführen;

4° «Antrag auf Flächenbeihilfe»: der jährlich eingereichte Zahlungsantrag im Rahmen der in Artikel 1, § 1, Punkt a) und Punkt b) iii), der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates vom 27. November 1992 zur Einführung eines integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegelungen angeführten Beihilferegelungen oder seit dem Kalenderjahr 2005 der jährlich eingereichte Antrag auf die in Artikel 22, § 1 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001 angeführten Direktzahlungen;

5° «Flächenerklärung»: Erklärung des Erzeugers, in der unabhängig von Spekulationen alle landwirtschaftlich genutzten Parzellen unter Angabe der Flächen angeführt werden, gemäß Artikel 4, § 1 der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 der Kommission vom 11. Dezember 2001 mit Durchführungsbestimmungen zum mit der vorerwähnten Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates eingeführten integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegelungen oder ab dem Jahr 2005 gemäß Artikel 6, § 1 der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe;

6° «Gepflügte Kultur»: Jede Kultur, deren Fläche in der Flächenerklärung angegeben wird, mit Ausnahme der nachfolgenden Kulturen: Dauerwiesen (Kulturcodes 611 und 612), Bewaldung (Kulturcode 891), mehrjährige Obstkulturen (Kulturcode 971) oder Schalenobst (Kulturcode 92);

7° «Wasserlauf»: in einem permanenten, natürlichen oder künstlichen Bett gewöhnlich kontinuierlich fließendes Wasser...). Handelt es sich um ein künstliches Bett, dann muss dieses jedoch mit dem natürlichen Wassernetz verbunden sein;

8° «Benachteiligte Gebiete»: die benachteiligten Gebiete nach Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft;

9° «Sanitel»: automatisiertes System der Datenverarbeitung für die Identifizierung und Registrierung der Tiere;

10° «Minister»: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

11° «Verwaltung»: die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

12° «Zuständiger Außendienst»: die Direktion der Außendienste der Verwaltung, die den Antrag auf Flächenbeihilfe des betreffenden Erzeugers bearbeitet. Falls die Ländereien innerhalb der Wallonischen Region gelegen sind, der Erzeuger aber eine Postanschrift außerhalb dieser Region hat, handelt es sich bei dem Außendienst, der die Akte bearbeitet, um jene, die für das Gebiet in der Wallonischen Region, auf dem sich die betreffende Produktionseinheit befindet, zuständig ist, oder ggf. um einen anderen von der Verwaltung bezeichneten Außendienst. Befindet sich keine Produktionseinheit oder kein landwirtschaftliches Gebäude, das den von diesem Erzeuger in der Wallonischen Region genutzten Ländereien angegliedert ist, auf dem Gebiet der Wallonischen Region, handelt es sich bei dem zuständigen Außendienst um jenen des Gebiets, auf dem sich die Gemeinde befindet, in der der Großteil der betreffenden Ländereien gelegen ist.

Art. 2 - § 1. Für die Umsetzung einer oder mehrerer der nachfolgend angeführten Produktionsmethoden oder -untermethoden können agrarökologische Subventionen gewährt werden:

1° Methode 1: Erhaltung von Bestandteilen des ökologischen Netzes und der Landschaft.

Untermethode 1.a.: Hecken und Baumhecken;

Untermethode 1.b.: Alleinstehende Bäume oder Sträucher, hochstämmige Obstbäume und Büsche;

Untermethode 1.c.: Tümpel

2° Methode 2: Natürliche Weide;

3° Methode 3: Extensiv genutzte Grassäume;

Untermethode 3.a.: Begraste Wendeflächen am Rand der Kulturen;

Untermethode 3.b.: Extensiv genutzte Wiesenstreifen;

4° Methode 4: Bedeckung des Bodens im Winter vor der Frühjahrskultur;

5° Methode 5: Einschränkung des Getreideertrags;

6° Methode 6: Haltung von Tieren bedrohter lokaler Rassen;

Untermethode 6.1.: Haltung von Zugpferden;

Untermethode 6.2.: Haltung von Rindern;

Untermethode 6.3.: Haltung von Schafen.

7° Methode 7: Aufrechterhaltung eines geringen Tierbesatzes;

8° Methode 8: Biologisch wertvolle Weiden;

9° Methode 9: Bepflanzte Parzellenstreifen;

Untermethode 9.a.: Aufnahme der wilden Fauna und Flora oder Beetle Bank;

Untermethode 9.b.: Ufer und Bekämpfung der Erosion;

Untermethode 9.c.: Blumenstreifen;

Untermethode 9.d.: Streifen von Ackerwildgräsern;

10° Methode 10: Agrarökologischer Aktionsplan;

Die oben angeführten Methoden betreffen zwei Aktionsmöglichkeiten:

1° die allgemeinen Aktionen, d.h. die Methoden 1 bis 7;

2° die gezielten Aktionen, d.h. die Methoden 8 bis 10.

§ 2. Die für jede dieser Methoden einzuhaltenen Bedingungen sowie die entsprechenden Subventionen werden in der Anlage 1 angeführt. Diese Methoden dürfen nur Bestandteile (Parzellen, Wendeflächen, landschaftliche Bestandteile, Tiere, usw.) betreffen, die zu dem Betrieb des fraglichen Erzeugers gehören.

§ 3. Für jede Untermethode der unter § 1 angeführten ersten Methode gilt, dass falls im Laufe des Verpflichtungszeitraums der Erzeuger beantragt, Verpflichtungen für weitere agrarökologische Bestandteile einzugehen, für diese weiteren Bestandteile nur dann die zu gewährende Subvention erhöht wird, wenn die geplante Änderung zu einer Erhöhung um mehr als 10% der Subventionen für die laufende Verpflichtung führt. In diesem Fall wird die ursprüngliche Verpflichtung des Erzeugers durch eine neue Verpflichtung für alle Bestandteile der betreffenden Untermethode ersetzt.

Für die in § 1 erwähnte Methode 7 gilt, dass falls der Erzeuger im Laufe des Verpflichtungszeitraums die von dieser Verpflichtung betroffene Fläche erhöht, für diese zusätzliche Fläche nur dann die zu gewährende Subvention erhöht wird, wenn sie zu einer Erhöhung um mehr als 10% der gesamten Fläche, auf die sich die Verpflichtung bereits bezieht, führt. In diesem Fall wird die ursprüngliche Verpflichtung des Erzeugers durch eine neue Verpflichtung für die gesamte Fläche, auf die sich diese Methode bezieht, ersetzt.

Außer für die in § 1 erwähnten Methoden 1 und 7 kann ein und dieselbe Methode oder Untermethode Gegenstand von zeitlich getrennten ursprünglichen Anträgen sein, unter der Bedingung, dass jede dieser Methoden oder Untermethoden andere Parzellen betreffen, als jene, die bereits Gegenstand einer noch nicht abgeschlossenen vorherigen Verpflichtung sind, und dass alle in der Anlage 1 beschriebenen entsprechenden Verpflichtungen für jeden ursprünglichen Antrag beachtet werden.

§ 4. Auf derselben Parzelle können manche Methoden nach der in der Anlage 2 angeführten Tabelle kumuliert werden.

§ 5. Auf der Grundlage der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Minister beschließen, die Umsetzung einer oder mehrerer der vorerwähnten Methoden oder Untermethoden aufzuheben.

§ 6. Der Minister kann die Liste der vor der in Methode 4 der Anlage 1 erwähnten Bedeckung des Bodens erlaubten Kulturen abändern.

Art. 3 - § 1. Für alle in Artikel 2 erwähnten Methoden und Untermethoden 1 bis 5 kann der Erzeuger auf seinen Antrag hin ein Gutachten bei der Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums (IG 4) der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region zur Frage der Erheblichkeit der Anwendung einer oder mehrerer dieser Methoden oder Untermethoden angesichts der umweltspezifischen Situation der betreffenden Parzelle und/oder des Betriebs einholen. Dieses Gutachten muss dem ursprünglichen Subventionsantrag beigefügt werden und gilt für die gesamte Dauer der Verpflichtung. Werden Methoden oder Untermethoden auf Parzellen angewandt, für die ein ordnungsgemäß übermitteltes Gutachten vorliegt, so werden die für die entsprechenden Methoden oder Untermethoden oder für die betreffenden Parzellen gewährten Subventionen um 20% erhöht.

Diesem von der Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums (GI 4) nach der Erstellung einer Diagnose des Bodens und/oder auf der Grundlage einer anerkannten umweltspezifischen Begründung erteilten Gutachten liegen von der genannten Abteilung festgelegte objektive Kriterien zu Grunde.

§ 2. Die gezielten Aktionen für die in Artikel 2 angeführten Methoden 8 bis 9 dürfen nur angewandt werden, wenn das in § 1 erwähnte positive Gutachten vorliegt, das dem ursprünglichen Subventionsantrag beigefügt werden muss und für die gesamte Dauer der Verpflichtung gilt.

KAPITEL II — Allgemeine Bedingungen und Einreichen der Anträge

Art. 4 - Um in den Genuß von agrarökologischen Subventionen zu gelangen, muss der Erzeuger die folgenden Bedingungen erfüllen.

1° Der Erzeuger muss bei der Verwaltung im Rahmen des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegelungen (SIGEC) gemäß den Bestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92, welche ab 2005 durch die Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 ersetzt wird, identifiziert sein.

2° Er muss seinen Betriebssitz in Belgien haben.

3° Er muss in der Wallonischen Region über Ländereien verfügen, für die er die genannten Subventionen beantragt. Für die Berechnung des Viehbesatzes können die Parzellen, die außerhalb des Gebiets der Wallonischen Region gelegen sind, jedoch bis zu den in Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, abgeändert durch Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002, festgelegten Grenzen berücksichtigt werden.

4° Er muss per Einschreiben bei dem zuständigen Außendienst anhand des von der Verwaltung ausgearbeiteten Formulars einen ursprünglichen Antrag auf agrarökologische Subventionen einreichen. Der Erzeuger muss in diesem Antrag deutlich alle landwirtschaftlichen Parzellen angeben, auf denen eine agrarökologische Methode angewandt

wird, wobei die Parzellen so zu nummerieren sind, wie dies auf der im gleichen Jahr eingereichten Flächenerklärung geschehen ist. Unbeschadet der in Anlage 1 vorgesehenen zu übermittelnden Belege muss dem ordnungsgemäß ausgefüllten, datierten und unterzeichneten ursprünglichen Antrag eine Kopie der Photopläne beigelegt werden, die der Antragsteller für seine jährliche Flächenerklärung des betreffenden Jahres verwendet hat und auf denen folgende Angaben ausführlich vermerkt sind:

— für die in Artikel 2, § 1 unter 1° bis 5° und unter 7° bis 9° erwähnten Methoden und Untermethoden die Parzellen, auf die sich der Subventionsantrag bezieht;

— für die in Artikel 2, § 1 unter 1° erwähnten Methode die betreffenden Bestandteile der Landschaft und der biologischen Vielfalt.

Gegebenenfalls muss dem ursprünglichen Antrag das in Artikel 3 erwähnte gleichlautende Gutachten der Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums (IG 4) beigelegt werden.

5° Ab dem zweiten Jahr der Verpflichtung muss der Erzeuger jedes Jahr bei dem zuständigen Außendienst und unter Beachtung der Anleitungen der Verwaltung einen jährlichen Antrag auf agrarökologische Subventionen einreichen. Dieser ordnungsgemäß ausgefüllte, datierte und unterzeichnete ursprüngliche Antrag muss vor dem von der Verwaltung festgelegten Stichtag an den zuständigen Außendienst zurückgeschickt werden.

6° Der Erzeuger muss jährlich unter Beachtung der Anleitungen der Verwaltung eine Flächenerklärung bei dieser Verwaltung einreichen, in der er alle Parzellen seines Betriebs deklariert, einschließlich jene, die für die agrarökologische Subventionen gewährt werden und zwar selbst wenn keine Beihilfe im Rahmen der Beihilferegelung für die Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, für Rinder oder für Schafe im Rahmen der Verordnung (EG) Nr. 1251/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen und der Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch beantragt wird.

7° Der Erzeuger muss sich verpflichten, für die Parzellen oder für die agrarökologischen Bestandteile, für die er agrarökologische Subventionen beantragt, und für einen ununterbrochenen Zeitraum von fünf Jahren eine oder mehrere der in Artikel 2 Methoden 1 bis 3 und 6 bis 10 oder gegebenenfalls die entsprechenden Untermethoden unter den in der Anlage 1 festgelegten Bedingungen anzuwenden. Für die in Artikel 2 angeführten Methoden 4 und 5 verpflichtet sich der Erzeuger, jedes Jahr während den fünf Jahren seiner Verpflichtung die betreffende Methode auf einer Fläche anzuwenden, die wenigstens der in seiner ursprünglichen Verpflichtung angeführten Fläche entspricht.

8° Der Erzeuger muss vor Ort durchgeführte Kontrollen zulassen.

9° Der Erzeuger darf keine agrarökologische Subventionen für Flächen beantragen, die Gegenstand einer gemeinschaftlichen Stilllegungsregelung für Flächen sind und die nicht für den Anbau von Lebensmitteln genutzt werden gemäß der Verordnung (EG) Nr. 2461/1999 der Kommission vom 19. November 1999 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1251/1999 des Rates in Bezug auf die Nutzung stillgelegter Flächen für die Erzeugung von Ausgangserzeugnissen, die in der Gemeinschaft zur Herstellung von nicht unmittelbar zu Lebens- oder Futtermittelzwecken bestimmten Erzeugnissen dienen.

Art. 5 - Die durch den vorliegenden Erlass vorgesehenen agrarökologischen Subventionen können nur für die geographisch auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegenen Flächen gewährt werden.

Art. 6 - § 1. Jeder ursprüngliche Antrag muss innerhalb der für das Einreichen der Flächenerklärung vorgesehenen Frist eingereicht werden. Nach Ablauf dieser Frist ist der Antrag nicht mehr zulässig.

Der ursprüngliche Antrag stellt die Verpflichtung des Erzeugers dar, alle mit der Anwendung jeder der in Anlage 1 angeführten Methoden und Untermethoden, für die er eine Verpflichtung eingegangen ist, einhergehenden Bedingungen ab dem 1. April des Jahres des ursprünglichen Antrags zu beachten.

Jede Methoden oder Untermethode, für die der Erzeuger in seinem ursprünglichen Antrag eine Verpflichtung eingegangen ist, stellt eine getrennte Verpflichtung dar.

§ 2. Der zuständige Außendienst überprüft, ob jeder innerhalb der in § 1 festgelegten Frist eingereichte ursprüngliche Antrag vollständig und ordnungsgemäß ist.

Der Direktor des zuständigen Außendienstes stellt für jeden vollständigen und ordnungsgemäß eingereichten ursprünglichen Antrag eine schriftliche Empfangsbestätigung aus, und zwar im Prinzip vor dem 5. Juni, der auf das Einreichen dieses Antrags folgt.

Unbeschadet der Zulässigkeit dieses ursprünglichen Antrags werden in dieser Empfangsbestätigung für jede Methode oder Untermethode, für die der Erzeuger eine Verpflichtung eingegangen ist, die Flächen, Längen oder sonstigen Einheiten auf der Grundlage der Angaben des Erzeugers angeführt;

§ 3. Außer in gebührend begründeten Fällen und spätestens am 31. Juli des Jahres, in dem der ursprüngliche Antrag eingereicht worden ist, und ausschließlich bei einer Ablehnung des Antrags oder eines Teils des Antrags, übermittelt der Direktor des zuständigen Außendienstes dem Erzeuger per Einschreiben eine ausführliche Mitteilung zur Ablehnung des gesamten ursprünglichen Antrags oder eines Teils davon.

Falls er diese Entscheidung anfechten möchte, kann der Erzeuger eine Beschwerde einreichen, unter der Bedingung, dass dieser Beschwerde die notwendigen Belege beigelegt werden. Diese Beschwerde ist per Einschreiben an den Herrn Generalinspektor der Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region innerhalb von dreißig Kalendertagen ab der ablehnenden Mitteilung einzureichen. Eine auf anderem Wege, außerhalb dieser Frist oder ohne die betreffenden Belege eingereichte Beschwerde wird für nichtig erklärt.

Reicht er eine Beschwerde ein, so ist der Erzeuger verpflichtet, die agrarökologischen Methoden oder Untermethoden, für die er eine Verpflichtung eingegangen ist, weiter anzuwenden, bis die Verwaltung einen endgültigen Entschluss gefasst hat.

Die Verwaltung bestätigt innerhalb von fünfzehn Kalendertagen ab dem Eingang einer jeden Beschwerde deren Empfang. In dieser Empfangsbestätigung wird gegebenenfalls die Nichtigkeit der betreffenden Beschwerde erklärt, die wiederum zur Bestätigung der ursprünglichen Ablehnung führt.

Kann die Beschwerde berücksichtigt werden, so übermittelt die Verwaltung dem Erzeuger schriftlich ihre endgültige Entscheidung innerhalb von drei Monaten nach dem Einreichen der genannten Beschwerde. Falls durch die endgültige Entscheidung der Verwaltung die ursprüngliche Ablehnung ganz oder teilweise bestätigt wird oder wird durch die in Absatz 4 des vorliegenden Paragraphen die Nichtigkeit der Beschwerde per Empfangsbestätigung mitgeteilt:

— so kann der Erzeuger für den Zeitraum zwischen dem 1. April des Jahres, in dem der ursprüngliche Antrag eingereicht worden ist, und dem Datum der endgültigen Ablehnung für die Verpflichtung oder den Teil der Verpflichtung, auf den sich diese bezieht, keinerlei Subventionsansprüche geltend machen;

— ist der Erzeuger nicht weiter verpflichtet, die in seinem ursprünglichen Antrag eingegangenen Verpflichtungen für die Verpflichtung oder den Teil der Verpflichtung, auf den sich die Ablehnung bezieht, zu respektieren.

KAPITEL III — Änderungen, Übertragungen und höhere Gewalt

Art. 7 - § 1. Falls der Erzeuger während des Verpflichtungszeitraums seinen Betrieb oder einen Teil seines Betriebs auf einen anderen Erzeuger überträgt, so kann dieser entweder die Verpflichtungen für die übertragenen Parzellen oder Tiere für den verbleibenden Zeitraum übernehmen, oder aber eine neue Verpflichtung für einen Zeitraum von fünf Jahren eingehen, die wenigstens diese Parzellen oder Tiere umfasst, und zwar immer unter der Bedingung, dass auf den betreffenden Parzellen und für die betreffenden Tiere die gleichen agrarökologischen Methoden angewandt werden, und dass der Übernehmer die Bedingungen für die Zahlung dieser Subventionen erfüllt.

Eine derartige Übertragung von Verpflichtungen kann lediglich am Jahrestag der Verpflichtung des abtretenden Erzeugers durchgeführt werden. Der Antrag auf Übertragung einer Verpflichtung darf sich nur auf eine Übertragung an diesem Jahrestag beziehen und muss innerhalb der für das Einreichen der Flächenerklärung des Jahres, in dem die Übertragung stattfindet, vorgesehenen Frist eingereicht werden. Die Missachtung dieser Bedingungen führt zur Nichtigkeitserklärung des Antrags. Der Antrag auf Übertragung muss schriftlich nach den von der Verwaltung festgelegten Durchführungsbestimmungen eingereicht werden.

§ 2. Im Falle der in § 1 beschriebenen Übertragung einer Verpflichtung ist der Übernehmer verpflichtet, die übernommene Verpflichtung bis zum Ende des betreffenden Zeitraums oder die neue von ihm eingegangene Verpflichtung weiterzuführen. Der Übernehmer, der die übernommene Verpflichtung oder die neue von ihm eingegangene Verpflichtung nicht bis zum Ende des betreffenden Zeitraums weiterführt, hat – ausgenommen in Fällen höherer Gewalt – alle Subventionen, die für eine laufende Verpflichtung gezahlt worden sind, sowie alle Verpflichtungen die der abtretende Erzeuger seit Beginn der Verpflichtung erhalten hat, zurückzuzahlen.

Der abtretende Erzeuger ist verpflichtet, in den folgenden Fällen alle Subventionen, die er seit dem Beginn der Verpflichtung erhalten hat, für alle betreffenden Parzellen, Methoden oder Untermethoden zurückzuzahlen:

- die Erzeuger erfüllt die mit seiner Verpflichtung einhergehenden Auflagen nicht mehr;
- bei einer wie in § 1 beschriebenen Übertragung übernimmt der übernehmende Erzeuger nicht die Verpflichtung für den verbleibenden Zeitraum oder schließt keine neue Verpflichtung gemäß § 1, Absatz 1 ab;
- der in § 1 angeführte Antrag auf Übertragung betrifft nicht eine Übertragung am Jahrestag der Verpflichtung des abtretenden Erzeugers.

Falls die nach einer Übertragung verbleibenden Parzellen oder Bestandteile nicht ausreichen, um die Zulässigkeitschwellen, die in der Anlage 1 definiert werden, für eine bestimmte Methode oder Untermethode zu erreichen, so muss der Erzeuger alle Subventionen, die er seit dem Beginn der Verpflichtung erhalten hat, für alle betreffenden Parzellen, Methoden oder Untermethoden zurückzuzahlen.

§ 3. In Anwendung von Artikel 21 der Verordnung (EG) Nr. 445/2002 der Kommission vom 26. Februar 2002 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL), ab dem 7. Mai 2004 aufgehoben und ersetzt durch die Verordnung (EG) Nr. 817/2004 der Kommission vom 29. April 2004 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL), sind die in Absatz 3 angeführten Änderungen zulässig, unter der Bedingung, dass die nachfolgenden Auflagen erfüllt werden:

- für das Einreichen des Antrags auf Änderung müssen die von der Verwaltung festgelegten Fristen und Durchführungsbestimmungen beachtet werden;
- alle Zulässigkeitsbedingungen für die neue Methode oder Untermethode, die in der Anlage 1 angeführt sind, müssen erfüllt werden;
- die neue Verpflichtung betrifft wenigstens die Parzellen, Flächen oder anderen Bestandteile, auf die sich die laufende Verpflichtung bezieht;
- das in Artikel 3 erwähnte gleichlautende Gutachten der Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums (IG 4) muss dem Änderungsantrag beigelegt werden;
- die Verwaltung muss dem Änderungsantrag stattgeben.

Im Falle einer Genehmigung beginnt am 1. April des Jahres, in dem der Änderungsantrag eingereicht worden ist, eine neue fünfjährige Verpflichtung für die neue Methode oder Untermethode.

Bei den in Absatz 1 erwähnten genehmigten Änderungen handelt es sich um folgende:

1° die Änderung einer Verpflichtung für die in Artikel 2, § 1 unter den Punkten 1° bis 9° angeführten Methoden oder Untermethoden in eine Verpflichtung für die in Artikel 2, § 1 unter Punkt 10° angeführte Methode;

2° die Änderung einer Verpflichtung für die in Artikel 2, § 1 unter den Punkten 1° bis 5° angeführten Methoden oder Untermethoden in eine Verpflichtung für die in Artikel 2, § 1 unter den Punkten 1° bis 5° entsprechenden Methoden mit einem gleichlautenden Gutachten nach Artikel 3;

3° die Änderung einer Verpflichtung für die in Artikel 2, § 1 unter Punkt 2° angeführte Methode 2 in eine Verpflichtung für die Artikel 2, § 1 unter Punkt 8° angeführte Methode 8;

4° die Änderung einer Verpflichtung für die in Artikel 2, § 1 unter Punkt 3° angeführte Untermethode 3.a. in eine Verpflichtung für die in Artikel 2, § 1 unter Punkt 9° angeführten Untermethoden 9.a., 9.b., 9.c. oder 9.d.;

§ 4. Nach den in den Artikeln 30, Absatz 2 und 33 der Verordnung (EG) Nr. 445/2002 angeführten Bestimmungen, die ab dem 7. Mai 2004 durch die Artikel 36, Absatz 2 und 39 der Verordnung (EG) Nr. 817/2004 ersetzt worden sind, wird die in §2 angeführte Rückerstattung in den folgenden Fällen nicht gefordert:

— falls bei einer endgültigen Einstellung der landwirtschaftlichen Tätigkeit eines Erzeugers, der bereits drei Jahre seiner Verpflichtung abgeschlossen hat, eine Übernahme dieser Verpflichtung, wie sie in § beschrieben wird, durch einen Übernehmer nicht durchführbar scheint;

— bei höherer Gewalt.

Unbeschadet der individuell zu bewertenden Umstände gelten als höhere Gewalt:

1° der Tod des Erzeugers;

2° die lange andauernde Berufsunfähigkeit des Erzeugers;

3° die Enteignung eines Großteils des Betriebs falls diese Enteignung, an dem Tag, an dem die Verpflichtung eingegangen wurde, nicht vorhersehbar war;

4° eine schwere Naturkatastrophe, deren Folgen die landwirtschaftlichen Flächen des Betriebs nachhaltig beeinflussen;

5° die unfallbedingte Zerstörung der für die Zucht bestimmten Betriebsgebäude;

6° eine Tierseuche, die den gesamten Bestand des Erzeugers oder einen Teil davon betrifft.

Die in den Punkten 5° und 6° genannten Fällen werden nur im Zusammenhang mit den in Artikel 2 angeführten Methoden 6 und 7 berücksichtigt.

§ 5. Wenn der Erzeuger oder seine Erbberechtigten sich auf höhere Gewalt berufen, so müssen sie dies innerhalb von zehn Arbeitstagen ab dem Zeitpunkt, in dem sie in der Lage sind, dies zu tun, der Verwaltung schriftlich mitteilen.

Der Erzeuger, der nicht weiter in der Lage ist, seine Verpflichtungen zu erfüllen, weil sein Betrieb Gegenstand einer Flurbereinigung oder einer sonstigen vergleichbaren und die Ländereien betreffende Intervention war, muss dies der Verwaltung schriftlich vor dem Datum der Übernahme mitteilen. Des weiteren muss er seine ursprünglichen Verpflichtungen an die neue Sachlage des Betriebs nach Absprache mit der Verwaltung und nach deren Anweisungen anpassen. Erweist sich eine derartige Anpassung als unmöglich, so endet die Verpflichtung, ohne dass eine Rückerstattung für den effektiven Verpflichtungszeitraum gefordert wird.

Art. 8 - Die jährlich zahlbaren kumulierten Höchstbeträge der verschiedenen Beihilfen und Subventionen, auf die ein Erzeuger auf der Grundlage von Kapitel VI der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 ein Anrecht hat, sind auf die in der Anlage zu dieser Verordnung angeführten Beträge begrenzt.

KAPITEL IV — Zahlungen

Art. 9 - Die agrarökologischen Subventionen werden in fünf jährlich fälligen Teilbeträgen ausgezahlt. Die eingereichten Anträge, die zur Zahlung der Subventionen berechtigen, werden honoriert bis die betreffende Verpflichtungsgenehmigung erschöpft ist.

Jeder jährliche Teilbetrag wird erst dann gewährt, wenn der Erzeuger die Parzelle, für die eine Subvention gezahlt wird, bewirtschaftet hat. Der Zeitraum, auf den sich dieser Teilbetrag bezieht, beginnt am 1. April des betreffenden Jahres und endet am 31. März des darauffolgenden Jahres. Als von dem Erzeuger bewirtschaftete Parzellen gelten jene, die in seiner Flächenerklärung angeführt werden, mit Ausnahme der Parzellen, für die im Falle der Anwendung der in Artikel 2 angeführten Untermethode 3.a. und der Methoden 4 und 9 die in Anlage 1 angeführten Ausnahmen gelten.

Bei der Übertragung einer Verpflichtung innerhalb der in Artikel 7, § 1 festgelegten Frist geht das Recht auf die entsprechende Subvention ab dem 1. April des Jahres, in dem der Antrag auf Übertragung gestellt worden ist, auf den übernehmenden Erzeuger über.

Findet die Übertragung einer Verpflichtung nach Ablauf der in Artikel 7, § 1 festgelegten Frist statt, so geht das Anrecht auf die Subvention für die übertragenen Flächen oder Tiere für das Jahr, in dem die Übertragung stattgefunden hat, verloren.

Außer in ausführlich gerechtfertigten Fällen wird jeder jährliche Teilbetrag innerhalb von fünf Monaten nach dem Ende des Verpflichtungszeitraums, auf den er sich bezieht, ausgezahlt.

Der erste jährliche Teilbetrag wird von der Verwaltung auf der Grundlage der Angaben, die aus dem ursprünglichen Antrag und den während des ersten Jahres des Verpflichtungszeitraums durchgeführten Verwaltungskontrollen oder den Ortsbesichtigungen hervorgehen, bestimmt.

Die vier folgenden Teilbeträge werden auf der Grundlage eines jährlich einzureichenden Subventionsantrags bestimmt. Das betreffende Antragsformular übermittelt die Verwaltung dem Erzeuger jedes Jahr. Der Erzeuger ist verpflichtet, dieses Formular unter Berücksichtigung der Anleitungen der Verwaltung zurückzusenden. Die Berechnung der Subventionen geschieht auf der Grundlage der Angaben, die der Erzeuger in diesem jährlichen Antrag macht sowie auf der Grundlage der Verwaltungskontrollen oder den Ortsbesichtigungen.

Das verspätete Einreichen des jährlichen Antrags führt zu einer Verringerung der Subventionen um 1% pro Arbeitstag Verspätung nachdem die von der Verwaltung festgelegte Frist abgelaufen ist. Jeder jährlich eingereichte Subventionsantrag, der mit mehr als fünfundzwanzig Kalendertagen Verspätung eingereicht wird, ist unzulässig. In diesem Fall geht das Anrecht auf eine Subvention für das betreffende Jahr verloren, ohne dass jedoch der Erzeuger von seinen Verpflichtungen für den noch verbleibenden Verpflichtungszeitraum befreit wird.

Für jedes Jahr des Verpflichtungszeitraums wird dem Erzeuger eine Berechnung der gewährten Subventionen schriftlich übermittelt.

Der Erzeuger kann gegen die Berechnung der Subventionen bei dem Herrn Generalinspektor der Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region eine Beschwerde einreichen. Damit sie zulässig ist, muss diese Beschwerde innerhalb von dreißig Kalendertagen ab dem Tag der Zustellung der von der Verwaltung erstellten Berechnung per Einschreiben eingereicht werden. Zudem müssen dieser Beschwerde alle rechtfertigenden Belege beigelegt werden. Eine in einer anderen Form, außerhalb der vorgesehenen Frist oder ohne Beleg eingereichte Beschwerde ist ungültig.

KAPITEL V — *Kontrollen, Strafen, Einstellung der Tätigkeit*

Art. 10 - § 1. Gemäß den Bestimmungen der Artikel 59 bis 61 der Verordnung (EG) Nr. 445/2002, die ab dem 7. Mai 2004 durch die Artikel 67 bis 69 der Verordnung (EG) Nr. 817/2004 ersetzt worden sind, wird jedes Jahr eine Kontrolle organisiert.

Im Anschluss an die Verwaltungskontrollen oder an die vor Ort von der Verwaltung durchgeführten Kontrollen ist die in den Artikeln 62, 63 und 64 der Verordnung (EG) Nr. 445/2002, die ab dem 7. Mai 2004 durch die Artikel 70 bis 73 der Verordnung (EG) Nr. 817/2004 ersetzt worden sind, definierte Strafregelung bei der Berechnung der zu gewährenden Subventionen anwendbar.

Die Erheblichkeit der in Artikel 3 angeführten Gutachten wird von der Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums (IG 4) überprüft.

§ 2. Wenn für die in Artikel 2 angeführten Methoden 2, 4, 5, 7 und 8 nach Anwendung der Strafen die für die Berechnung der Subvention berücksichtigte Fläche unter der laut Anlage 1 verlangten Mindestfläche liegt, so wird die Subvention im Verhältnis zu der berücksichtigten Fläche berechnen und dies unbeschadet der Anwendungsbestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 445/2002, die ab dem 7. Mai 2004 durch die Verordnung (EG) Nr. 817/2004 ersetzt worden ist.

§ 3. Wenn für jede Untermethode der in Artikel 2 angeführten Methoden 1, 3 und 9 nach Anwendung der Strafen die für die Berechnung der Subvention berücksichtigte Gesamtlänge oder Gesamtanzahl Bestandteile das für die subventionsfähige Gesamtlänge oder die subventionsfähige Anzahl Bestandteile das Minimum nicht mehr erreicht, so wird die entsprechende Subvention in dem laufenden Jahr für die betreffende Untermethode nicht gewährt.

§ 4. Die in den Paragraphen 1 bis 3 angeführten Strafen werden nicht angewandt, wenn der Erzeuger in der Lage ist, den Beweis zu erbringen, dass er sich bei der Angabe der Fläche, der Gesamtlänge oder der Anzahl der Bestandteile ordnungsgemäß auf Angaben bezogen hat, die von der Verwaltung als Beweise angenommen werden.

§ 5. Wenn für eine bestimmte Methode oder Untermethode - mit Ausnahme der in Artikel 2 angeführten Methode 6 - die im Anschluss an Verwaltungskontrollen oder an vor Ort von der Verwaltung durchgeführte Kontrollen bestimmte Fläche, die Gesamtlänge oder die Anzahl Bestandteile unter dem laut Anlage 1 für die Zahlung der Subvention verlangten Minimum liegt, so wird die entsprechende Subvention für das betreffende Jahr nicht gewährt und müssen die seit dem Beginn der Verpflichtung für die betreffende Methode oder Untermethode erhaltenen Subventionen zurückerstattet werden.

Die Verpflichtung des Erzeugers für diese Methode oder Untermethode endet mit der Notifizierung der Regelwidrigkeit.

§ 6. Wenn für die in Artikel 2 angeführte Methode 7 festgestellt wird, dass der von der Verwaltung bestimmte Tierbesatz über 1,4 Großvieheinheiten (GVE) liegt, so ist die Subvention für das betreffende Jahr nicht zu zahlen.

Übersteigt der Tierbesatz die betreffenden zulässigen Höchstwerte um mehr als 20%, so wird keine Beihilfe gewährt und müssen alle gezahlten Subventionen zurückerstattet werden.

§ 7. Wenn in der Anlage 1 für eine gegebene Methode oder Untermethode zusätzlich zu den bereits vorhandenen Bedingungen bezüglich der Mindestwerte für die Fläche, die Länge oder die Anzahl die Beachtung bestimmter Fristen oder Bedingungen vorgesehen wird, so führt die Missachtung dieser zusätzlichen Fristen oder Bedingungen zu folgendem Ausschluss:

die von der Regelwidrigkeit betroffenen Fläche, Länge oder Anzahl werden bei der vor der Berechnung der Subvention bestimmten Fläche, Länge oder Anzahl nicht berücksichtigt. Die durch diese Nichtberücksichtigung entstehenden Strafen werden gemäß den vorangeführten Paragraphen 1, 2, 3 und 5 angewandt.

Wird eine Missachtung bei der Anwendung derselben agrarökologischen Methode oder Untermethode im Zusammenhang mit ein und derselben Verpflichtung während zwei Jahren festgestellt, seien sie aufeinanderfolgend oder nicht und sei es für ein und dieselbe Parzelle oder nicht, so müssen die seit dem Beginn der Verpflichtung bezogenen Subventionen zurückgezahlt werden. Die Verpflichtung des Erzeugers für die betreffende Methode oder Untermethode endet in diesem Fall automatisch.

§ 8. Ist ein Erzeuger nicht mehr tätig und hat er der Verwaltung die Einstellung der Tätigkeit vor jeglicher Kontrolle nicht mitgeteilt, so endet die eingegangene Verpflichtung automatisch und müssen die seit dem Beginn der Verpflichtung bezogenen Subventionen zurückgezahlt werden.

In den nachfolgenden Fällen und unter der Bedingung, dass der Erzeuger die Verwaltung vor einer jeglichen Kontrolle informiert hat, ist diese Maßnahme nicht anwendbar:

- bei der Übertragung der entsprechenden Verpflichtungen auf einen oder mehrere Erzeuger, die die Verpflichtung des abtretenden Erzeugers für den verbleibenden Verpflichtungszeitraum uneingeschränkt übernehmen;
- falls der Erzeuger, der bereits wenigstens drei Jahre seiner Verpflichtung beendet hat, seine gesamte landwirtschaftliche Tätigkeit einstellt obwohl eine Übernahme seiner Verpflichtung durch einen anderen Erzeuger nicht durchführbar scheint.

§ 9. Für die in Artikel 2 angeführte Methode 6 sind die Artikeln 36, 38, 40 und 44 der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001, die ab 2005 durch die Artikel 57, 59, 60 und 68 der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 ersetzt worden sind, anwendbar, falls ein Unterschied zwischen der angegebenen und der vor Ort bestimmten Anzahl Tiere festgestellt wird.

§ 10. Für alle Parzellen, Methoden oder Untermethoden, für die das in Artikel 3 erwähnte gleichlautende Gutachten erteilt worden ist und dieses Gutachten im Anschluss an eine Kontrolle der Sonderbedingungen, die das genannte Gutachten rechtfertigt haben, wieder rückgängig gemacht wird, verliert der Erzeuger sein Anrecht für die betreffende Methode oder Untermethode und zwar sowohl für das laufende Jahr als auch für die darauffolgenden Jahre.

— auf die in Artikel 3, § 1 vorgesehene Anhebung um 20%, wenn es sich um die Anwendung einer der in Artikel 2 vorgesehenen Methoden oder Untermethoden 1 bis 5 handelt;

— auf die Subvention, wenn es sich um die Anwendung einer der in Artikel 2 vorgesehenen Methoden 8 bis 10 handelt.

Außerdem müssen diese in Absatz 1 angeführten seit dem Beginn der Verpflichtung bezogenen Anhebungen oder Subventionen außer in Fällen ordnungsgemäß gerechtfertigter höherer Gewalt für alle betreffenden Parzellen, Methoden oder Untermethoden zurückerstattet werden. Bei höherer Gewalt dürfen die von dem Erzeuger angeführten Umstände nur in Zusammenhang mit den besonderen Umständen, die das gleichlautende Gutachten erforderlich gemacht haben, berücksichtigt werden.

§ 11. Die ausgezahlten Subventionen müssen erstattet werden, wenn der Erzeuger in letzter Instanz für ein Vergehen auf dem Gebiet der Umwelt oder der Naturerhaltung verurteilt worden ist, das er während des Verpflichtungszeitraums oder innerhalb der darauffolgenden vierundzwanzig Monate begangen hat.

Art. 11 - Unbeschadet der Artikel 55 bis 58 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung ist Artikel 49 der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001, der ab 2005 durch Artikel 73 der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 ersetzt worden ist, bei der Zahlung ungeschuldeter Beträge anwendbar.

Art. 12 - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei.

Die Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses und seiner Durchführungserlasse können gemäß Artikel 8 des Gesetzes vom 28. März 1975 mit einer Verwaltungsstrafe geahndet werden. Der Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei Abwesenheit oder Verhinderung der stellvertretende Beamte wird als zuständiger Beamte bezeichnet, um die Handlungen und Beschlüsse auf dem Gebiet der im vorherigen Absatz erwähnten Verwaltungsstrafen auszuführen.

KAPITEL VI — *Vollmachten und Abweichungen*

Art. 13 - § 1. Unter außergewöhnlichen Umständen trifft der Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei Abwesenheit oder Verhinderung der stellvertretende Beamte die erforderlichen abweichenden Maßnahmen.

§ 2. Der Generalinspektor der Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei Abwesenheit oder Verhinderung der stellvertretende Beamte:

— ist bevollmächtigt, alle Ausgaben für agrarökologische Subventionen einzugehen, zu genehmigen und anzuordnen;

— jedes sonstige Schriftstück über Verwaltungsbestimmungen und insbesondere über die Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen zu verabschieden.

§ 3. Der Generalinspektor der Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums (IG 4) oder bei Abwesenheit oder Verhinderung der stellvertretende Beamte:

— legt das interne Verfahren für die Gewährung des in Artikel 3 angeführten Gutachtens sowie alle diesbezüglich notwendigen Dokumente fest;

— legt die Liste der objektiven Kriterien fest, auf die sich das genannte gleichlautende Gutachten stützt und übermittelt diese Liste dem Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region.

KAPITEL VII — *Aufhebung, Umsetzung und Übergangbestimmungen*

Art. 14 - § 1. Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen wird aufgehoben.

Für die vor dem Datum der Unterzeichnung des vorliegenden Erlasses bei der Verwaltung eingereichten Anträge auf agrarökologische Subventionen sind die Verordnungsbestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 mit Ausnahme der Bestimmungen der Artikeln 12 und 12 bis weiterhin anwendbar unter der Bedingung, dass die in § 2, 2° des vorliegenden Artikels angeführten Verpflichtungen beachtet werden.

§ 2. Die auf der Grundlage der vorherigen Erlasse von agrarökologischen Subventionen betroffenen Erzeuger unterliegen den nachfolgenden besonderen Pflichten:

1° Die Erzeuger, die im Rahmen des durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 1994 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen Verpflichtungen eingegangen sind und denen nicht alle entsprechenden Subventionen gezahlt worden sind, haben die Möglichkeit, schriftlich einen letzten Antrag für die Zahlung der noch ausstehenden Subventionen bei der Direktion des Pflanzensektors der Verwaltung einzureichen, und zwar innerhalb von drei Monaten ab dem Datum der Unterzeichnung des vorliegenden Erlasses. Alle nach Ablauf dieser Frist eingereichten Anträge gelten als unzulässig und das Recht auf Subventionen geht endgültig verloren.

Im Falle eines zulässigen Antrags erhält jeder Erzeuger ein spezifisches Formular, das innerhalb einer Frist von dreißig Kalendertagen ab dem darauf vermerkten Datum an die Verwaltung zurückgesandt werden muss. Nach Ablauf dieser Frist geht das Recht auf noch ausstehende Subventionen endgültig verloren;

2° Die Erzeuger, die im Rahmen des durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen Verpflichtungen eingegangen sind, unterliegen den nachfolgenden besonderen Pflichten:

a) Für die Erzeuger, die zwischen dem 1. Dezember 2003 und dem Datum der Unterzeichnung des vorliegenden Erlasses einen Antrag auf agrarökologische Subventionen eingereicht haben, wird das Datum des Wirksamwerdens der Verpflichtung automatisch auf den 1. April 2004 festgelegt, unter der Bedingung, dass für den entsprechenden ursprünglich eingereichten Antrag eine endgültige Zustimmung übermittelt worden ist.

b) Die Artikeln 10 und 11 des vorliegenden Erlasses sind mutatis mutandis anwendbar.

c) Bei der Beanstandung einer Entscheidung der Verwaltung hat der Erzeuger die Möglichkeit, bei dieser Verwaltung innerhalb von dreißig Tagen nach der Zustellung der fraglichen Entscheidung eine schriftliche Beschwerde einzureichen. Dieser Beschwerde müssen alle erheblichen Belege beigelegt werden. Das Einreichen einer Beschwerde nach Ablauf der vorgesehenen Frist oder ohne erhebliche Belege führt zu deren Nichtigkeit.

d) Die Erzeuger sind verpflichtet, jedes Formular für den jährlichen Subventionsantrag bezüglich ihrer Verpflichtung innerhalb einer Frist von dreißig Kalendertagen ab dem auf dem betreffenden Formular vermerkten Datum an den zuständigen Außendienst zurückzusenden. Nach Ablauf dieser Frist geht das Recht auf Subventionen bezüglich der Verpflichtungen des betreffenden Jahres endgültig verloren, ohne dass der Erzeuger jedoch dadurch für den noch verbleibenden Zeitraum von seiner Verpflichtung befreit wird.

e) Bei der Anwendung der Methode «Bodenbedeckung vor der Frühjahrskultur», die in der Anlage 1, Methode 8, des Erlasses vom 11. März 1999 definiert wird, können die Flächen, auf denen die Methode «Bodenbedeckung vor der Frühjahrskultur» angewandt wird, in Abweichung von Artikel 5, Absatz 3 des genannten Erlasses von einem anderen Erzeuger als dem Bezugsberechtigten der agrarökologischen Subvention auf der Flächenerklärung des Jahres, das auf das Anlegen der genannten Bodenbedeckung folgt, deklariert werden, unter der Bedingung, dass die betreffenden Flächen Gegenstand einer Nutzungsvereinbarung über eine Dauer von weniger als einem Jahr sind, welche von beiden Parteien unterzeichnet worden ist und die sich auf das Anlegen einer Frühjahrskultur oder einer Brache bezieht. Eine Abschrift dieser Vereinbarung muss von dem Bezugsberechtigten der agrarökologischen Subvention spätestens an dem für das Einreichen der Flächenerklärung des Jahres, das auf das Anlegen der Bodenbedeckung vor der Frühjahrskultur folgt, festgelegten Datum an den zuständigen Außendienst übermittelt werden.

f) Bei der Anwendung der Methode «Ersetzung einer gepflügten Kultur durch einen extensiv genutzten Wiesenstreifen oder eine begraste Wendefläche für eine Dauer von fünf Jahren», die in der Anlage 1, Methode 2.A. des Erlasses vom 11. März 1999 definiert wird, kann die Fläche der gepflügten Kultur, die an die begraste Wendefläche angrenzt, von einem anderen Erzeuger als dem Bezugsberechtigten der agrarökologischen Subvention auf der Flächenerklärung des betreffenden Jahres deklariert werden, unter der Bedingung, dass die gepflügte Kultur Gegenstand einer Nutzungsvereinbarung über eine Dauer von weniger als einem Jahr ist,

welche von beiden Parteien unterzeichnet worden ist und die sich auf das Anlegen einer gepflügten Kultur bezieht. Eine Abschrift dieser Vereinbarung muss von dem Bezugsberechtigten der agrarökologischen Subvention spätestens an dem für das Einreichen der Flächenerklärung des betreffenden Jahres festgelegten Datum an den zuständigen Außendienst übermittelt werden.

g) Für die beiden vorerwähnten Fällen ist folgendes zu beachten. Falls der Erzeuger, mit dem der Pachtvertrag abgeschlossen wurde, im Laufe des Jahres nach dem Anlegen der Bodenbedeckung vor der Frühjahrskultur bzw. im Laufe des Zeitraums, auf den sich der Pachtvertrag bezieht, sich auf der von dem Pachtvertrag betroffenen Fläche eines Vergehens gegen die Gesetzgebung im Bereich der Umwelt oder der Naturerhaltung schuldig macht, so muss der Erzeuger, dem agrarökologischen Subvention gewährt wird, die für die betreffende Methode seit dem Beginn der Verpflichtung gezahlten Subventionen zurückerstatten.

h) Die Erzeuger können die Umwandlung ihrer laufenden Verpflichtung in eine neue fünfjährige Verpflichtung im Sinne des vorliegenden Erlasses beantragen, unter der Bedingung, dass die nachfolgenden Bedingungen erfüllt sind:

— die Umwandlung darf nur Methoden betreffen, für die in Anlage 3 eine Übereinstimmung festgelegt worden ist;

— alle erforderlichen Bedingungen, um für die neue Methode oder Untermethode berücksichtigt zu werden, müssen erfüllt werden;

— der schriftliche Umwandlungsantrag muss gleichzeitig mit dem ursprünglichen Antrag für die jeweilige neue Methode oder Untermethode nach den von der Verwaltung festgelegten Bedingungen bei ihr eingereicht werden;

Gibt die Verwaltung dem Umwandlungsantrag statt:

— endet die im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 eingegangene Verpflichtung automatisch am 31. März des Jahres der Umwandlung;

— verliert der Erzeuger seinen Anspruch auf den Jahresteilbetrag der Subvention für das Jahr, in dem die betreffende Verpflichtung unterbrochen wurde.

Im Falle einer Ablehnung der Verwaltung wird die im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 eingegangene Verpflichtung bis zu ihrem Ende weitergeführt.

i) Für die Parzellen oder Tiere, die Gegenstand einer agrarökologischen Verpflichtung im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 sind, dürfen keine Subventionen im Rahmen des vorliegenden Erlasses gewährt werden, falls diese Subventionen Methoden betreffen, für die in Anlage 3 eine Übereinstimmung festgelegt worden ist.

Art. 15 - Die ursprünglichen Anträge für Verpflichtungen bezüglich der in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses angeführten Methoden oder Untermethoden können erst ab 2005 unter den in dem vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen eingereicht werden.

Art. 16 - Die Verwaltung ist zuständig, um andere Stichtage und Fristen festzulegen, als jene, die in den Artikeln 6 und 7 vorgeschrieben werden.

Art. 17 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 18 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. Oktober 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage 1

Produktionsverfahren, die mit den sogenannten agrarökologischen Anforderungen des Umweltschutzes vereinbar sind, und Sonderbedingungen für den Erhalt von Subventionen

Methode 1 – Erhaltung von Bestandteilen des ökologischen Netzes und der Landschaft

Die betroffenen Bestandteile des ökologischen Netzes und der Landschaft sind die Hecken, die Baumhecken, die alleinstehenden Bäume und Sträucher, die hochstämmigen Obstbäume, die Büsche und die Tümpel. Die Erzeuger, die sich verpflichten, die vorerwähnten landschaftlichen Bestandteile nicht zu zerstören, sie in einer Erklärung zu vermerken und sie zu erhalten sowie insofern möglich das ökologische Netz auf ihrem Betriebsgelände zu verbessern, können unter den hierunter beschriebenen Bedingungen in den Genuss von Subventionen gelangen.

Untermethode 1.a: Hecken und Baumhecken

Der Erzeuger, der sich verpflichtet, solche Bestandteile in einer Erklärung zu vermerken und zu erhalten, kann in den Genuss einer jährlichen Subvention von 50 Euro pro Abschnitt von 200 m gelangen.

Die im Fall von Hecken oder Baumhecken zu beachtenden Bedingungen sind die Folgenden:

1° Die Hecken und Baumhecken müssen sich in landwirtschaftlichen Parzellen befinden;

2° Bei den Hecken handelt es sich um ununterbrochene Streifen einheimischer Laubbäume oder -sträucher. In keinem Fall kann der Waldrand oder die Vegetation des Waldes, die auf die landwirtschaftlichen Parzellen übergreift, als Hecke oder Baumhecke gewertet werden. Die Reihen einheimischer Laubbäume in landwirtschaftlichen Parzellen, mit Ausnahme von nur eine Baumart enthaltenden Anpflanzungen oder Baumreihen von Pappeln, werden jedoch als Hecken gewertet. Zwischen den Bäumen muss ein Höchstabstand von zehn Metern bestehen;

3° Die Hecken und die Baumhecken können aus mehreren Abschnitten mit einer jeweiligen Mindestlänge von 20 Metern bestehen. Sie sind höchstens 10 Meter breit. Im Fall von Hecken werden leere Flächen von höchstens 10 Metern verbucht, wenn sie für das Vieh unerschließbar sind und wenn sie mindestens 20% der gesamten Länge der Hecke entsprechen. Die leeren Flächen an den äußersten Enden der Hecke werden nicht in Betracht genommen;

4° Der Erzeuger muss sich verpflichten, diese Hecken und Baumhecken nicht zu zerstören. Jegliche freiwillige Zerstörung wird nur nach vorherigem Gutachten der Verwaltung erlaubt. Jegliche unfallbedingte Zerstörung oder Beschädigung muss der Verwaltung innerhalb einer Frist von 30 Tagen nach der besagten Zerstörung oder Beschädigung mitgeteilt werden. In allen Fällen ist der Erzeuger verpflichtet unter Beachtung des durch die Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums (IG4) zu diesem Zweck abgegebenen Gutachtens, eine Hecke über eine Länge, die mindestens der zerstörten Länge entspricht, neu anzupflanzen.

5° Sowohl auf die Hecke selbst als auch in deren Nähe bringt er keinerlei Dünger und keinerlei Pflanzenschutzmittel aus. Lediglich eine lokale Behandlung gegen Nessel, Disteln und Ampfer ist zulässig.

6° Der Erzeuger muss seine Hecken und Baumhecken erhalten. Die Erhaltungsarbeiten (Schnitt) dürfen jedoch nicht zwischen dem 15. April und dem 1. Juli durchgeführt werden.

7° Es wird davon ausgegangen, dass 200 Meter Hecken oder Baumhecken einem Einflussbereich von 1 Hektar entsprechen.

Untermethode 1.b: alleinstehende Bäume oder Sträucher, hochstämmige Obstbäume und Büsche

Der Erzeuger, der sich verpflichtet, solche Bestandteile in einer Erklärung zu vermerken und zu erhalten, kann in den Genuss einer jährlichen Subvention von 25 Euro pro Abschnitt von 10 Bestandteilen gelangen.

Die beim Erhalten von Bäumen, alleinstehenden Sträuchern, hochstämmigen Obstbäumen und Büschen zu beachtenden Bedingungen sind die Folgenden:

1° Die bezuschussbaren Bestandteile stehen in landwirtschaftlichen Parzellen;

2° Die bezuschussbaren Bestandteile sind:

— a) hochstämmige Obstbäume, die in Dauerwiesen stehen;

— b) alleinstehende einheimische Laubbäume, -sträucher oder Büsche, die in einer Entfernung von mehr als 10 Metern von jeglichem anderen Baum, Busch oder jeglicher Hecke oder Baumhecke stehen, die eine Höhe von mehr als 1,5 Meter aufweisen und deren Vegetation einer Fläche am Boden von mehr als 1,5 qm entspricht;

— c) Büsche von mehr als 25 Qm an der Basis und weniger als 4 Ar, die in einer Entfernung von mehr als 10 Metern von jeglichem anderen Baum, alleinstehenden Strauch oder jeglicher Hecke oder Baumhecke stehen;

3° Der Erzeuger verpflichtet sich, diese Bestandteile nicht zu zerstören und notfalls innerhalb von zwölf Monaten mindestens das Äquivalent der beschädigten Bestandteile neu anzupflanzen;

4° Sowohl auf diese Elemente als auch an deren Basis bringt er keinerlei Dünger und keinerlei Pflanzenschutzmittel aus. Lediglich eine lokale Behandlung gegen Nessel, Disteln und Ampfer ist zulässig;

5° Die eventuellen Erhaltungsarbeiten (Schnitt) dürfen nicht zwischen dem 15. April und dem 1. Juli durchgeführt werden;

6° Es wird davon ausgegangen, dass ein Abschnitt von 10 Bestandteilen, die die erforderlichen Bedingungen erfüllen, einen Einflussbereich von 0,5 Ha entspricht.

Untermethode 1.c: Tümpel

Der Erzeuger, der sich verpflichtet, in seinen landwirtschaftlichen Parzellen gelegene Tümpel in einer Erklärung zu vermerken und zu unterhalten, kann in den Genuss einer jährlichen Subvention von 50 Euro pro Tümpel gelangen.

Die im Fall der Unterhaltung eines Tümpels oder mehrerer Tümpel zu beachtenden Bedingungen sind die Folgenden:

1° Bei den Tümpeln handelt es sich um permanente stehende Gewässer mit einer Mindestfläche von 10 Qm zwischen dem 1. November und dem 30. April, die in landwirtschaftlichen Parzellen gelegen sind.

2° Um jeden Tümpel wird ein mindestens zwei Meter breiter Streifen aufrechterhalten, der nie gepflügt wird und für das Vieh nicht zugänglich ist; es kann jedoch ein Zugang zu einer Tränkstelle eingerichtet werden, unter der Bedingung, dass die zugängliche Fläche 25% der Fläche und des Umfangs des Tümpels nicht übersteigt.

3° Das Ausbringen und das Spritzen in einem Abstand von weniger als zehn Metern vom Ufer sind untersagt.

4° Jegliche Aufschüttung und jegliche Einführung von Abfällen, Produkten oder Substanzen in das Wasser, die dem Tümpel schaden könnten, von jeglichem exotischen Tier oder jeglicher exotischen Pflanze, von jeglichem Schwimmvogel oder Fisch sind untersagt;

5° Im Fall einer Verschlammung oder einer Verlandung führt der Landwirt ein Ausschlämmen der Wasserstelle durch, indem er gewährleistet, dass wenigstens 25% des Umfangs als Flachufer aufrechterhalten oder angelegt werden;

6° Von jedem Tümpel, der diese Bedingungen erfüllt, wird davon ausgegangen, dass sein Einflussgebiet 1 Ha beträgt.

Methode 2. – Natürliche Weide

Der Erzeuger, der sich verpflichtet, gewisse Parzellen von Dauerwiesen (angegeben unter den Codenummern 611 oder 612) nach dem hierunter stehenden Lastenheft zu bewirtschaften, kann in den Genuss einer jährlichen Subvention von 200 Euro pro Hektar gelangen.

Die im Fall einer solcher Bewirtschaftung von Dauerwiesen zu beachtenden Bedingungen sind die Folgenden:

- 1° Kein Eingriff (Beweidung, Schnitt, Düngung,...) auf der Parzelle zwischen dem 1. Januar und dem 15. Juni;
- 2° das nach diesem Datum auf der Parzelle stehende Vieh darf weder Futter noch Kraftfutter bekommen;
- 3° Die Zufuhr von Dünge- und Bodenverbesserungsmitteln ist auf eine jährliche Aufbringung von Mist oder Kompost beschränkt;
- 4° keine Anwendung von Pflanzenschutzmitteln, mit Ausnahme der lokalen Behandlung gegen Nesseln, Disteln und Ampfer;
- 5° beim Schnitt wird eine Fläche, die mindestens 5% der Fläche der Parzelle entspricht, nicht gemäht und als Fluchtbreite aufrechterhalten. Die Parzelle darf nicht vor dem 1. August beweidet werden.

6° Die Mindestfläche jeder Parzelle, auf der diese Maßnahme angewandt wird, muss mindestens 30 Ar entsprechen.

Methode 3. – Extensiv genutzte Grassäume

Die Methode der extensiv genutzten Grassäume umfasst zwei Untermethoden.

Untermethode 3.a: begraste Wendeflächen am Rand der Kulturen

Die Erzeuger, die die Untermethode «begraste Wendeflächen am Rand der Kulturen» unter Beachtung des hierunter stehenden Lastenheftes anwenden, können in den Genuss einer jährlichen Subvention von 18 Euro pro Abschnitt von 20 Metern Länge gelangen.

Die im Falle der Haltung von begrasteten Wendeflächen am Rand der Kulturen zu erfüllenden Bedingungen sind die Folgenden:

1° die begraste Wendefläche wird entweder als Ersatz für eine gepflügte Kultur und auf ihrer gesamten Fläche oder auf einem Teil davon angelegt oder auf einer Fläche aufrechterhalten, die im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 Gegenstand von entsprechenden agrarökologischen Subventionen war,

2° die begraste Wendefläche muss mindestens während fünf Jahren auf der Gesamtheit oder einen Teil einer im Laufe dieses Zeitraums der gepflügten Kultur gewidmeten Fläche aufrechterhalten werden. Was die betroffene, der gepflügten Kultur gewidmete Fläche betrifft, können zwei begraste Wendeflächen nicht in der Länge angrenzend sein. Es kann jedoch nur dann von diesen Grundsätzen abgewichen werden, wenn der betroffene Teil der gepflügten Fläche, auf der die begraste Wendefläche angelegt worden ist, ursprünglich zwischen 6 und 24 Metern breit war;

3° die begraste Wendefläche darf nicht einer Dauerwiese entlang angelegt werden, außer wenn eine Hecke die Wiese von der begrasteten Wendefläche trennt;

4° sie ist mindestens 200 Meter lang. Die Mindestlänge von 200 Metern kann erreicht werden, indem mindestens 20 Meter lange Abschnitte begraster Wendeflächen zusammengezählt werden;

5° die Standardbreite dieser Wendeflächen ist 10 Meter. Die bezuschussbare Breite kann jedoch auf 6 Meter herabgesetzt oder bis 12 Meter erweitert werden. In allen Fällen wird die Berechnung der Beihilfe nach einem gleichen Grundsatz vorgenommen, d.h. 18 Euro für den Gleichwert eines 20 Meter langen und standardmäßig 10 Meter breiten Abschnitts, wobei die Länge proportional an die effektive Breite angepasst wird (20 x 10 Meter entspricht also 25 x 8 Meter oder auch 16,67 x 12 Meter). Dieser Wendeflächen stellen also keinesfalls mehr als 8% der gepflügten Fläche des Betriebs dar;

6° die an eine solche begraste Wendefläche angrenzende gepflügte Fläche muss durch den Empfänger der Subvention bewirtschaftet und in seiner Flächenerklärung vermerkt werden. Die gepflügten Flächen können jedoch durch einen anderen Erzeuger als den betroffenen Empfänger der agrarökologischen Subvention in der Flächenerklärung des betroffenen Jahres erklärt werden, unter der Bedingung, dass die erwähnte gepflügte Fläche Gegenstand einer weniger als ein Jahr dauernden Vereinbarung zur Grundstücksbesetzung ist, die von den beiden beteiligten Parteien unterzeichnet wird und das Anlegen einer gepflügten Kultur betrifft. Die Abschrift dieser Vereinbarung wird dem zuständigen Außendienst durch den Empfänger der agrarökologischen Subvention spätestens am für die Einreichung der Flächenerklärung des betroffenen Jahres festgelegten Datum übermittelt.

7° Beim Anlegen wird die Wendefläche mit einer diversifizierten Mischung eingesät, deren Zusammenstellung der Verwaltung mitgeteilt wird. Die Liste der vorgeschlagenen Arten wird nachstehend angeführt (Liste «Pflanzenarten für Wendeflächen»). Die Wahl der Zusammenstellung des Saatgutes wird dem Landwirt überlassen, insofern folgende Bedingungen erfüllt sind:

a) Gräser:

- Der Prozentsatz (des Gewichts) liegt zwischen 50 und 95 v.H. der Mischung;
- Nicht-ausdauernde oder sehr intensive Pflanzen, wie z.B. das hybride, italienische oder Westerworld Raygras sowie die Anbautrespen sind auszuschließen;
- Das englische Raygras, das Wiesenlieschgras, das Knäuelgras und der Wiesenschwingel sind jeweils zu höchstens 30 v.H. in der Mischung vertreten;

b) Leguminosen:

- der Prozentsatz (des Gewichts) liegt zwischen 15 und 40 v.H. der Mischung;
- mindestens 3 Arten sind jeweils zu mindestens 5 v. H. in der Mischung vertreten;

c) weitere Dikotylen (s. Liste): Andere Dikotylen können in die Mischung integriert werden, unter der Bedingung, dass keine Pflanze mehr als 4 v.H. der Mischung ausmacht.

8° Auf den begrasteten Wendeflächen wird keinerlei Dünger ausgebracht;

9° Sie wird mit keinem Pflanzenschutzmittel behandelt, mit Ausnahme einer lokalen Behandlung mit spezifischen Unkrautvernichtungsmitteln gegen Nesseln, Disteln und Ampfer.

10° Sie wird nicht beweidet.

11° Ein eventueller Schnitt darf erst nach dem 1. Juli vorgenommen werden. Der Ertrag des Schnitts wird von der Parzelle entfernt. In Abweichung kann ein Abkappen ohne Ertrag innerhalb zwölf Wochen nach der Aussaat vorgenommen werden.

12° Sie ist für zu Freizeit Zwecken eingesetzte motorisierte Fahrzeuge nicht zugänglich. Sie darf nicht als Weg oder Durchgangsmöglichkeit für den Verkehr genutzt werden. Zudem kann auf dieser Wende fläche die Lagerung von Düngemitteln, Bodenverbesserungsmitteln oder von Ertrag nicht gestattet werden.

13° Es wird davon ausgegangen, dass ein 20 Meter langer Abschnitt von begraster Wende fläche einem Einflussbereich von 0.25 Ha entspricht.

Pflanzenarten für Wende flächen

LEGUMINOSEN	
<i>Lotus corniculatus</i>	Gemeiner Hornschotenklee
<i>Medicago lupulina</i>	Hopfenklee
<i>Medicago sativa</i>	Luzerne
<i>Onobrychis viciifolia</i>	Kulturspargeltee
<i>Trifolium pratense</i>	Rotklee
<i>Trifolium repens</i>	Weißklee
WEITERE DIKOTYLEN	
<i>Anthriscus sylvestris</i>	Wiesenkerbel
<i>Centaurea cyanus</i>	Kornblume
<i>Cichorium intybus</i>	Blaue Wegwarte
<i>Daucus carota</i>	Wilde Möhre
<i>Echium vulgare</i>	Natternkopf
<i>Eupatorium cannabinum</i>	Wasserdost
<i>Hypericum perforatum</i>	Echtes Johanniskraut
<i>Knautia arvensis</i>	Ackerwitwenblume
<i>Leucanthemum vulgare</i>	Wiesenwucherblume
<i>Lychnis flos-cuculi</i>	Kuckucks-Lichtnelke
<i>Lythrum salicaria</i>	Blutweiderich
<i>Malva moschata</i>	Moschus-Malve
<i>Malva sylvestris</i>	Wilde Malve
<i>Melilotus alba</i>	Weißer Steinklee
<i>Melilotus officinalis</i>	Echter Steinklee
<i>Mentha aquatica</i>	Wassermintze
<i>Origanum vulgare</i>	Wilder Majoran
<i>Papaver dubium</i>	Kleinmohn
<i>Papaver rhoeas</i>	Klatschmohn
<i>Plantago lanceolata</i>	Spitzwegerich
<i>Prunella vulgaris</i>	Braunelle
<i>Reseda lutea</i>	Färberwau
<i>Rumex acetosa</i>	Großer Ampfer
<i>Scrophularia nodosa</i>	knotiger Braunwurz
<i>Symphytum asperum</i>	Rauher Beinwell
<i>Symphytum officinale</i>	Beinwell
<i>Symphytum x uplandicum</i>	Bastard- Beinwell
<i>Trifolium hybridum</i>	Schwedisch-Klee
<i>Trifolium incarnatum</i>	Inkarnat-Klee

Untermethode 3.b: extensiv genutzte Wiesenstreifen

Die Erzeuger, die die Untermethode der extensiv genutzten Wiesenstreifen unter Beachtung des hierunter stehenden Lastenheftes anwenden, können in den Genuss einer jährlichen Subvention von 18 Euro pro Abschnitt von 20 Metern Länge gelangen.

Die bei der Haltung von extensiv genutzten Wiesenstreifen zu erfüllenden Bedingungen sind die Folgenden:

1° Nur die extensiv benutzten Wiesenstreifen, die in unter den Codenummern 611 oder 612 erklärten Dauerwiesen angelegt sind, sind bezuschussbar;

2° Diese extensiv benutzten Wiesenstreifen müssen entlang einem Wasserlauf, einer Wasserfläche oder entlang anerkannten oder domanialen Naturschutzgebieten oder biologisch wertvollen Feuchtgebieten angelegt werden;

3° Ein extensiv benutzter Wiesenstreifen muss mindestens 100 Meter lang sein. Die Mindestlänge von 100 Metern kann erreicht werden, indem Abschnitte von mindestens 20 Meter langen extensiv benutzten Wiesenstreifen zusammengezählt werden;

4° die Standardbreite dieser Streifen ist 10 Meter. Die bezuschussbare Breite kann jedoch auf 6 Meter herabgesetzt oder bis 12 Meter erweitert werden. In allen Fällen wird die Berechnung der Beihilfe nach einem gleichen Grundsatz vorgenommen, d.h. 18 Euro für den Gleichwert eines 20 Meter langen und standardmäßig 10 Meter breiten Abschnitts, wobei die Länge proportional an die effektive Breite angepasst wird (20 x 10 Meter entspricht also 25 x 8 Meter oder auch 16,67 x 12 Meter). Die Fläche dieser Streifen stellt keinesfalls mehr als 8% der gepflügten Fläche des Betriebs dar;

5° Ein extensiv benutzter Wiesenstreifen wird mit keinem Pflanzenschutzmittel behandelt, mit Ausnahme einer lokalen Behandlung mit spezifischen Unkrautvernichtungsmitteln gegen Nesseln, Disteln und Ampfer;

6° Ein eventueller Schnitt darf erst nach dem 1. Juli vorgenommen werden. Der Ertrag des Schnitts wird von der Parzelle entfernt;

7° Ein extensiv benutzter Wiesenstreifen darf nicht vor dem 1. Juli beweidet werden;

8° Der direkte Zugang des Viehs zu den Ufern und dem Bett der Wasserläufe ist untersagt, mit Ausnahme einer als Tränkstelle eingerichteten Stelle;

9° Das Vieh, das sich auf der Parzelle befindet, auf der der extensiv benutzte Wiesenstreifen, einschließlich des Streifens, angelegt ist, darf weder Futter noch Kraftfutter bekommen;

10° Der extensiv benutzte Wiesenstreifen ist für zu Freizeit Zwecken eingesetzte motorisierte Fahrzeuge nicht zugänglich. Er darf nicht als Weg genutzt werden. Zudem kann auf dieser Streife die Lagerung von Düngemitteln, Bodenverbesserungsmitteln oder von Ertrag nicht gestattet werden;

11° Ein extensiv benutzter Wiesenstreifen darf nicht Gegenstand von Beihilfen in Anwendung der Methoden 2 oder 8 sein.

12° Es wird davon ausgegangen, dass ein 20 Meter langer Abschnitt eines extensiv benutzten Wiesenstreifens einem Einflussbereich von 0,25 Ha entspricht.

Methode 4. – Bedeckung des Bodens im Winter vor der Frühjahrskultur

Der Erzeuger, der sich verpflichtet, in der vorherigen Kultur (Gräser in einem Getreide oder zwischen den Maisreihen) oder so schnell wie möglich nach der letzten Ernte und in allen Fällen vor dem 15. September eine Pflanzendecke zu sähen, kann in den Genuss einer jährlichen Subvention von 100 Euro je Hektar gelangen, unter der Bedingung, dass er diese Pflanzendecke nicht vor dem 1. Januar zerstört.

Die folgenden Bedingungen müssen beachtet werden:

1° der Erzeuger verpflichtet sich, jedes Jahr der Verpflichtung eine Fläche von winterlicher Bodenbedeckung, die mindestens der für diese Methode in seiner ursprünglichen Verpflichtung angegebenen Fläche entspricht, zu pflanzen. Diese Mindestfläche ist diejenige, die den Anspruch auf die entsprechende Subvention gibt. Die zusätzliche Fläche, auf die die Methode angewandt wird, gibt keinen Anspruch auf eine Subvention kraft der betroffenen Verpflichtung.

2° die Bedeckung des Bodens im Winter kann wie folgt angelegt werden:

— entweder in einem Getreideanbau (oder Maisanbau) vor seiner Ernte;

— oder vor dem 15. September auf einer Fläche, die Gegenstand einer gepflügten Kultur gewesen ist, die in der Flächenerklärung des Jahres angegeben ist, in der die Bedeckung unter einer anderen Codenummer als 82, 83, 84, 85 oder 851 gepflanzt wird;

3° Die bezuschussten Flächen müssen in der Flächenerklärung des Empfängers für das Jahr, das auf dasjenige der Pflanzung der Pflanzendecke folgt, angegeben werden. Diese Flächen können jedoch durch einen anderen Erzeuger als den von der agrarökologischen Subvention betroffenen Empfänger in der Flächenerklärung des Jahres, das auf die Pflanzung der besagten Pflanzendecke folgt, angegeben werden, unter der Bedingung, dass die erwähnten Flächen Gegenstand einer Vereinbarung zur Grundstücksnutzung für eine Dauer von weniger als einem Jahr, die durch beide Parteien unterzeichnet ist und die eine Frühjahrskultur oder ein Brachland betrifft.

Der Empfänger der agrarökologischen Subvention muss die Abschrift dieser Vereinbarung spätestens an dem Datum, das für die Einreichung der Flächenerklärung des Jahres, das auf die Pflanzung der Bodenbedeckung vor der Frühjahrskultur folgt, festgelegt ist, dem zuständigen Außendienst übermitteln;

4° die Bedeckung des Bodens im Winter muss nach dem 1. Januar zerstört und durch eine Frühjahrskultur oder durch Brachland gefolgt werden;

5° sie darf nicht aus mehr als 50% Leguminosen bestehen;

6° In Abweichung von den in Absatz 1 angegebenen Daten und wenn die vorherige Ernte nach dem 1. September vorgenommen worden ist, kann eine aus Roggen oder Triticum bestehende Pflanzendecke angelegt werden, unter der Bedingung, dass sie vor dem 1. November gesät und zwischen dem 1. März und dem 15. Mai zerstört wird;

7° die Anwendung von stickstoffhaltigem Mineraldünger ist nicht erlaubt;

8° die Mindestfläche jeder Parzelle, auf die diese Maßnahme angewandt wird, muss mindestens 30 A entsprechen.

Methode 5. – Einschränkung des Getreideeintrags

Der Erzeuger, der sich verpflichtet, die Dichte der Getreidesaat (außer Mais) zu verringern, kann in den Genuss einer jährlichen Subvention von 100 Euro je Hektar gelangen.

Die folgenden Bedingungen müssen beachtet werden:

1° der Erzeuger verpflichtet sich, die Methode auf einer Fläche, die mindestens der für diese Methode in seiner ursprünglichen Verpflichtung erwähnten Fläche entspricht, und dies jedes Jahr der Verpflichtung auszuüben. Diese Mindestfläche ist diejenige, die den Anspruch auf die entsprechende Subvention eröffnet. Die zusätzliche Fläche, auf der die Methode ausgeübt wird, gibt keinen Anspruch auf eine Subvention kraft der betroffenen Verpflichtung;

2° die Höchstdichte beträgt 200 Körner pro Quadratmeter. In Abweichung davon werden in benachteiligten Gebieten Spelz und Getreide-Leguminosen-Mischungen dieser Bedingung der Höchstdichte nicht unterworfen;

3° keine wachstumsregelnde Behandlung wird angewandt;

4° die Mindestfläche jeder Parzelle, auf die diese Maßnahme angewandt wird, muss mindestens 30 A entsprechen;

5° der Antrag darf sich nur auf die Kultur, die im Laufe des betreffenden Kalenderjahres geerntet wird, beziehen;

6° diese Maßnahme ist nicht mit den Beihilfen für die biologische Landwirtschaft kumulierbar.

Methode 6. – Haltung von Tieren bedrohter lokaler Rassen

Der Erzeuger, der sich verpflichtet, Tiere bedrohter lokaler Rassen, die in der nachstehenden Liste angeführt sind, zu halten, kann in den Genuss einer jährlichen Subvention von 120 Euro pro Rind, 200 Euro pro Pferd und 30 Euro pro Schaf gelangen.

Die betroffenen Tiere müssen die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° dem ursprünglichen Standard der als vom Aussterben bedrohten anerkannten Tierart entsprechen;

2° in dem anerkannten Stammbuch der Rasse oder einem gleichwertigen Schriftstück eingetragen sein;

3° für die Pferde und die Rinder wenigstens 2 Monate und für die Schafe wenigstens 6 Monate alt sein;

4° wenn es sich um Rinder oder Schafe handelt, in dem System zur Kennzeichnung und Registrierung der Tiere («Sanitel») eingetragen sein.

Die Liste der bedrohten lokalen Rassen, für die ein Zuschuss gewährt werden kann, wird folgendermaßen festgelegt:

Rinderrassen:

- Flämische Rotbunte
- Blau-Weiß gemischt

Schafassen:

- Belgisches Milchschaaf
- Maas und Samberschaaf
- Bergschaaf (Houtlandschaap) oder gefleckter Ardenner
- Kleiner Brabanter Fuchskopf oder Roter Ardenner
- Mergellandschaaf.

Pferderassen

- Ardenner Zugpferd
- Belgisches Zugpferd.

Diese Liste kann durch den Minister abgeändert werden, u.a. in Übereinstimmung mit den auf diesem Gebiet anwendbaren europäischen Bestimmungen.

Um in den Genuss der Subvention zu gelangen, muss der Erzeuger für jedes Tier nebst seinem ursprünglichen Antrag Folgendes beibringen:

- für die Rinderrassen eine Abschrift des endgültigen Ausweises, der von der Einrichtung, die das Stammbuch der betroffenen Rinderrasse führt, ausgestellt wird;
- für die Schafassen eine Abschrift der Geburtsbescheinigung, die von der Einrichtung, die die Stammbücher führt, ausgestellt wird, oder eine Zuchtbescheinigung des Tieres, die seine Zugehörigkeit zu der betroffenen lokalen Rasse beweist, oder irgendwelche Unterlage, die von der Einrichtung, die die Stammbücher führt, ausgestellt wird, und seine Zugehörigkeit zu der betroffenen lokalen Rasse beweist;
- für die Pferde: eine Abschrift des Identifizierungsdokuments, das seine Eintragung im Stammbuch sowie seine Zugehörigkeit zu der betroffenen Rasse beweist.

Methode 7. – Aufrechterhaltung eines geringen Tierbestandes

Der Erzeuger, der sich verpflichtet, einen geringen Tierbestand aufrechtzuerhalten, kann in den Genuss einer jährlichen Subvention von 100 Euro je Hektar Weidefläche (Codenummer 611, 612, 621 und 622) gelangen.

Die folgenden Bedingungen müssen beachtet werden:

1° der Tierbestand des Betriebs muss unter 1,4 GVE (Großvieheinheit) je Hektar Wiesenfläche liegen. Wenn der Tierbestand unter 0,6 GVE je Hektar Wiesenfläche liegt, werden die für die Berechnung der Beihilfe berücksichtigten Flächen auf die Flächen begrenzt, die notwendig sind, damit der Tierbestand 0,6 GVE je Hektar erreicht;

2° der Mäh- oder Weideertrag wird ausschließlich für den Tierbestand des eigenen Betriebs bestimmt;

3° das einzige Ausbringen organischer Stoffe, das auf diesen Wiesenflächen erlaubt ist, ist dasjenige in Zusammenhang mit den Ausscheidungen der Tiere, die dazu gedient haben, den geringen Tierbestand zu bestimmen;

4° die Mindestfläche jeder Parzelle, auf die diese Maßnahme angewandt wird, muss mindestens 30 A entsprechen;

Der Tierbestand entspricht dem durchschnittlichen Jahresbestand des Betriebs für das betroffene Kalenderjahr. Dieser Bestand wird unter Berücksichtigung der hierunter angegebenen Koeffizienten und der folgenden Elemente festgestellt:

1° der Durchschnittswert der täglichen Daten aus dem System zur Kennzeichnung und Registrierung der Tiere („Sanitel“), was die Rinder betrifft;

2° die Anzahl Pferde, die vom Erzeuger in seiner Flächenerklärung des betroffenen Jahres angegeben sind;

3° die Bestandsaufnahme über die Identifizierung und die Eintragung der Schafe und der Ziegen.

Die Berechnung der Anzahl GVE bezüglich dieser Tiere wird unter Benutzung der folgenden Koeffizienten festgelegt:

1° Rinder von 2 Jahren und älter, Pferde von mehr als 6 Monaten: 1 GVE;

2° Rinder von 6 Monaten bis 2 Jahren: 0,6 GVE;

3° Schafe oder Ziegen von mehr als 6 Monaten: 0,15 GVE.

Methode 8. – Biologisch wertvolle Weiden

Der Erzeuger, der sich verpflichtet, gewisse Parzellen von Dauerwiesen (erklärt unter den Codenummern 611 oder 612) nach dem hierunter stehenden Lastenheft zu bewirtschaften, kann in den Genuss einer jährlichen Subvention von 450 Euro je Hektar gelangen.

Die folgenden Bedingungen müssen beachtet werden:

1° eine vorherige Diagnose über den biologischen Wert der Parzelle muss Anlass zu einem vorher durch die Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums (IG4) ordnungsgemäß übermittelten gleichlautenden Gutachten geben, das die für die örtliche Lage spezifischen Bestimmungen umfasst;

2° kein Eingriff (Beweidung, Schnitt, Einbringen von Düngemitteln,...) auf der Parzelle während eines in dem gleichlautenden Gutachten angegebenen Zeitraums, der sich außer in besonderen Fällen vom 1. Januar bis zu einem in diesem Gutachten angegebenen Tag im Juli erstreckt;

3° das nach diesem Datum auf der Parzelle anwesende Vieh darf weder Futter noch Kraftfutter bekommen;

4° keiner Zufuhr von Düngemitteln und Bodenverbesserungsmitteln darf stattfinden, mit Ausnahme der Rückführung durch weidende Tiere;

5° die Behandlung mit Pflanzenschutzmitteln ist verboten, mit Ausnahme einer lokalen Behandlung mit spezifischen Unkrautvernichtungsmitteln gegen Nesseln, Disteln und Ampfer;

6° beim Schnitt werden mindestens 10% der Fläche der Parzelle als nicht gemähte Fluchtstreifen erhalten. Die Parzelle darf nicht vor dem 15. August beweidet werden;

7° Entwässerungs- und Ausschlämmarbeiten in den Gräben sind verboten;

8° die Mindestfläche jeder Parzelle, auf die diese Methode angewandt wird, muss mindestens 30 A entsprechen;

9° diese Maßnahme darf nicht in Verbindung mit der Methode 2 (natürliche Weide) oder der Untermethode 3.b. (extensiv genutzter Wiesenstreifen) angewandt werden.

Methode 9. – Bepflanzte Parzellenstreifen

Die Erzeuger, die die Methode «bepflanzte Parzellenstreifen» anwenden, können in den Genuss einer jährlichen Subvention von 25 Euro pro Abschnitt von 20 Metern Länge gelangen.

Die folgenden allgemeinen Bedingungen müssen in allen Fällen beachtet werden:

1° die bepflanzten Parzellenstreifen werden entweder als Ersatz für eine gepflügte Kultur und auf ihrer gesamten Fläche oder auf einem Teil davon angelegt oder auf einer Fläche aufrechterhalten, die im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 Gegenstand von entsprechenden agrarökologischen Subventionen war;

2° die bepflanzten Parzellenstreifen müssen während mindestens fünf Jahren auf der Gesamtheit oder einem Teil einer im Laufe dieses Zeitraums der gepflügten Kultur gewidmeten Fläche aufrechterhalten werden. Was die betroffene, der gepflügten Kultur gewidmete Fläche betrifft, können zwei bepflanzte Parzellenstreifen nicht in der Länge angrenzend sein. Es kann jedoch nur dann von diesen Grundsätzen abgewichen werden, wenn der betroffene Teil der gepflügten Fläche, auf der der gepflanzte Parzellenstreifen angelegt worden ist, ursprünglich zwischen 3 und 42 Metern breit war;

3° die Standardbreite dieser Streifen ist 10 Meter. Die bezuschussbare Breite kann jedoch auf 3 Meter herabgesetzt oder bis 21 Meter erweitert werden. In allen Fällen wird die Berechnung der Beihilfe nach einem gleichen Grundsatz vorgenommen, d.h. 25 Euro für den Gleichwert eines 20 Meter langen und standardmäßig 10 Meter breiten Abschnitts, wobei die Länge proportional an die effektive Breite angepasst wird (20 x 10 Meter entspricht also 50 x 4 Meter);

4° die Mindestlänge pro Betrieb und pro Streifenart entspricht 20 Metern;

5° die Wahl des Standorts, der Breite, der Arten und der Bewirtschaftungsmodalitäten (Schnitt, Kreiselbrecher,...) muss Gegenstand eines vorher durch die Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums (IG4) ordnungsgemäß übermittelten gleichlautenden Gutachtens sein, das die örtlichen Herausforderungen und Beanspruchungen in Sachen Landwirtschaft und Umwelt in Betracht nimmt;

6° die Fläche der gesamten begrasten Wendeflächen und Parzellenstreifen, auf welche die Methoden 3 und 9 angewandt werden, darf keinesfalls 8% der gepflügten Kultur des Betriebes überschreiten;

7° es dürfen keine Düngemittel und Bodenverbesserungsmittel benutzt werden;

8° die Behandlung mit Pflanzenschutzmitteln ist verboten, mit Ausnahme einer lokalen Behandlung mit spezifischen Unkrautvernichtungsmitteln gegen Nesseln, Disteln und Ampfer;

9° die betroffenen Parzellen sind für zu Freizeit Zwecken eingesetzte motorisierte Fahrzeuge nicht zugänglich. Sie dürfen nicht als Weg benutzt werden. Zudem kann auf diesen Streifen die Lagerung von Düngemitteln, Bodenverbesserungsmitteln oder von Ertrag nicht gestattet werden;

10° Es wird davon ausgegangen, dass ein 20 Meter langer Abschnitt bepflanzter Parzelle einem Einflussbereich von 0.25 Ha entspricht.

Die Methode «bepflanzte Parzellenstreifen» umfasst vier Untermethoden:

Untermethode 9.a: Aufnahme der wilden Fauna und Flora oder beetle bank

Die Unter methode «Aufnahme der wilden Fauna und Flora oder beetle bank» unterscheidet einerseits das Anlegen von begrastem und perennierenden beetle banks und andererseits das Anlegen von jährlichen Bodenbedeckungen.

Die folgenden Bedingungen müssen erfüllt werden:

1° das gleichlautende Gutachten kann mehrere Situationen vorsehen:

— in gewissen Fällen sieht das gleichlautende Gutachten das Anlegen und die Aufrechterhaltung eines 3 m breiten unbedeckten Bodenstreifens vor, der mechanisch unterhalten und zwischen dem Streifen für die Aufnahme der wilden Fauna und Flora und der Hauptkultur lokalisiert wird. Diese Breite wird in derjenigen des Aufnahmestreifens mitgerechnet;

— in gewissen Fällen sieht das gleichlautende Gutachten für die perennierenden Bodenbedeckungen die Schaffung eines kleinen Hügels, eines Grabens oder die Pflanzung von Holzpflanzen, die durch einen winterlichen Tiefschnitt als Niederwald zu erhalten sind, vor;

2° wenn der Schnitt und/oder die Zerkleinerung der perennierenden Bodenbedeckungen erlaubt sind, werden sie nur höchstens einmal im Jahre, zwischen dem 1. August und dem 1. Oktober, vorgenommen. Bei dem Schnitt oder der Zerkleinerung werden mindestens 10% des Streifens als nicht gemähte Fluchtstreifen aufrechterhalten;

3° für die jährlichen Bodenbedeckungen dürfen die Zerstörung der Bodenbedeckung, die Arbeiten an der Bodenoberfläche und die Neuaussaat nur zwischen den Monaten Februar und Mai vorgenommen werden.

Untermethode 9.b: Ufer und Bekämpfung der Erosion

Die folgenden Bedingungen müssen erfüllt werden:

1° in Abweichung von den allgemeinen Bedingungen für die Methode 9 wird die bezuschussbare Breite auf 30 m gebracht;

2° die Bodenbedeckung wird zwischen dem 1. Juli und dem 31. August geschnitten oder, wenn das gleichlautende Gutachten es erlaubt, zwischen denselben Daten mit Hilfe eines Kreiselbrechers zerkleinert;

3° in gewissen Fällen sieht das gleichlautende Gutachten die Schaffung eines kleinen Hügels oder eines Grabens vor;

4° im Falle von einem Schlammstrom oder von mehr als 10 cm hohen Ablagerungen werden eine Reinigung und/oder eine neue Anpflanzung der begrastem Bodenbedeckung vorgenommen.

Untermethode 9.c: Blumenstreifen

Die folgenden Bedingungen müssen erfüllt werden:

1° in gewissen Fällen sieht das gleichlautende Gutachten das Anlegen und die Aufrechterhaltung eines 3 m breiten unbedeckten Bodenstreifens vor, der mechanisch unterhalten wird und sich zwischen dem Blumenstreifen und der Hauptkultur befindet. Diese Breite wird in derjenigen des Blumenstreifens mitgerechnet;

2° ein einziger Schnitt mit Entsorgung oder Zerkleinerung des Ertrags wird zwischen dem 1. August und dem 15. September erlaubt.

Untermethode 9.d: Streifen von Ackerwildgräsern

Die Unter methode «Streifen von Ackerwildgräsern» unterscheidet einerseits das Anlegen von Streifen von Ackerwildgräsern an Stellen, wo sich noch eine Samenbank von bedrohten Arten von Ackerwildgräsern befinden könnte, und andererseits das Anlegen von Getreidestreifen durch die Aussaat von örtlichen Ökotypen von Ackerwildgräsern.

Die folgenden Bedingungen müssen erfüllt sein:

1° in gewissen Fällen sieht das gleichlautende Gutachten das Anlegen und die Aufrechterhaltung eines 3 m breiten unbedeckten Bodenstreifens vor, der mechanisch unterhalten wird und sich zwischen dem Streifen von Ackerwildgräsern und der Hauptkultur befindet. Diese Breite wird in derjenigen des Streifens von Ackerwildgräsern mitgerechnet;

2° dieser Streifen wird im Laufe des ersten Jahres und mindestens im Laufe des dritten und des fünften Jahres mit Getreide mit einer Höchstdichte von 150 Körnern pro qm eingesät. Keine andere Kultur darf im Laufe der fünf Jahre angelegt werden;

3° nach der Pflanzung wird die Bodenbearbeitung auf eine Arbeit an der Bodenoberfläche (kein Pflügen) beschränkt.

4° dieser Streifen kann frühestens bei der Ernte der entsprechenden Getreidekultur geerntet, geschnitten oder zerkleinert werden. Das gleichlautende Gutachten kann jedoch die Aufrechterhaltung der Vegetation auferlegen, um eine natürliche Neuaussaat und die Fütterung von körnerfressenden Tieren zu ermöglichen.

Methode 10. – Agrarökologischer Aktionsplan

Der Erzeuger, der in seinem Betrieb die agrarökologischen Methoden im Rahmen einer «agrarökologischer Aktionsplan» genannten Gesamtbearbeitung anwendet, kann in den Genuss eines Subventionszusatzes von 5% für die Gesamtheit der im vorliegenden Erlass vorgesehenen agrarökologischen Subventionen gelangen, und zwar unter den folgenden Bedingungen:

1° vor der Einreichung des ursprünglichen Antrags zusammen mit einem leitenden Beamten der Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums (IG4) einen agrarökologischen Aktionsplan erstellen;

2° diesen Aktionsplan, dem die im Punkt 3° vorgesehenen Aktualisierungen zugefügt werden, im Laufe der fünf Jahre der Verpflichtung durchführen;

3° jedes Jahr ab dem zweiten Jahr der Verpflichtung den Aktionsplan mit Hilfe eines leitenden Beamten der Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums (IG4) aktualisieren, wobei die Durchführung des Aktionsplans bewertet wird und die eventuellen Hindernisse bei dessen Durchführung ausdrücklich identifiziert werden. Im Falle von wesentlichen Abänderungen im Betrieb ggf. aufgrund neuer Gegebenheiten, die die Durchführung des Plans erleichtern oder verzögern, muss der Erzeuger die Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums (IG4) darüber informieren, damit dieser Plan abgeändert wird;

4° am Ablauf der fünfjährigen Verpflichtung wird mit Hilfe eines leitenden Beamten der Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums (IG4) ein Bericht erstellt, der die Ergebnisse, Schlussfolgerungen und Aussichten des Aktionsplans in Anbetracht der ursprünglich festgelegten Ziele darstellt. Eine positive Bewertung des Plans, die auf einer zufriedenstellenden Durchführung der Ziele beruht, bedingt die Verlängerung des Plans an diesem Verfalltag;

5° die Stärken und Schwächen des Betriebs im agrarökologischen Bereich werden unter Berücksichtigung der folgenden, als rein informativ zu verstehenden Elemente und der spezifischen Merkmale des Betriebs überprüft:

– Düngung und Bodenbewirtschaftung (Düngungsbuch, Düngepläne, Kompostierung, Biogasgewinnung, Teilnahme an Tierdungbanken, Bedeckung des Bodens im Winter, Annahme von Ratschlägen für eine wohlüberlegte Düngung (Weizen und andere Kulturen), Analyse des Tierfutters und Berechnung von Rationen, Analyse der tierischen Ausscheidungen, Vorkommen von Kulturen mit stark beschränktem Getreideeintrag, lokalisierte Anwendungen,...), Analyse von Erden;

– Pflanzenschutzbehandlung: Ausrüstung des Spritzgerätes (Spülbecken, Kanisterspüler, Abfüllsicherung,...), alternative Unkrautvernichtung, Verfügbarkeit von einem «Phytobac», biologische Unkrautbekämpfung, integrierte Unkrautbekämpfung, Biobetrieb, usw.;

– Landschaftspflege und Verschönerung der Umgebung vom Bauernhof: architektonische Eingliederung der verschiedenen Gebäude, Pflege der Umgebung vom Bauernhof, Sichtbarkeit von eventuellen negativen Elementen gegenüber den Anliegern und der Öffentlichkeit im Allgemeinen, Verwendung von Pflanzen für die Gestaltung der Umgebung vom Bauernhof, einheimische Eigenschaft der Pflanzungen,...

– Nutzung von Elementen der biologischen Vielfalt und der Landschaft im Agrargebiet: Bedeutung des ökologischen Netzes im Betrieb, angemessene Bewirtschaftung der Grenzertragswiesen, Anwendung von agrarökologischen Aktionen zur Entwicklung des ökologischen Netzes und der Landschaft sowie zur Erhaltung der Umwelt am Rand der landwirtschaftlichen Parzellen, verhältnismäßige Länge der geschützten Abschnitte von Wasserläufen, verhältnismäßige Menge der Baumgewächse, die Gegenstand von jährlichen Erhaltungsmaßnahmen sind, extensive Bewirtschaftung von natürlichen Lebensräumen für Rechnung von Vereinigungen oder der Region, Schaffung von natürlichen Lebensräumen (Tümpel, Anpflanzungen,...), Aufnahme der kleinen, in landwirtschaftlichen Geländen lebenden Fauna (Schwalben, Schleiereule, Fledermaus,...), Aktionen zur Erhaltung des landwirtschaftlichen Erbes...

– Klärung (Bekämpfung der Gerüche, Aufbereitung des Abwassers,...) und sonstige Umweltaspekte (Problem der Benutzung von Produkten/Abfällen für die Düngung/Bodenverbesserung, Energiepflanzenanbau, Partnerschaft in Umwelt- oder Freizeitprojekten, Bienenzucht, zertifizierte Produktion,...)

Der im ersten Absatz, Punkt 1 erwähnte Aktionsplan umfasst die folgenden Elemente:

1° eine Umweltdiagnose (Bestandsaufnahme) des Betriebs. Diese Diagnose hebt Folgendes hervor:

– die vorrangigen Herausforderungen des Gebiets in Sachen Umwelt;

– die Stärken und die Schwächen hinsichtlich der Anwendung einer guten landwirtschaftlichen Praxis,

– die betriebsspezifischen Stärken und Schwächen in Sachen agrarökologische Bemühungen, nach dem Plan vom ersten Absatz, Punkt 5°) mit einem besonderen Nachdruck auf diejenigen, die in Verbindung mit den vorrangigen, auf Ebene des Gebiets identifizierten Herausforderungen in Sachen Umwelt stehen.

2° kurzfristige (ein Jahr), mittelfristige (fünf Jahre) und langfristige (Aussichten) Ziele, die auf jeden Fall die Schwächen betreffen und die Trümpfe in Verbindung mit den vorrangigen Herausforderungen des Gebiets in Sachen Umwelt (vorrangige Ziele) aufwerten. Die Umstände, die die Annahme von Zielen verhindern würden, die der einen oder anderen dieser vorrangigen Herausforderungen begegnen können, müssen ausdrücklich identifiziert und angegeben werden.

3° eine Liste von genauen agrarökologischen Aktionen (Annahme einer guten landwirtschaftlichen Praxis, Anwendung von agrarökologischen Maßnahmen oder sonstigen Aktionen, die einen Beitrag zur Lösung der Probleme leisten und die identifizierten Stärken aufwerten können) wird gegenüber den Zielen für die drei erwähnten Fristen aufgestellt. Die Aktionen bezüglich der kurz- und mittelfristigen Ziele werden realistisch und in einem Zeitplan für die Durchführung festgelegt und geplant.

Der Aktionsplan sowie jede seiner Aktualisierung sind Gegenstand eines durch den leitenden Beamten der Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums (IG4) und den betroffenen Erzeuger mitunterzeichneten Berichts.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Oktober 2004 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen beigelegt zu werden.

Namur, den 28. Oktober 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage 2

Tabelle der verschiedenen kumulierbaren und vereinbaren Maßnahmen und Untermaßnahmen

A. Kulturen	1.a Hecken	1.b Bäume oder Büsche	1.c Tümpel	3.a begraste Wendeflächen	4 Bedeckung des Bodens	5 Einschränkung des Getreideertrags	9 bepflanzte Parzellenstreifen	biologische Landwirtschaft
1.a Hecken	G	G	G	K	K	K	K	K
1.b Bäume oder Büsche		G	G	K	K	K	K	K
1.c Tümpel			G	K	K	K	K	K
3.a begraste Wendeflächen				G	G	G	X	K
4 Bedeckung des Bodens					G	G	G	K
5 Einschränkung des Getreideertrags						G	G	X
9 bepflanzte Parzellenstreifen							G	K
biologische Landwirtschaft								

K = Ein Kumulieren der Prämien ist möglich, ggf. mit einem Höchstbetrag von 600 Euro pro Hektar und Jahr für Einjahreskulturen, von 900 Euro pro Hektar und Jahr für die mehrjährigen Sonderkulturen und von 450 Euro pro Hektar und Jahr für jegliche sonstige Bodennutzung.

G = Gegenstandslos (Andere angebaute Pflanze und/oder anderer Zeitraum, oder waagrecht und senkrecht identische Maßnahme).

X = Kumulieren untersagt.

B. Wiesen	1.a Hecken	1.b Bäume oder Büsche	1.c Tümpel	2 natürliche Weide	3.b Wiesenstreifen	7 geringer Tierbesatz	8 biologisch wertvolle Weiden	biologische Landwirtschaft
1.a Hecken	G	G	G	K	K	K	K	K
1.b Bäume oder Büsche		G	G	K	K	K	K	K
1.c Tümpel			G	K	K	K	K	K
2 natürliche Weide				G	X	K	X	K
3.b Wiesenstreifen					G	K	X	K
7 geringer Tierbesatz						G	K	K
8 biologisch wertvolle Weiden							G	K
biologische Landwirtschaft								G

K = Ein Kumulieren der Prämien ist möglich, ggf. mit einem Höchstbetrag von 450 Euro (18.153 BEF) pro Hektar und Jahr.

G = Gegenstandslos (waagrecht und senkrecht identische Maßnahme).

X = Kumulieren untersagt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Oktober 2004 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen beigefügt zu werden.

Namur, den 28. Oktober 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage 3

Übereinstimmungstabelle der verschiedenen Maßnahmen und Untermaßnahmen

Überschrift der Methode oder Unter Methode, die in der Anlage 1 des vorliegenden Erlasses vorgesehen ist	Überschrift der Methode oder Unter Methode, wie sie in der Anlage 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 vorgesehen ist
Methode 1: Erhaltung von Bestandteilen des ökologischen Netzes und der Landschaft. — Unter Methode 1.a: Hecken und Baumhecken — Unter Methode 1.b: alleinstehende Bäume oder Sträucher, hochstämmige Obstbäume und Büsche — Unter Methode 1.c: Tümpel	Methode 3: Aufrechterhaltung und Unterhalt landschaftlicher Elemente und der Artenvielfalt wie z.B. Hecken und Baumhecken, alte hochstämmige Obstbäume oder Teiche in Weiden
Methode 2: Natürliche Weide	Methode 1: Durchführung des Spätschnitts oder der späten Beweidung
Methode 3: Extensiv genutzte Grassäume — Unter Methode 3.a: begraste Wendeflächen am Rand der Kulturen	Methode 2: Unter Methode 2.a: Ersetzung einer gepflügten Kultur durch einen extensiv genutzten Wiesenstreifen oder eine begraste Wendefläche für eine Dauer von fünf Jahren
— Unter Methode 3.b: Extensiv genutzte Wiesenstreifen	— Unter Methode 2.c: Extensiv genutzte Wiesenstreifen
Methode 4: Bedeckung des Bodens im Winter vor der Frühjahrskultur	Methode 8: Bodenbedeckung vor der Frühjahrskultur
Methode 5: Einschränkung des Getreideeintrags	Methode 6: Verringerung der Einträge in Getreidekulturen
Methode 6: Haltung von Tieren bedrohter Rassen — Unter Methode 6.a: Haltung von Zugpferden — Unter Methode 6.b: Haltung von Rindern — Unter Methode 6.c: Haltung von Schafen	Methode 5: Haltung von Tieren bedrohter lokaler Rassen
Methode 7: Aufrechterhaltung eines geringen Tierbesatzes	Methode 4: Aufrechterhaltung eines geringen Tierbesatzes
Methode 8: Biologisch wertvolle Weiden	Methode 9: Sehr spätes Mähen mit Einschränkung der Einträge
Methode 9: Bepflanzte Parzellenstreifen — Unter Methode 9.a: Aufnahme der wilden Fauna und Flora oder beetle bank	Methode 2: —
— Unter Methode 9.b: Ufer und Bekämpfung der Erosion	— Unter Methode 2.a: Ersetzung einer gepflügten Kultur usw. (*)
— Unter Methode 9.c: Blumenstreifen	— Unter Methode 2.a: Ersetzung einer gepflügten Kultur usw. (*)
— Unter Methode 9.d: Streifen von Ackerwildgräsern	— Unter Methode 2.b: Extensiv genutzte Wiesenstreifen (*)
Methode 10: Agrarökologischer Aktionsplan	—
	(*) teilweise Übereinstimmung zwischen den Methoden und Unter Methoden

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Oktober 2004 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen beigelegt zu werden.

Namur, den 28. Oktober 2004

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 4796

[C — 2004/27284]

**28 OKTOBER 2004. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2003 en 12 augustus 2003;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen;

Gelet op verordening (EEG) nr. 2092/91 van de Raad van 24 juni 1991 inzake de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 806/2003 van de Commissie van 14 april 2003;

Gelet op verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad van 27 november 1992 tot instelling van een geïntegreerd beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen, opgeheven en vervangen bij verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van de verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001, maar steeds van toepassing op de aanvragen om rechtstreekse betalingen voor de kalenderjaren vóór 2005;

Gelet op verordening (EG) nr. 1251/1999 van de Raad van 17 mei 1999 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003;

Gelet op verordening (EG) nr. 1254/1999 van de Raad van 17 mei 1999 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003;

Gelet op verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad van 17 mei 1999 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL) en tot wijziging en intrekking van een aantal verordeningen, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 1783/2003 van de Raad van 29 september 2003;

Gelet op verordening (EG) nr. 1258/1999 van de Raad van 17 mei 1999 betreffende de financiering van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op verordening (EG) nr. 2316/1999 van de Commissie van 22 oktober 1999 houdende uitvoeringsbepalingen van verordening (EG) nr. 1251/1999 van de Raad tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 206/2004 van de Commissie van 5 februari 2004;

Gelet op verordening (EG) nr. 2461/1999 van de Commissie van 19 november 1999 houdende uitvoeringsbepalingen van verordening (EG) nr. 1251/1999 van de Raad wat het gebruik betreft van uit productie genomen grond voor de productie van grondstoffen voor de vervaardiging, in de Gemeenschap, van niet specifiek voor voeding of voor vervoeding bestemde producten, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 345/2002 van de Commissie van 25 februari 2002;

Gelet op verordening (EG) nr. 2419/2001 van de Commissie van 11 december 2001 houdende uitvoeringsbepalingen inzake het bij verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad ingestelde geïntegreerde beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 118/2004 van de Commissie van 23 februari 2004 en opgeheven en vervangen vanaf 7 mei 2004 bij verordening (EG) Nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, maar steeds van toepassing op steunaanvragen betreffende de subsidiecampagnes die vóór 2005 beginnen;

Gelet op verordening (EG) Nr. 445/2002 van de Commissie van 26 februari 2002 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL), opgeheven en vervangen vanaf 7 mei 2004 bij verordening (EG) nr. 817/2004 van de Commissie van 29 april 2004 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL);

Gelet op het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw, opgeheven en vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende de steun aan de landbouw, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2003;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999 tot toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2000;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2003 betreffende steun aan de biologische landbouw;

Gelet op het ministerieel besluit van 20 december 2001 houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 augustus 2003;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op beschikking nr. C(2000)2725 van de Commissie van 25 september 2000 houdende goedkeuring van het programmeringsdocument inzake plattelandsontwikkeling voor het Waalse Gewest (België) voor de programmeringsperiode 2000-2006;

Gelet op beschikking nr. C(2004)2930 van de Commissie van 22 juli 2004 tot goedkeuring van de wijzigingen aangebracht aan het programmeringsdocument inzake plattelandsontwikkeling voor het Waalse Gewest (België) voor de programmeringsperiode 2000-2006 en tot wijziging van beschikking nr. C(2000)2725 van de Commissie houdende goedkeuring van dat programmeringsdocument;

Gelet op de "Richtsnoeren voor de uitvoering van de beheers-, controle- en strafsystemen betreffende de door EOGFL-Garantie gefinancierde maatregelen voor plattelandsontwikkeling ingesteld bij verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad" van 23 juli 2002;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 mei 2004;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 27 mei 2004;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de herstructurering van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest als gevolg van de bevoegdheidsoverdracht naar de Gewesten op het gebied van landbouw en dat bijgevolg de regelgeving moet worden aangepast;

Overwegende dat de continuïteit van de openbare opdrachten moet worden gewaarborgd met inachtneming van de verplichtingen inzake landbouw die opgelegd zijn bij de Europese regelgeving;

Overwegende dat maatregelen betreffende het programma voor een milieuvriendelijke landbouw onverwijld moeten worden genomen overeenkomstig de uitvoeringsbepalingen van verordening (EG) nr. 3508/92, inzonderheid wat betreft de verplichte verenigbaarheid met het beheers- en controlesysteem, van verordening (EG) nr. 1257/1999 en van verordening nr. 445/2002, vervangen bij verordening (EG) nr. 817/2004 vanaf 7 mei 2004;

Overwegende dat de toepassing van de maatregelen betreffende het programma voor een milieuvriendelijke landbouw moet overeenstemmen met de verschillende steunregelingen die voortaan door de Gewesten beheerd worden;

Overwegende dat er in boetes voorzien is bij niet-naleving van de bij de Europese regelgeving opgelegde termijnen om de betrokken premies te storten aan de producenten of bij vertraging in de uitvoering van de betrokken regelgevingen of bij slechte uitvoering daarvan;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° "producent" : de uitbater, natuurlijke of rechtspersoon of groepering van natuurlijke personen of van rechtspersonen of van beide die op autonome wijze, voor eigen profijt en rekening, een landbouwbedrijf beheert, ongeacht de speculaties;

2° "bedrijf" : het geheel van de productie-eenheden gelegen op het nationaal grondgebied, op autonome wijze beheerd door één producent;

3° "productie-eenheid" : het geheel van de functioneel samenhangende middelen, met inbegrip van de gebouwen, opslaginfrastructuren, meststoffen, gekweekte dieren en gronden die voor de producent nodig zijn om één of meerdere landbouw-, tuinbouw- of veehouderijspeculaties te bedrijven voor zijn exclusief gebruik;

4° "aanvraag om areaalsteun" : de jaarlijkse steunaanvraag uit hoofde van de steunregelingen bedoeld in artikel 1, § 1, punt a) en punt b) iii), van verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad tot instelling van een geïntegreerd beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen of vanaf het kalenderjaar 2005 de jaarlijkse aanvraag om rechtstreekse betalingen bedoeld in artikel 22, § 1, van verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van de verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001;

5° "oppervlakte-aangifte" : aangifte van de producent waarin alle door hem beheerde landbouwpercelen en hun oppervlakten zijn vermeld, ongeacht de speculaties, overeenkomstig artikel 4, § 1, van verordening (EG) nr. 2419/2001 houdende uitvoeringsbepalingen inzake het bij verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad ingestelde geïntegreerde beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen of, vanaf het jaar 2005, overeenkomstig artikel 6, § 1, van verordening (EG) Nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;

6° "akkerbouwteelt" : teelt waarvan het areaal aangegeven is in de oppervlakteaangifte met uitzondering van de volgende teelten : blijvend hooiland (teeltcodes 611, 612), bebossing (teeltcode 891), meerjaarlijkse vruchtteelten (teeltcode 971) of noten (teeltcode 92);

7° "waterloop" : water in beweging dat gewoonlijk continu en in een vaste, natuurlijke of kunstmatige bedding loopt. Als de vaste bedding kunstmatig is, moet ze rechtstreeks verbonden zijn met het natuurlijke hydrografische net;

8° "benadeelde gebieden" : benadeelde gebieden zoals bepaald in artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende de steun aan de Landbouw;

9° "Sanitel" : geautomatiseerd dataverwerkingssysteem voor de identificatie en registratie van dieren;

10° "Minister" : de Minister bevoegd voor Landbouw;

11° "bestuur" : de Afdeling steun aan de landbouw van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

12° "bevoegde buitendienst" : de directie Buitendienst van het bestuur die de aanvraag om areaalsteun van de betrokken producent behandelt. Voor gronden gelegen in het Waalse Gewest terwijl het briefwisselingsadres van de producent zich daarbuiten bevindt, is de Buitendienst die het betrokken dossier beheert echter die van het adres van de betrokken productie-eenheid in het Waalse Gewest of, eventueel, de door het bestuur gekozen Buitendienst.

Bij afwezigheid van productie-eenheid in het Waalse Gewest of van landbouwgebouw verbonden met de in het Waalse Gewest door die producent geëxploiteerde gronden, is de bevoegde Buitendienst hetgeen dat ressorteert onder het ambtsgebied van de gemeente waar het grootste deel van de betrokken gronden zich bevindt.

Art. 2. § 1. De uitvoering van één of meerdere productiemethoden of -submethoden kan in aanmerking komen voor toelagen voor milieuvriendelijke landbouw :

1° Methode 1 : Instandhouding van elementen uit het ecologisch netwerk en het landschap;

Submethode 1.a : Heggen en houtsingels;

Submethode 1.b : Geïsoleerde bomen of struiken, hoogstammige vruchtbomen en bosjes;

Submethode 1.c : Poelen;

2° Methode 2 : Natuurlijke weide;

3° Methode 3 : Extensieve groenstroken;

Submethode 3.a : Met gras bezaaide perceelsranden;

Submethode 3.b : Extensieve graslandstrook;

4° Methode 4 : Wintergrondbedekking vóór lenteteelt;

5° Methode 5 : Verminderd gebruik van biociden en

meststoffen op graangewassen;

6° Methode 6 : Fokken van dieren van een bedreigd plaatselijk ras

Submethode 6.1 : Fokken van trekpaarden;

Submethode 6.2 : Fokken van runderen;

Submethode 6.3 : Fokken van schapen;

7° Methode 7 : Handhaving van een lage veebezetting;

8° Methode 8 : Weiden met een hoge biologische waarde;

9° Methode 9 : Ingerichte perceelstroken;

Submethode 9.a : Opvang van wilde fauna en flora, beetle bank;

Submethode 9.b : Waterloopranden en erosiebestrijding;

Submethode 9.c : Bloemenstrook;

Submethode 9.d : Onkruidstrook;

10° Methode 10 : Actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw;

Hiernavermelde methoden betreffen twee soorten acties :

1° de algemene acties, namelijk methoden 1 tot 7;

2° gerichte acties, namelijk methoden 8 tot 10.

§ 2. De na te leven voorwaarden voor elke methode alsook de overeenstemmende toelagen staan vermeld in bijlage 1. Die methoden mogen enkel betrekking hebben op elementen uit het bedrijf van de betrokken producent (percelen, perceelsranden, landschapselementen, dieren, enz.).

§ 3. Voor elke submethode van methode 1 bedoeld in § 1, indien tijdens de periode waarop de verbintenis betrekking heeft, de producent bijkomende milieuvriendelijke elementen wenst te gebruiken, veroorzaken die elementen een verhoging van de toelage enkel als de geplande wijziging een verhoging van meer dan 10 % van de toelagen betreffende de lopende verbintenis met zich meebrengt. In dit geval wordt de aanvankelijke verbintenis van de producent vervangen door een nieuwe verbintenis voor het geheel van de elementen betreffende de betrokken submethode.

Wat betreft methode 7 bedoeld in § 1, indien tijdens de verbintenisperiode de producent de gebruikte oppervlakte verhoogt, veroorzaakt die bijkomende oppervlakte een verhoging van de toelage enkel als zij een verhoging van meer dan 10 % van de al gebruikte oppervlakte met zich meebrengt. In dit geval wordt de aanvankelijke verbintenis van de producent vervangen door een nieuwe verbintenis voor het geheel van de oppervlakte betreffende die methode.

Behalve voor methoden 1 en 7 bedoeld in § 1 kan eenzelfde methode of submethode het voorwerp uitmaken van aparte aanvankelijke aanvragen voorzover elke daarvan betrekking heeft op andere percelen dan die welke het voorwerp zijn van een nog lopende vroegere verbintenis en alle overeenstemmende voorwaarden beschreven in bijlage I in acht worden genomen voor elke aanvankelijke aanvraag.

§ 4. Op eenzelfde perceel kunnen bepaalde methoden tegelijk worden gebruikt volgens de in bijlage 2 opgenomen tabel.

§ 5. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Minister beslissen over de schorsing van de uitvoering van één of meerdere voornoemde methoden of submethoden.

§ 6. De Minister kan de lijst wijzigen van de teeltantecedenten die toegestaan waren voor de aanleg van de bedekking waarvan sprake in methode 4 van bijlage 1.

Art. 3. § 1. Voor alle methoden en submethoden 1 tot 5 bedoeld in artikel 2, kan de producent het advies vragen van de Afdeling Beheer van de Landelijke Ruimte (IG4) van het Directoraat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest wat betreft de relevantie van de toepassing van één of meerdere van die methoden of submethoden in verhouding tot de milieutoestand van het betrokken perceel en/of bedrijf. Dat advies moet worden gevoegd bij de aanvankelijke toelageaanvraag en geldt voor de hele duur van de verbintenis. Wat betreft de methoden of submethoden toegepast op de percelen waarvoor een behoorlijk genotificeerd eensluidend advies werd uitgebracht, worden de toelagen die overeenstemmen met de betrokken methoden, submethoden of percelen, verhoogd met 20 %.

Dat eensluidend advies uitgebracht door voornoemde Afdeling na het stellen van een velddiagnose en/of een erkende milieuverantwoording is gegrond op door die Afdeling bepaalde objectieve criteria.

§ 2. De gerichte acties betreffende de in artikel 2 bedoelde methoden 8 en 10 mogen enkel worden toegepast met het in § 1 bedoelde eensluidend advies dat moet worden gevoegd bij de aanvankelijke toelageaanvraag en dat voor de hele duur van de verbintenis geldt.

HOOFDSTUK II. — *Algemene voorwaarden en indiening van aanvragen*

Art. 4. § 1. Om in aanmerking te komen voor toelagen voor milieuvriendelijke landbouw, moet de producent voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° geïdentificeerd zijn bij het bestuur in het kader van het geïntegreerd beheers- en controlesysteem (GBCS) overeenkomstig de bepalingen van verordening (EEG) nr. 3508/92, vervangen vanaf 2005 door verordening (EG) nr. 1782/2003;

2° zijn bedrijfszetel moet gelegen zijn in het Waalse Gewest;

3° hij moet beschikken over gronden in het Waalse Gewest waarvoor hij genoemde toelagen aanvraagt. De percelen die buiten het Waalse Gewest gelegen zijn, kunnen echter in aanmerking worden genomen voor de berekening van de veebezetting binnen de grenzen bedoeld in artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, gewijzigd bij artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002;

4° hij moet bij aangetekende brief een aanvankelijke aanvraag om toelagen voor milieuvriendelijke landbouw indienen bij de bevoegde buitendienst d.m.v. het door het bestuur opgemaakte formulier. De producent moet alle percelen duidelijk vermelden waarop een milieuvriendelijke methode wordt toegepast met de nummering van de percelen zoals die staat vermeld op de oppervlakteaangifte die hij hetzelfde jaar heeft ingediend.

Onverminderd de te bezorgen bewijsstukken bedoeld in bijlage I moet de aanvankelijke aanvraag, behoorlijk aangevuld, gedateerd en ondertekend, vergezeld zijn van een kopie van de fotoplannen gebruikt voor de jaarlijkse oppervlakteaangifte van de aanvrager voor het betrokken jaar, waarop de volgende gegevens nauwkeurig vermeld zijn :

— voor de methoden of submethoden bedoeld in artikel 2, § 1, 1° tot 5° en 7° tot 9°, de bij de toelageaanvraag betrokken percelen;

— voor methode 1 bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, de betrokken landschaps- en biodiversiteitselementen.

In voorkomend geval moet de aanvankelijke aanvraag vergezeld zijn van het eensluidende advies van de Afdeling Beheer van de Landelijke Ruimte (IG4) waarvan sprake in artikel 3.0

5° Vanaf het tweede verbintenisjaar moet de producent elk jaar een toelageaanvraag indienen bij de bevoegde buitendienst en volgens de instructies van het bestuur. Die aanvraag, behoorlijk aangevuld, gedateerd en ondertekend, moet gestuurd worden aan de bevoegde buitendienst voor de door het bestuur vastgestelde vervaldatum.

6° De producent moet bij het bestuur en volgens zijn instructies een jaarlijkse oppervlakteaangifte indienen waarin alle percelen van zijn bedrijf worden aangegeven met inbegrip van die welke in aanmerking komen voor toelagen voor milieuvriendelijke landbouw, zelfs als geen steun wordt aangevraagd in hoofde van steunregelingen voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen of voor runderen of schapen in het kader van verordeningen (EG) nr. 1251/1999 van de Raad van 17 mei 1999 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen en nr. 1254/1999 van de Raad van 17 mei 1999 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees;

7° de producent moet zich ertoe verbinden, voor de percelen of milieuvriendelijke elementen waarvoor hij toelagen aanvraagt en voor een ononderbroken periode van vijf jaar, om één of meerdere van de in artikel 2 bedoelde methoden 1 tot 3 en 6 tot 10 of in voorkomend geval overeenstemmende submethoden uit te voeren onder de voorwaarden bedoeld in bijlage 1. Wat betreft de in artikel 2 bedoelde methoden 4 en 5 moet de producent zich ertoe verbinden om elk jaar tijdens de vijf jaar van zijn verbintenis de betrokken methode toe te passen op een oppervlakte die minstens gelijk is aan die welke voorzien is in zijn aanvankelijke verbintenis;

8° de producent moet zich onderwerpen aan de controles ter plaatse;

9° de producent mag geen toelagen voor milieuvriendelijke landbouw aanvragen voor oppervlakten die ressorteren onder de communautaire regeling inzake het uit productie nemen van landbouwgrond die gebruikt wordt voor de productie van non-voedingsstoffen overeenkomstig verordening (EG) nr. 2461/1999 van de Commissie van 19 november 1999 houdende uitvoeringsbepalingen van verordening (EG) nr. 1251/1999 van de Raad wat het gebruik betreft van uit productie genomen grond voor de productie van grondstoffen voor de vervaardiging, in de Gemeenschap, van niet specifiek voor voeding of voor vervoeding bestemde producten.

Art. 5. Enkel de percelen gelegen op het geografisch grondgebied van het Waalse Gewest komen in aanmerking voor de toelagen voor milieuvriendelijke voorzien bij dit besluit.

Art. 6. § 1. Elke aanvankelijke aanvraag moet worden ingediend binnen de gestelde termijn voor de indiening van de oppervlakteaangifte; ze is niet ontvankelijk na die termijn.

De aanvankelijke aanvraag vormt de verbintenis van de producent om alle voorwaarden na te leven betreffende de toepassing van alle aanvaarde methoden zoals bedoeld in bijlage 1, te rekenen van 1 april van het jaar van de aanvankelijke aanvraag.

Elke methode of submethode waarmee de producent instemt in zijn aanvankelijke aanvraag, vormt een aparte verbintenis.

§ 2. De bevoegde buitendienst onderzoekt of elke aanvankelijke aanvraag die ingediend wordt binnen de in § 1 bedoelde termijn, volledig en conform is.

De Directeur van de bevoegde buitendienst ontvangt schriftelijk bewijs van elke volledige en conforme aanvraag, in principe vóór 5 juni na de indiening van de aanvankelijke aanvraag.

Onverminderd het in aanmerking komen van die aanvraag vermeldt dat bewijs van ontvangst per methode of submethode waarmee de producent instemt, de gegevens inzake oppervlakte, lengte of andere eenheden zoals aangegeven.

§ 3. Behalve in behoorlijk verantwoorde gevallen, uiterlijk 31 juli van het jaar waarin de aanvankelijke aanvraag wordt ingediend en enkel in geval van gedeeltelijke of gehele weigering daarvan, stuurt de Directeur van de bevoegde buitendienst bij aangetekende brief een uitdrukkelijke notificatie van gedeeltelijke of gehele weigering van de aanvankelijke aanvraag aan de producent.

In geval van betwisting kan de producent een beroep indienen voorzover bewijsstukken daarbij worden gevoegd. Het moet bij aangetekende brief worden ingediend bij de heer Inspecteur-generaal van de Afdeling Steun aan de Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest binnen een termijn van dertig kalenderdagen te rekenen van de notificatiedatum van de weigering. Een beroep dat ingediend wordt langs een andere weg, buiten die termijn of zonder bewijsstuk leidt tot de nietigheid van het beroep.

In geval van indiening van een beroep moet de producent de milieuvriendelijke methoden of submethoden waarmee hij ingestemd heeft, blijven toepassen tot de definitieve beslissing van het bestuur.

Het bestuur ontvangt bewijs van elk beroep binnen een termijn van vijftien kalenderdagen te rekenen van de ontvangst daarvan. Dat bewijs van ontvangst vermeldt in voorkomend geval de nietigheid van genoemd beroep, wat leidt tot de bevestiging van de aanvankelijke weigering.

Wanneer het beroep in aanmerking kan worden genomen, deelt het bestuur zijn definitieve beslissing schriftelijk mee aan de producent binnen drie maanden na de indiening daarvan.

Wanneer de definitieve beslissing van het bestuur de aanvankelijke weigering geheel of gedeeltelijk bevestigt of in geval van notificatie van nietigheid van het beroep via het bewijs van ontvangst bedoeld in het vierde lid van deze paragraaf :

— mag de producent geen aanspraak maken op toelagen voor de periode tussen 1 april van het jaar van indiening van de aanvankelijke aanvraag en de datum van de definitieve weigering wat betreft de verbintenis of het gedeelte daarvan waarop de weigering betrekking heeft;

— is de producent niet meer verplicht de verbintenissen na te leven die aangegaan zijn in zijn aanvankelijke aanvraag wat betreft de verbintenis of het gedeelte daarvan waarop de weigering betrekking heeft.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen, overdrachten en overmacht*

Art. 7. § 1. Wanneer de producent het geheel of een gedeelte van zijn bedrijf overdraagt aan een andere producent tijdens de verbintenisperiode, kan laatstgenoemde hetzij de verbintenis betreffende de overgedragen percelen of dieren overnemen voor de resterende periode, hetzij een nieuwe verbintenis van vijf jaar sluiten die ten minste die percelen of dieren omvat, dit voor zover dezelfde milieuvriendelijke methoden worden toegepast op de betrokken percelen en dieren en de overnemer in aanmerking komt voor de toelagen.

Een dergelijke verbintenisoverdracht kan enkel worden uitgevoerd op de jaarlijkse vervaldatum van de verbintenis van de overdragende producent. Op straffe van nietigheid kan de aanvraag om verbintenisoverdracht enkel betrekking hebben op een overdracht op die vervaldatum en moet worden ingediend binnen de gestelde termijn voor de indiening van de oppervlakteaangifte van het jaar van de overdracht. Die overdrachtaanvraag moet schriftelijk worden ingediend volgens de door het bestuur vastgestelde modaliteiten.

§ 2. In geval van verbintenisoverdracht zoals bedoeld in § 1, moet de overnemer de overgenomen verbintenis of de nieuwe overdracht die hij heeft gesloten, voortzetten tot de voltooiing ervan. Zoniet moet hij, behalve bij overmacht, alle toelagen terugbetalen die gestort zijn in hoofde van de lopende verbintenis alsook de betrokken toelagen die de overdrager gestort zijn sinds het begin van de verbintenis.

De overdragende producent moet alle toelagen terugbetalen die ontvangen zijn sinds het begin van de verbintenis voor alle betrokken percelen, methoden of submethoden in de volgende gevallen :

— de producent vervult de verplichtingen verbonden met zijn verbintenis niet meer;

— in geval van overdracht zoals bedoeld in § 1 wordt de verbintenis niet overgenomen voor de resterende periode of wordt geen nieuwe verbintenis aangegaan overeenkomstig § 1, eerste lid;

— de overdrachtaanvraag zoals bedoeld in § 1 heeft geen betrekking op een overdracht op de jaarlijkse vervaldatum van de verbintenis van de overdragende producent.

Wanneer, voor een gegeven methode of submethode, de vereiste minimumdrempels voor het in aanmerking komen, zoals bedoeld in bijlage 1, niet kunnen worden bereikt met de na de overdracht overblijvende percelen of elementen, moet de producent alle toelagen terugbetalen die ontvangen zijn sinds het begin van de verbintenis voor alle betrokken percelen, methoden of submethoden.

§ 3. Overeenkomstig artikel 21 van verordening (EG) Nr. 445/2002 van de Commissie van 26 februari 2002 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL), vervangen vanaf 7 mei 2004 door artikel 21 van verordening (EG) nr. 817/2004 van de Commissie van 29 april 2004 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL), worden de in het derde lid bedoelde omzettingen toegestaan voorzover wordt voldaan aan volgende voorwaarden :

— de omzettingaanvraag moet worden ingediend binnen de termijn en volgens de modaliteiten die vastgesteld zijn door het bestuur;

— er moet worden voldaan aan alle voorwaarden voor het in aanmerking komen van de nieuwe methode of submethode zoals bepaald in bijlage 1;

— de nieuwe verbintenis betreft minstens de percelen, oppervlakten of andere elementen die de lopende verbintenis dekt;

— het eensluidend advies van de Afdeling Beheer van de Landelijke Ruimte (IG4) waarvan sprake in artikel 3 moet worden gevoegd bij de omzettingaanvraag;

— de omzettingaanvraag moet worden aanvaard door het bestuur.

In geval van aanvaarding wordt een nieuwe verbintenis van vijf jaar voor de nieuwe methode of submethode aangegaan vanaf 1 april van het jaar van de omzettingaanvraag.

De in het eerste lid bedoelde omzettingen zijn de volgende :

1° de omzetting van een verbintenis betreffende de methoden of submethoden bedoeld in artikel 2, § 1, 1° tot 9° in een verbintenis voor de methode bedoeld in artikel 2, § 1, punt 10°;

2° de omzetting van een verbintenis betreffende de methoden of submethoden bedoeld in artikel 2, § 1, 1° tot 5° in een verbintenis voor de overeenstemmende methoden bedoeld in artikel 2, § 1, punten 1° tot 5° met eensluidend advies zoals bedoeld in artikel 3;

3° de omzetting van een verbintenis betreffende methode 2 bedoeld in artikel 2, § 1, 2° in een verbintenis voor methode 8 bedoeld in artikel 2, § 1, punt 8°;

4° de omzetting van een verbintenis betreffende submethode 3.a bedoeld in artikel 2, § 1, 3° in een verbintenis voor submethoden 9.a, 9.b, 9.c of 9.d bedoeld in artikel 2, § 1, 9°.

§ 4. Volgens de modaliteiten bedoeld in de artikelen 30, tweede lid, en 33 van verordening (EG) nr. 445/2002, gewijzigd vanaf 7 mei 2004 bij artikelen 36, tweede lid, en 39 van verordening (EG) nr. 817/2004, wordt de in § 2 bedoelde terugbetaling niet vereist in de volgende gevallen :

— wanneer, in geval van definitieve stopzetting van de landbouwactiviteiten van een producent die minstens 3 jaar van zijn verbintenis al heeft uitgevoerd, de in § 1 bedoelde overname van die verbintenis niet mogelijk is;

— bij overmacht.

Onverminderd bepaalde individuele omstandigheden worden de volgende gevallen beschouwd als overmacht :

1° het overlijden van de producent;

2° de langdurige beroepsbekwaamheid van de producent;

3° de onteigening van een belangrijk deel van het bedrijf indien die onteigening niet kon worden voorzien op de dag van het aangaan van de verbintenis;

4° een ernstige natuurramp die de landbouwooppervlakte van het bedrijf permanent aantast;

5° de toevallige vernietiging van de veeteeltgebouwen van het bedrijf;

6° een epizootie die het geheel of een gedeelte van de veestapel van de producent aantast.

De in 5° of 6° bedoelde gevallen worden alleen in aanmerking genomen in verhouding tot de in artikel 2 bedoelde methoden 6 en 7.

§ 5. Wanneer de producent of zijn rechthebbenden een beroep doen op overmacht, moet deze schriftelijk genotificeerd worden aan het bestuur binnen een termijn van tien werkdagen vanaf het ogenblik waarop ze in staat zijn dat te doen.

§ 6. De producent die zijn verbintenissen niet meer kan naleven doordat zijn bedrijf het voorwerp uitmaakt van een ruilverkaveling of andere gelijkwaardige openbare gronduitrichtingen, moet het schriftelijk notificeren aan het bestuur voor de datum van inbezitneming en moet zijn aanvankelijke verbintenissen aanpassen aan de nieuwe toestand, dit in overleg met het bestuur en volgens zijn instructies. Indien een dergelijke aanpassing onmogelijk is, eindigt de verbintenis en wordt geen terugbetaling vereist voor de effectieve verbintenisperiode.

Art. 8. De gecumuleerde in aanmerking komende jaarlijkse maximumbedragen van de verschillende tegemoetkomingen en toelagen die een producent geniet in hoofde van hoofdstuk VI van verordening (EG) nr. 1257/1999 worden geplafonneerd op de bedragen bedoeld in de bijlage bij die verordening.

HOOFDSTUK IV. — *Betalingen*

Art. 9. De toelagen voor milieuvriendelijke landbouw worden uitbetaald in vijf jaarlijkse schijven. De ingediende aanvragen die recht geven op de toelage worden gehonoreerd tot de afloop van de beschikbare verbintenisgoedkeuring.

Elke jaarlijkse schijf wordt enkel goedgekeurd op voorwaarde dat de producent het in aanmerking komende perceel heeft uitgebaat. De door een jaarlijkse schijf gedekte periode gaat in op 1 april van het jaar waarop ze betrekking heeft en eindigt op 31 maart van het volgende jaar. De percelen vermeld in de oppervlakteaangifte van de producent worden beschouwd als uitgebaat met uitzondering van de percelen betrokken bij de afwijkingen voorzien in bijlage 1 voor submethode 3.a en methoden 4 en 9 bedoeld in artikel 2.

In geval van verbintenisoverdracht binnen de in artikel 7, § 1, bepaalde termijn, wordt het recht op de toelage overgedragen aan de overnemer vanaf 1 april van het jaar waarin de overdrachtaanvraag werd ingediend.

Wanneer de verbintenisoverdracht plaatsvindt buiten voornoemde termijn, is het recht op de toelage voor de overgedragen oppervlakten of dieren verloren voor het jaar waarin de overdracht plaats heeft gevonden.

Behoudens behoorlijk verantwoord geval wordt elke jaarlijkse schijf uitbetaald binnen vijf maanden na het einde van de verbintenisperiode waarop ze betrekking heeft.

De eerste jaarlijkse schijf wordt vastgesteld door het bestuur op grond van de gegevens die staan vermeld in de aanvankelijke aanvraag en van de administratieve controles of controles ter plaatse uitgevoerd tijdens het eerste verbintenisjaar.

De volgende vier jaarlijkse schijven worden vastgesteld op grond van een jaarlijkse toelageaanvraag. Het desbetreffende formulier wordt door het bestuur gestuurd aan de producent. Die moet dat formulier terugsturen volgens de instructies van het bestuur. De berekening van de toelagen is gegrond op de gegevens die de producent heeft vermeld in die jaarlijkse aanvraag en op de administratieve controles of controles ter plaatse.

De late indiening van de jaarlijkse aanvraag leidt tot een vermindering van het bedrag van de toelagen met 1 % per werkdag vertraging in verhouding tot de door het bestuur bepaalde uiterste datum. Elke aanvraag ingediend met meer dan vijftientig kalenderdagen vertraging is niet ontvankelijk.

In dit geval is het recht op de toelage voor het betrokken jaar verloren zonder echter de producent vrij te stellen van zijn verbintenissen voor de resterende periode.

Voor elk verbintenisjaar wordt een notificatie van de berekening van de toegekende toelagen gestuurd aan de producent.

De producent kan een beroep indienen tegen die berekening bij de heer Inspecteur-generaal van de Afdeling Steun aan de Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest. Om ontvankelijk te zijn moet het schriftelijke beroep gestuurd worden bij aangetekende brief binnen een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de notificatie van genoemde berekening door het bestuur en vergezeld zijn van bewijsstukken. Indien niet voldaan is aan één van deze voorwaarden, wordt het beroep beschouwd als nietig.

HOOFDSTUK V. — *Controles, straf, stopzettingen van werkzaamheid*

Art. 10. § 1. Elk jaar wordt een controle uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van artikelen 59 tot 61 van verordening (EG) nr. 445/2002, gewijzigd vanaf 7 mei 2004 bij artikelen 67 tot 69 van verordening (EG) nr. 817/2004.

Na afloop van administratieve controles of controles ter plaatse uitgevoerd door het bestuur is de strafregeling bedoeld in artikelen 62, 63 en 64 van verordening (EG) nr. 445/2002, gewijzigd vanaf 7 mei 2004 bij artikelen 70 tot 73 van verordening (EG) nr. 817/2004, van toepassing in de berekening van de toekenning van de toelagen.

De relevantie van de in artikel 3 bedoelde adviezen wordt onderzocht door de Afdeling Beheer van de Landelijke Ruimte (IG4).

§ 2. Onverminderd de toepassingsmodaliteiten van verordening (EG) nr. 445/2002, gewijzigd vanaf 7 mei 2004 bij verordening (EG) nr. 817/2004, wat betreft methoden 2, 4, 5, 7 en 8 bedoeld in artikel 2, wanneer na toepassing van de straffen de oppervlakte die in acht wordt genomen voor de berekening van de toelage, lager is dan de vereiste minimumoppervlakte zoals bepaald in bijlage 1, wordt de toelage berekend naar rata van de in aanmerking komende oppervlakte.

§ 3. Voor elke submethode betreffende methoden 1, 3 en 9 bedoeld in artikel 2, wanneer na toepassing van de straffen de totale lengte of het aantal elementen dat in acht wordt genomen voor de berekening van de toelagen, lager is dan de totale lengte of het minimumaantal elementen die in aanmerking komen, wordt de overeenstemmende toelage niet toegekend voor het lopende jaar voor de betrokken submethode.

§ 4. De in §§ 1 tot 3 bedoelde straffen worden niet toegepast indien wat betreft de aangifte van de oppervlakte, van de totale lengte of van het aantal aangevraagde elementen, de producent aantoont dat hij zich heeft gebaseerd op gegevens die door het bestuur beschouwd worden als bewijs.

§ 5. Wanneer voor een gegeven methode of submethode, met uitzondering van methode 6 bedoeld in artikel 2, de oppervlakte, de totale lengte of het aantal elementen vastgesteld na administratieve controles of controles ter plaatse lager zijn dan de in aanmerking komende minima zoals bepaald in bijlage 1, wordt de overeenstemmende toelage voor het betrokken jaar niet toegekend en moeten de toelagen ontvangen sinds het begin van de verbintenis voor genoemde methode of submethode worden terugbetaald.

De verbintenis van de producent voor die methode of submethode eindigt vanaf de notificatie van de onregelmatigheid.

§ 6. Wat betreft methode 7 bedoeld in artikel 2, wanneer vastgesteld wordt dat de door het bestuur vastgelegde veebezetting hoger is dan 1,4 grofvee-eenheden (GVE), is de toelage niet verschuldigd voor het betrokken jaar.

Wanneer de veebezetting hoger is met meer dan 20 % dan de toegestane maximale bezetting, wordt geen steun toegestaan en moeten de uitbetaalde toelagen worden terugbetaald.

§ 7. Wanneer voor een gegeven methode of submethode bijlage 1 voorziet in de naleving van bepaalde datums of andere voorwaarden dan die betreffende de vereiste minimum oppervlakten, lengte of aantal, brengt de niet-naleving van die datums of andere voorwaarden de volgende uitsluiting met zich mee: de oppervlakten, lengte of aantal betrokken bij de onregelmatigheid worden niet in aanmerking genomen in de oppervlakte, lengte of aantal vastgesteld vóór de berekening van de toelage. De daaruit voortvloeiende straffen worden toegepast overeenkomstig §§ 1, 2, 3 en 5 hierboven.

Wanneer voor de toepassing van eenzelfde milieuvriendelijke methode of submethode verbonden met eenzelfde verbintenis, die niet-naleving wordt vastgesteld tijdens twee al dan niet opeenvolgende jaren, al dan niet voor eenzelfde perceel, moeten de sinds het begin van de verbintenis ontvangen toelagen worden terugbetaald. De verbintenis van de producent voor de betrokken methode of submethode eindigt van ambtswege.

§ 8. Wanneer de producent niet meer actief is zonder kennisgeving aan het bestuur vóór elke controle, eindigt de aangegane verbintenis van ambtswege en moeten de sinds het begin van de verbintenis ontvangen toelagen worden terugbetaald.

Deze maatregel is niet toepasselijk in de volgende gevallen en mits hij het bestuur in kennis daarvan heeft gesteld vóór elke controle:

- in geval van overdracht van de overeenstemmende verbintenissen naar één of meerdere producenten die de verbintenis van de overdrager volledig overnemen voor de resterende verbintenisperiode;
- als de producent die minstens drie jaar van zijn verbintenis al heeft verricht, al zijn landbouwactiviteiten definitief stopzet terwijl de overname van zijn verbintenis door een andere producent niet realiseerbaar is.

§ 9. Wat betreft methode 6 bedoeld in artikel 2, zijn artikelen 36, 38, 40 en 44 van verordening (EG) nr. 2419/2001, vervangen vanaf 2005 door artikelen 57, 59, 60 en 68 van verordening (EG) nr. 796/2004, van toepassing in geval van verschil tussen het vastgestelde en het aangegeven aantal dieren.

§ 10. Wat betreft alle percelen, methoden of submethoden waarvoor een eensluidend advies bedoeld in artikel 3 gegeven werd, wanneer dat eensluidend advies ingetrokken wordt als gevolg van een controle tijdens de verbintenis over de bijzondere voorwaarden die de basis vormen van genoemd advies, verliest de producent het recht voor de betrokken methode of submethode, zowel voor het lopende jaar als voor het saldo van de resterende jaren,

— hetzij op de verhoging met 20 % bedoeld in artikel 3, § 1, indien het gaat om de toepassing van één van de methoden of submethoden 1 tot 5 bedoeld in artikel 2;

— hetzij op de toelage indien het gaat om de toepassing van één van de methoden 8 tot 10 bedoeld in artikel 2.

Bovendien bij behoorlijk verantwoorde overmacht moeten die in het eerste lid bedoelde verhogingen of verminderingen die sinds het begin van de verbintenis ontvangen zijn, worden terugbetaald voor alle betrokken percelen, methoden of submethoden. Bij overmacht mogen de door de producent ingeroepen omstandigheden enkel in aanmerking worden genomen in verhouding tot de bijzondere voorwaarden die de basis vormen van het eensluidend advies.

Art. 11. Onverminderd artikelen 55 tot 58 van de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, in geval van ten onrechte uitgevoerde betaling, is artikel 49 van verordening (EG) nr. 2419/2001, gewijzigd vanaf 2005 bij artikel 73 van verordening (EG) nr. 796/2004, van toepassing.

Art. 12. De overtredingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

De overtredingen van dit besluit kunnen het voorwerp uitmaken van een administratieve boete overeenkomstig artikel 8 van voornoemde wet. De Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij afwezigheid of verhindering, zijn plaatsvervanger wordt aangewezen als ambtenaar bevoegd om de akten te vervullen en de beslissingen te nemen betreffende die administratieve boeten.

HOOFDSTUK VI. — *Machtigingen en afwijkingen*

Art. 13. § 1. In geval van buitengewone omstandigheden, neemt de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij afwezigheid of verhindering, zijn plaatsvervanger, de noodzakelijke afwijkende bepalingen.

§ 2. De Inspecteur-generaal van de Afdeling Steun aan de Landbouw van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij afwezigheid of verhindering, zijn plaatsvervanger :

— wordt ertoe gemachtigd om de uitgaven betreffende de toelagen voor milieuvriendelijke landbouw vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren;

— maakt elk ander document i.v.m. administratieve voorschriften op en, meer bepaald, i.v.m. de controle op de nakoming van de verbintenissen.

§ 3. De Inspecteur-generaal van de Afdeling Beheer van de Landelijke Ruimte (IG4) of in geval van afwezigheid of verhindering, zijn plaatsvervanger :

— bepaalt zijn interne procedure en alle noodzakelijke documenten betreffende de toekenning van het in artikel 3 bedoelde eensluitend advies;

— bepaalt de lijst van de objectieve criteria waarop genoemd eensluitend advies gegrond is en deelt die lijst mee aan de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK VII. — *Opheffingen, uitvoeringen en overgangsbepalingen*

Art. 14. § 1. Het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999 tot toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw wordt opgeheven.

Evenwel, wat betreft de aanvragen om toelagen voor milieuvriendelijke landbouw ingediend bij het bestuur vóór de datum van ondertekening van dit besluit, blijven de reglementaire bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999, met uitzondering van die bedoeld in artikelen 12 en 12bis, van toepassing onder voorbehoud van de bijzondere verplichtingen bedoeld in § 2, punt 2°, van dit artikel.

§ 2. De producenten betrokken bij de toelagen voor milieuvriendelijke landbouw krachtens vorige besluiten, zijn onderworpen aan de volgende bijzondere verplichtingen :

1° De producenten die een verbintenis hebben aangegaan in het kader van het stelsel van de toelagen voor milieuvriendelijke landbouw ingesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw, die niet alle overeenstemmende toelagen hebben ontvangen, kunnen schriftelijk een laatste aanvraag om betaling van de nog verschuldigde toelagen indienen bij de Directie Plantensector van het bestuur binnen een termijn van drie maanden vanaf de datum van ondertekening van dit besluit. Na die termijn zijn alle aanvragen niet-ontvankelijk en is het recht op toelagen definitief verloren.

In geval van ontvankelijke aanvraag krijgt elke betrokken producent een specifiek formulier dat hij moet terugsturen aan het bestuur binnen een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de daarop vermelde verzenddatum. Na die termijn is het recht op de nog verschuldigde toelagen definitief verloren;

2° De producenten die voornoemde verbintenissen hebben aangegaan in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999, zijn onderworpen aan de volgende bijzondere bepalingen :

a) Voor de producenten die een aanvraag om toelagen voor milieuvriendelijke landbouw hebben ingediend tussen 1 december 2003 en de datum van ondertekening van dit besluit, wordt de inwerkingtredingsdatum van de verbintenis van ambtswege gebracht op 1 april 2004 voorzover de overeenstemmende aanvankelijke aanvraag het voorwerp uitmaakt van een definitieve gunstige notificatie.

b) Artikelen 10 en 11 van dit besluit zijn mutatis mutandis van toepassing.

c) In geval van betwisting van een beslissing van het bestuur, kan de producent daar een schriftelijk beroep bij indienen binnen dertig dagen na de mededeling van genoemde beslissing.

Bewijsstukken moeten worden gevoegd bij dat beroep.

De indiening van het beroep buiten die termijn of zonder bewijsstuk leidt tot de nietigheid van het beroep.

d) De producenten worden verplicht elk formulier van jaarlijkse toelageaanvraag betreffende hun verbintenis terug te sturen aan de bevoegde buitendienst binnen een termijn van dertig kalenderdagen te rekenen van de verzenddatum vermeld op dat formulier. Na die termijn is het recht op de toelagen betreffende de verbintenis voor het betrokken jaar verloren zonder de producent vrij te stellen van zijn verbintenis voor de resterende periode.

e) In geval van toepassing van de methode "grondbedekking tussen de tussenteelt" zoals bepaald in methode 8 bedoeld in bijlage 1 bij het besluit van 11 maart 1999, in afwijking van het derde lid van artikel 5 van hetzelfde besluit, kunnen de oppervlakten waarop voornoemde methode wordt toegepast, worden aangegeven door een andere producent dan de begunstigde van de toelage voor milieuvriendelijke landbouw, in de oppervlakteaangifte van het jaar dat volgt op de aanleg van genoemde bedekking op voorwaarde dat de bedoelde oppervlakten het voorwerp uitmaken van een gebruiksovereenkomst met een duur lager dan één jaar, ondertekend door beide partijen en betreffende de aanleg van een lenteteelt of braakland. Het afschrift van die overeenkomst moet overgemaakt worden door de begunstigde van de toelage aan de bevoegde buitendienst uiterlijk op de datum vastgesteld voor de indiening van de oppervlakteaangifte van het jaar na de aanleg van de grondbedekking tijdens de tussenteelt.

f) In geval van toepassing van de methode "vervanging van een akkerbouwteelt door een extensieve graslandstrook of met gras bezaaide perceelsrand aangelegd voor vijf jaar" zoals bepaald in methode 2.A bedoeld in bijlage 1 bij het besluit van 11 maart 1999, kan de akkerbouwteeltoppervlakte liggend naast de met gras bezaaide perceelsrand door een andere producent dan de begunstigde van de toelage worden aangegeven in de oppervlakteaangifte van het betrokken jaar op voorwaarde dat de bedoelde akkerbouwteelt het voorwerp uitmaakt van een gebruiksovereenkomst met een duur lager dan één jaar ondertekend door beide partijen en betreffende de aanleg van een akkerbouwteelt. Het afschrift van die overeenkomst moet door de begunstigde overgemaakt worden aan de bevoegde buitendienst uiterlijk op de datum vastgesteld voor de indiening van de oppervlakteaangifte van het betrokken jaar.

g) In beide voornoemde gevallen, indien respectievelijk in het jaar volgend op dat van de aanleg van de grondbedekking tijdens de tussenteelt of in de loop van de door de huurovereenkomst gedekte periode, de producent met wie de huurovereenkomst is aangegaan een overtreding van de wetgeving inzake leefmilieu of natuurbehoud pleegt op de bij de huurovereenkomst betrokken oppervlakte, moet de in aanmerking komende producent de toelagen die sinds het begin van de verbintenis gestort zijn in hoofde van de betrokken methode, terugstorten.

h) De producenten kunnen de omzetting aanvragen van hun lopende verbintenis in een nieuwe verbintenis van vijf jaar in hoofde van dit besluit voorzover de volgende voorwaarden worden vervuld :

- de omzetting heeft enkel betrekking op de methoden waarvan de correspondentie vastgesteld is in bijlage 3;
- alle voorwaarden voor het in aanmerking komen van de nieuwe methode of submethode moeten worden vervuld;

- de schriftelijke omzettaansvraag moet worden ingediend bij het bestuur tevens als de aanvankelijke aanvraag voor de betrokken nieuwe methode of submethode en volgens de door het bestuur vastgestelde modaliteiten;

In geval van goedkeuring van de omzettaansvraag door het bestuur :

- eindigt de lopende verbintenis in hoofde van het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999 van ambtswege op 31 maart van het omzettaansjaar;

- verliest de producent het voordeel van de jaarlijkse toelageschijf betreffende het jaar waarin de betrokken verbintenis onderbroken werd.

In geval van weigering wordt de verbintenis aangegaan in hoofde van het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999 voortgezet tot het einde daarvan.

i) De percelen of dieren die het voorwerp uitmaken van een verbintenis voor milieuvriendelijke landbouw in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999, komen niet in aanmerking voor toelagen in hoofde van dit besluit wanneer ze betrekking hebben op methoden waarvan de correspondentie vastgesteld is in de tabel van bijlage 3.

Art. 15. De aanvankelijke verbintenaansvragen betreffende de methoden of submethoden bedoeld in artikel 2 van dit besluit kunnen enkel worden ingediend vanaf 2005 onder de in dit besluit bepaalde voorwaarden.

Art. 16. Het bestuur is bevoegd om andere datums en termijnen vast te stellen dan die bedoeld in artikelen 6 en 7.

Art. 17. Dit besluit treedt in werking de dag van de ondertekening ervan.

Art. 18. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 oktober 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage 1

Productiemethoden verenigbaar met de vereisten inzake milieubescherming, de zgn. milieuvriendelijke landbouwmethoden, en daarmee verbonden specifieke voorwaarden voor het bekomen van toelagen

Methode 1. — Instandhouding van elementen uit het ecologisch netwerk en het landschap

De betrokken elementen van het ecologisch netwerk en het landschap zijn heggen, houtsingels, geïsoleerde bomen of struiken, hoogstammige vruchtbomen, bosjes en poelen. De producenten die zich ertoe verbinden dergelijke elementen niet te vernietigen en aan te geven, alsook het ecologisch netwerk van hun bedrijf te onderhouden en indien mogelijk te verbeteren, komen in aanmerking voor toelagen onder de volgende voorwaarden.

Submethode 1.a : Heggen en houtsingels

De producent die zich ertoe verbindt dergelijke elementen aan te geven en te onderhouden komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van € 50 per schijf van 200 meter.

De na te leven voorwaarden voor heggen en houtsingels zijn de volgende :

1° Heggen en houtsingels moeten gelegen zijn in landbouwpercelen;

2° De heggen zijn doorlopende stroken met inheemse bomen of struiken. In geen geval mogen bos- of woudranden of hun voortschrijden op landbouwpercelen als heggen of houtsingels worden beschouwd. Rijen inheemse loofbomen op landbouwpercelen, behalve monospecifieke beplantingen of rijen populieren, worden echter beschouwd als heggen. De maximale afstand tussen de bomen van een rij bedraagt 10 meter;

3° Heggen en houtsingels kunnen bestaan uit verschillende gedeelten met een minimale lengte van 20 meter elk. Hun maximale lengte bedraagt 10 meter. In geval van heggen worden leegten van maximum 10 meter meegerekend indien ze niet toegankelijk zijn voor het vee en ze minder dan 20 % van de totale heglengte vormen. De leegten op de uiteinden van de heg worden niet in aanmerking genomen;

4° De producent moet zich ertoe verbinden die heggen en houtsingels niet te vernietigen. Elke vrijwillige vernietiging wordt pas toegestaan na voorafgaand advies van het bestuur. Elke toevallige vernietiging of beschadiging moet worden meegedeeld aan het bestuur binnen een termijn van dertig dagen vanaf genoemde vernietiging of beschadiging. In alle gevallen is de producent verplicht een lengte gelijkwaardig aan de vernietigde of beschadigde lengte te herplanten met inachtneming van het daartoe uitgebrachte advies van de Afdeling Beheer van de Landelijke Ruimte (IG4);

5° Hij gebruikt geen bemestings- en gewasbeschermingsmiddelen in de nabijheid van de heg, met uitzondering van een plaatselijke bestrijding van netel, rumex en distel;

6° De producent moet zijn heggen en houtsingels onderhouden;

De onderhoudswerken (snoeien) worden echter niet uitgevoerd tussen 15 april en 1 juli;

7° Er wordt beschouwd dat 200 meter heg of houtsingel een invloed hebben op een hectare.

Ondermethode 1.b : Geïsoleerde bomen of struiken, hoogstammige vruchtbomen en bosjes.

De producent die zich ertoe verbindt dergelijke elementen aan te geven en te onderhouden, komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 25 € per schijf van 10 elementen.

De na te leven voorwaarden in geval van onderhoud van geïsoleerde bomen of struiken, hoogstammige vruchtbomen en bosjes zijn de volgende :

1° De in aanmerking komende elementen zijn gelegen in landbouwpercelen;

2° De in aanmerking komende elementen bestaan uit :

a) hoogstammige vruchtbomen gelegen in blijvend hooiland;

b) geïsoleerde bomen, struiken of bosjes van een inheemse loofsoort, gelegen op meer dan 10 meter van elke andere boom, heg, houtsingel of bosje, met een hoogte van meer dan 1,5 meter en waarvan de vegetatie een grondoppervlakte hoger dan 1,5 m² vormt;

c) bosjes van meer dan 25 m² aan de voet en minder dan 4 aren gelegen op meer dan 10 meter van elke andere geïsoleerde boom, struik, houtsingel of heg;

3° De producent verbindt zich ertoe die elementen niet te vernietigen en indien noodzakelijk het equivalent van de beschadigde elementen te herplanten binnen minstens twaalf maanden;

4° Hij gebruikt geen bemestings- en gewasbeschermingsmiddelen aan de voet en op die elementen, met uitzondering van een plaatselijke bestrijding van netel, rumex en distel;

5° De onderhoudswerken (snoeien) worden niet uitgevoerd tussen 15 april en 1 juli;

6° Er wordt beschouwd dat een schijf van 10 elementen die de vereiste voorwaarden vervult, een invloed heeft op 0,5 hectare.

Submethode 1.c : Poelen

De producent die zich ertoe verbindt poelen aangegeven op zijn landbouwpercelen aan te geven en te onderhouden, komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van € 50 per poel.

De na te leven voorwaarden bij het onderhoud van één of meerdere poelen zijn de volgende :

1° De poelen zijn stilstaande watervlakken die op landbouwpercelen gelegen zijn en waarvan de oppervlakte minimum 10 m² bedraagt tussen 1 november en 30 april;

2° Een strook van ten minste twee meter breed rond de poel mag niet beploegd worden en is niet toegankelijk voor het vee; er kan evenwel voorzien worden in een drinkplaats op voorwaarde dat het toegankelijke gedeelte niet meer bedraagt dan 25 % van de oppervlakte en de omtrek van de poel;

3° Het is verboden te strooien en te verstuiven op minder dan tien meter van de boorden;

4° Ophoging is verboden alsook elke introductie van afvalstof, product of stof die schadelijk zou zijn voor de poel, elk dier, exotische plant, zwemvogel of vis;

5° Bij dicht- of aanslibbing moet de producent de poel ruimen en ten minste 25 % van de omtrek zacht glooiend houden of aanleggen;

6° Elke poel die voldoet aan deze voorwaarden wordt geacht een invloed te hebben op een hectare.

Methode 2. — Natuurlijke weide

De producent die zich ertoe verbindt sommige percelen blijvend hooiland te beheren (aangegeven onder codes 611 of 612) volgens het onderstaande bestek, komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 200 euro per hectare.

De na te leven voorwaarden bij dat beheer zijn de volgende :

1° geen activiteit op het perceel (begrazing, maaien, bemesting) tussen 1 januari en 15 juni;

2° het vee aanwezig op dat perceel na deze datum mag geen voeder of krachtvoeder krijgen;

3° de aanbreng van bemestings- en grondverbeteringsmiddelen wordt beperkt tot een jaarlijkse strooiing van mest of compost;

4° geen gebruik van fytofarmaceutische producten, met uitzondering van een plaatselijke bestrijding van netel, rumex en distel;

5° in geval van maaien wordt een minimum oppervlakte van ten minste 5 % van de perceeloppervlakte niet gemaaid en gehouden in de vorm van vluchtstroken. Het perceel mag niet worden begraasd vóór 1 augustus;

6° de minimale oppervlakte van elk perceel waarop de methode wordt toegepast, bedraagt minstens 30 aren.

Methode 3. — Extensieve groenstroken

De methode van de extensieve groenstroken bevat twee submethoden.

Submethode 3.a : Met gras bezaaide perceelsranden

De producenten die de submethode "met gras bezaaide perceelsranden" gebruiken en het onderstaande bestek naleven, komen in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 18 euro per gedeelte van 20 meter lang.

De na te leven voorwaarden in geval van beheer van met gras bezaaide perceelsranden zijn de volgende :

1° de met gras bezaaide perceelsrand wordt hetzij aangeplant ter vervanging van een akkerbouwteeltoppervlakte en op het geheel of een gedeelte van zijn perimeter, hetzij gehouden op een oppervlakte die het voorwerp heeft uitgemaakt van toelagen voor milieuvriendelijke landbouw in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999;

2° de met gras bezaaide perceelsrand moet worden gehouden tijdens minstens vijf jaar op het geheel of een gedeelte van de perimeter van een oppervlakte die tijdens die periode wordt gebruikt voor akkerbouwteelt. Wat betreft de betrokken akkerbouwteeltoppervlakte, mogen twee perceelsranden niet longitudinaal naast elkaar liggen. Er kan echter worden afgeweken van die principes voorzover de aanvankelijke configuratie van het betrokken gedeelte van de akkerbouwteeltoppervlakte waarop de perceelsrand is aangelegd, tussen 6 en 24 meter breed was;

3° de met gras bezaaide perceelsrand mag niet worden aangeplant langs blijvend hooiland behalve als een heg een afscheiding maakt tussen de weide en de perceelsrand;

4° hij moet minstens 200 meter lang zijn. Die minimale lengte kan verkregen worden door perceelsrandgedeelten van minstens 20 meter lang bij elkaar op te tellen;

5° de standaardbreedte van die perceelsranden bedraagt 10 meter. De in aanmerking komende lengte kan echter worden teruggebracht op 6 meter of verlengd tot 12 meter. In alle gevallen wordt de steun berekend op dezelfde grond, d.w.z. € 18 voor het equivalent van een gedeelte van 20 meter lang op de standaardbreedte van 10 meter; de lengte wordt verhoudingsgewijs aangepast op de werkelijke breedte (20 meter op 10 zijn dus gelijkwaardig aan 25 meter op 8 of nog op 16,67 meter op 12). In geen geval mag de oppervlakte van de perceelsranden hoger zijn dan 8 % van de akkerbouwteeltoppervlakte van het bedrijf;

6° de akkerbouwteelt die naast een dergelijke perceelsrand ligt, moet worden uitgebaat door de begunstigde van de toelage en aangegeven in zijn oppervlakteaangifte. Die akkerbouwteeltoppervlakten kunnen echter worden aangegeven door een andere producent dan de begunstigde, in de oppervlakteaangifte van het betrokken jaar op voorwaarde dat de bedoelde oppervlakte het voorwerp uitmaakt van een gebruiksovereenkomst met een duur lager dan één jaar, ondertekend door beide partijen en betreffende de aanleg van een akkerbouwteelt. Het afschrift van die overeenkomst moet overgemaakt worden door de begunstigde aan de bevoegde buitendienst uiterlijk op de datum vastgesteld voor de indiening van de oppervlakteaangifte van het betrokken jaar;

7° bij aanleg moet de perceelsrand ingezaaid worden met een gevarieerd mengsel waarvan de samenstelling wordt meegedeeld aan het bestuur. De lijst van de voorgestelde soorten wordt hierna vermeld (lijst "Plantensoorten voor perceelsranden"). De keuze van de samenstelling wordt overgelaten aan het oordeel van de landbouwer voor zover wordt voldaan aan volgende voorwaarden :

a) basisgramineëen :

- het (gewicht)percentage van de zaden ligt tussen 50 en 95 % van de mengeling;
- de niet-meerjarige of zeer intensieve soorten, zoals gekruist Italiaans of Westerwoldraaigras, alsook de geteelde dravikken zijn uitgesloten;
- het Engelse raaigras, het doddegras en de beemdlangbloem vertegenwoordigen elk maximum 30 % van het mengsel;

b) basispeulvruchten (zie lijst) :

- het (gewicht)percentage van de zaden ligt tussen 15 en 40 % van het mengsel;
- ten minste drie soorten zijn aanwezig, elk naar rata van minimum 5 % van het mengsel;

c) andere dicotylen (zie lijst) : in het mengsel kunnen andere dicotylen toegevoegd worden voorzover geen enkele soort 5 % van het mengsel overstijgt;

8° er worden geen bemestingsmiddelen gebruikt;

9° er worden geen fytofarmaceutische producten gebruikt; het plaatselijk bestrijden van netel, rumex en distel met specifieke herbiciden is evenwel toegelaten;

10° er wordt geen beweiding toegestaan op de perceelsrand;

11° maaien mag pas na 1 juli plaatsvinden. Het afgemaaid gras wordt van het perceel weggehaald. In afwijking hiervan is toppen zonder oogst toegelaten binnen twaalf weken na het zaaien;

12° de perceelsrand is niet toegankelijk voor gemotoriseerde voertuigen die voor recreatieve doeleinden worden gebruikt. Hij mag niet gebruikt worden voor de doorgang van voertuigen of als weg. Hij mag bovendien geen enkele mest, bodemverbeteraar of oogst krijgen;

13° een perceelsrandgedeelte van 20 meter lang wordt geacht een invloed te hebben op 0,25 hectaren.

Plantensoorten voor perceelsranden

BASISPEULVRUCHTEN	
Lotus corniculatus	Rolklaver
Medicago lupulina	Hopperupsklaver
Medicago sativa	Luzerne
Onobrychis viciifolia	Steenklaver
Trifolium pratense	Rode klaver
Trifolium repens	Witte klaver
ANDERE DICOTYLEN	
Anthriscus sylvestris	Wilde kervel
Centaurea cyanus	Korenbloem
Cichorium intybus	Wilde cichorei
Daucus carota	Wilde peen
Echium vulgare	Gewoon slangekruid
Eupatorium cannabinum	Leverkruid
Hypericum perforatum	Sint-Janskruid
Knautia arvensis	Beemdkroon
Leucanthemum vulgare	Margriet
Lychnis flos-cuculi	Koekoeksbloem
Lythrum salicaria	Kattestaart
Malva moschata	Muskuskaasjeskruid
Malva sylvestris	Groot kaasjeskruid
Melilotus alba	Witte honingklaver

Melilotus officinalis	Akkerhoningklaver
Mentha aquatica	Watermunt
Origanum vulgare	Wilde marjolein
Papaver dubium	Kleine klaproos
Papaver rhoeas	Gewone klaproos
Plantago lanceolata	Smalle weegbree
Prunella vulgaris	Gewone brunel
Reseda lutea	Wouw
Rumex acetosa	Veldzuring
Scrophularia nodosa	Knopig helmkruid
Symphytum asperum	Ruwe smeewortel
Symphytum officinale	Smeewortel
Symphytum x uplandicum	Uplandse Smeewortel
Trifolium hybridum	Basterdklaver
Trifolium incarnatum	Incarnaatklaver

Submethode 3.b : extensieve graslandstrook

De producenten die de submethode "extensieve graslandstrook" gebruiken en het onderstaande bestek naleven, komen in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 18 euro per gedeelte van 20 meter lang.

De na te leven voorwaarden in geval van beheer van extensieve graslandstroken zijn de volgende :

1° Enkel de graslandstroken aangeplant langs vaste weiden aangegeven onder codes 611 of 612 komen in aanmerking;

2° Die graslandstrook moet aangeplant zijn langs een waterloop of -vlak of langs erkende of domaniale natuurreservaten en vochtige gebieden met een biologisch belang;

3° zij moet minstens 100 meter lang zijn. Die minimale lengte kan verkregen worden door gedeelten van extensieve graslandstrook van minstens 20 meter lang bij elkaar op te tellen;

4° de standaardbreedte van die stroken bedraagt 10 meter. De in aanmerking komende lengte kan echter worden teruggebracht op 6 meter of verlengd tot 12 meter. In alle gevallen wordt de steun berekend op dezelfde grond, d.w.z. € 18 voor het equivalent van een gedeelte van 20 meter lang op de standaardbreedte van 10 meter; de lengte wordt verhoudingsgewijs aangepast op de werkelijke breedte (20 meter op 10 zijn dus gelijkwaardig aan 25 meter op 8 of nog aan 16,67 meter op 12). In geen geval mag de oppervlakte van de stroken hoger zijn dan 8 % van de oppervlakte van de weiden van het bedrijf;

5° er mogen geen bemestingsmiddelen noch fytofarmaceutische producten worden gebruikt; het plaatselijk bestrijden van netel, rumex en distel met specifieke herbiciden is evenwel toegelaten;

6° maaien mag pas na 1 juli plaatsvinden. Het afgemaaid gras wordt van het perceel weggehaald;

7° beweiding wordt pas na 1 juli toegestaan;

8° buiten de speciaal ingerichte drinkplaats is de rechtstreekse toegang van het vee tot de oevers en bedden van de waterloop verboden;

9° het vee aanwezige op het perceel waarop de extensieve graslandstrook is aangelegd, mag geen voeder noch krachtvoeder krijgen;

10° de extensieve graslandstrook is niet toegankelijk voor gemotoriseerde voertuigen die voor recreatieve doeleinden worden gebruikt. De strook mag niet gebruikt worden voor de doorgang van voertuigen of als weg. De strook mag bovendien geen enkele mest, bodemverbeteraar of oogst krijgen;

11° een extensieve graslandstrook komt niet in aanmerking voor steun ter toepassing van methoden 2 of 8;

12° een gedeelte van extensieve graslandstrook van 20 meter lang wordt geacht een invloed te hebben op 0,25 hectaren.

Methode 4. — Wintergrondbedekking

De exploitant die zich ertoe verbindt tijdens de vorige oogst (grasachtige planten in een graangewas of tussen de maïsrijen) of zo spoedig mogelijk na de vorige oogst, hoe dan ook vóór 15 september, een plantendek te zaaien, komt in aanmerking voor een toelage van 100 euro per hectare voor zover hij het behoudt tot 1 januari.

Volgende voorwaarden moeten worden vervuld :

1° de producent verbindt zich ertoe elk jaar van de verbintenis een oppervlakte van grondwinterbedekking aan te planten die ten minste gelijk is aan de oppervlakte die voor die methode staat vermeld in zijn oorspronkelijke verbintenis. Die minimale oppervlakte is die welke het recht op de overeenstemmende toelage opent. De bijkomende oppervlakte waarop de methode aangepast wordt, komt niet in aanmerking voor een toelage in hoofde van de betrokken verbintenis;

2° de wintergrondbedekking kan aangelegd worden :

— hetzij in een graan (of maïs-)teelt vóór de oogst hiervan;

— hetzij vóór 15 september op een oppervlakte die het voorwerp heeft uitgemaakt van een akkerbouwteelt aangegeven in de oppervlakteaangifte van het jaar waarin de bedekking wordt aangeplant onder een andere code dan 82, 83, 84, 85 of 851;

3° de in aanmerking komende oppervlakten moeten vermeld zijn in de oppervlakteaangifte van de begunstigde voor het jaar dat volgt op dat van de aanplanting van het plantendek. Die oppervlakten kunnen echter worden aangegeven door een andere producent dan de begunstigde in de oppervlakteaangifte van het jaar na de aanplanting van genoemd dek op voorwaarde dat bedoelde oppervlakten het voorwerp uitmaken van een gebruiksovereenkomst met een duur lager dan één jaar, ondertekend door beide partijen en betreffende de aanleg van een lenteteelt of braakland. Het afschrift van die overeenkomst moet door de begunstigde van de toelage overgemaakt worden aan de bevoegde buitendienst uiterlijk op de datum vastgesteld voor de indiening van de oppervlakteaangifte van het jaar na de aanplanting van de winterdekking tijdens de tussenteelt;

4° die winterbedekking moet worden vernietigd na 1 januari en gevolgd door de aanplanting van een lenteteelt of een braakland;

5° ze mag niet bestaan uit meer dan 50 % peulvruchten;

6° in afwijking van de datums vermeld in het eerste lid en indien de vorige oogst uitgevoerd werd na 1 september, mag een plantendeck van rogge of triticale worden aangeplant vóór 1 november en moet verplicht vernietigd worden tussen 1 maart en 15 mei;

7° geen minerale stikstofbemesting is toegestaan;

8° de minimale oppervlakte van elk perceel waarop de methode wordt toegepast, moet hoger of gelijk zijn aan 30 aren.

Methode 5. — Verminderd gebruik van biociden en meststoffen op graangewassen

De producent die zich ertoe verbindt het gebruik van biociden en meststoffen op andere graangewassen dan maïs te verminderen, komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 100 euro per hectare.

De volgende voorwaarden moeten worden nageleefd :

1° de producent verbindt zich ertoe de methode toe te passen op een oppervlakte die ten minste gelijk is aan die welke voor deze methode staat vermeld in zijn aanvankelijke verbintenis, en dit elk jaar van de verbintenis. Die minimale oppervlakte opent het recht op de overeenstemmende oppervlakte. De bijkomende oppervlakte waarop de methode wordt toegepast, komt niet in aanmerking voor een toelage in hoofde van de betrokken verbintenis;

2° de zaaidichtheid bedraagt maximum 200 zaden per m². In afwijking daarvan, in benadeelde streken, zijn spelt en de mengsels graangewassen-peulvruchten niet onderworpen aan deze voorwaarde;

3° er wordt geen groeiregelingsbehandeling toegepast;

4° de minimale oppervlakte van elk perceel waarop de methode wordt toegepast, moet hoger of gelijk zijn aan 30 aren;

5° de aanvraag mag enkel betrekking hebben op de teelt die geoogst wordt tijdens het betrokken kalenderjaar;

6° deze maatregel is niet cumuleerbaar met de steun aan de biologische landbouw.

Methode 6. — Fokken van dieren van een bedreigd plaatselijk ras

De producent die zich ertoe verbindt dieren van een bedreigd plaatselijk ras die in onderstaande lijst staan vermeld, komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 120 euro per runder, 200 euro per paard en 30 euro per schaap.

De betrokken dieren moeten voldoen aan volgende voorwaarden :

1° beantwoorden aan de oorspronkelijke standaard van het als bedreigd erkende ras;

2° opgenomen zijn in het erkende stamboek van het ras of op een gelijkwaardige lijst;

3° minstens 2 jaar oud zijn voor paarden en runderen en minstens 6 jaar oud voor schapen;

4° opgenomen zijn in het identificatie- en registratiesysteem voor dieren, "Sanitel" genoemd, indien het gaat om runderen of schapen.

De lijst van de bedreigde plaatselijke rassen die in aanmerking komen voor de toelage wordt vastgesteld als volgt :

runderrassen :

— Rouge de Belgique;

— gemengd Wit-Blauw.

schapenrassen :

— Belgisch melkschaap;

— "Entre-Sambre-et-Meuse"-schaap;

— Houtlandschaap;

— Voskop;

— Mergellandschaap.

paardenrassen :

— Ardenner Trekpaard

— Belgisch Trekpaard.

Deze lijst kan worden herzien door de Minister in conformiteit met o.a. de desbetreffende Europese bepalingen.

Om de toelage te bekomen moet de producent voor elk dier het volgende voegen bij zijn aanvankelijke aanvraag :

— voor runderen, een afschrift van de definitieve identiteitskaart afgegeven door de instelling die het stamboek van het betrokken runderras beheert;

— voor schapen, een afschrift van het geboortetest afgegeven door de instelling die de stamboeken beheert of een afschrift van het zoötechnische certificaat van het dier waarbij zijn behoren tot het betrokken plaatselijke ras wordt bewezen of elk ander bewijsstuk afgegeven door genoemde instelling;

— voor paarden, een afschrift van de identificatiedocumenten waarbij zijn registratie in het stamboek alsook het behoren tot het betrokken ras worden bewezen.

Methode 7. — Handhaving van een lage veebezetting

De producent die zich ertoe verbindt lage veebezettingen te handhaven komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 100 euro per hectare weide (codes 611, 612, 621 en 622).

De volgende voorwaarden moeten worden nageleefd :

1° de veebezetting van het bedrijf moet lager zijn dan 1,4 GVE per hectare weide. Wanneer de veebezetting lager is dan 0,6 GVE per hectare weide, worden de oppervlakten die in aanmerking worden genomen voor de berekening van de steun, beperkt tot die welke noodzakelijk zijn om een veebezetting gelijk aan 0,6 GVE te bereiken;

2° het afgemaaide of geweide gras is uitsluitend bestemd voor de veestapel van het bedrijf;

3° de enige toegestane verspreidingen van organische stoffen zijn die van de meststoffen voortgebracht door de dieren waarmee de lage veebezetting is vastgesteld;

4° de minimale oppervlakte van elk perceel waarop de methode wordt toegepast, moet hoger of gelijk zijn aan 30 aren.

De veebezetting is de gemiddelde bezetting van het bedrijf voor het betrokken kalenderjaar. Die bezetting wordt vastgesteld d.m.v. onderstaande coëfficiënten met inachtneming van de volgende elementen :

1° het gemiddelde van de dagelijkse gegevens uit het identificatie- en registratiesysteem "Sanitel", wat betreft runderen;

2° het aantal paardachtigen aangegeven door de producent in zijn formulier van oppervlakteaangifte voor het betrokken jaar;

3° de jaarlijkse inventaris betreffende de identificatie en registratie van schapen en geiten.

De berekening van het aantal GVE's betreffende die dieren wordt vastgesteld d.m.v. volgende coëfficiënten :

1° runderen van twee jaar en ouder, paarden ouder dan 6 maanden : 1 G.V.E.;

2° runderen tussen 6 maanden en 2 jaar : 0,6 G.V.E.;

3° ooiën of geiten ouder dan 6 maanden : 0,15 G.V.E.

Methode 8. - Weide met een hoge biologische waarde

De producent die zich ertoe verbindt sommige percelen blijvend hooiland te beheren (aangegeven onder codes 611 of 612) volgens het onderstaande bestek, komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 450 euro per hectare.

De volgende voorwaarden moeten vervuld zijn :

1° een voorafgaande diagnose betreffende de biologische waarde van het perceel moet aanleiding geven tot een voorafgaand eensluidend advies dat behoorlijk genotificeerd wordt door de Afdeling Beheer van de Landelijke Ruimte (IG4) en dat de specifieke bepalingen voor de plaatselijke toestand bevat;

2° geen verrichting (weiden, maaien, bemesting,...) op het perceel tijdens een periode bepaald in het eensluidend advies en die loopt, behoudens bijzondere gevallen, van 1 januari tot een datum in juli bepaald in dat advies;

3° het vee aanwezig op het perceel na die datum mag geen voeder noch krachtvoeder krijgen;

4° de aanbreng van bemestings- en grondverbeteringsmiddelen is niet toegelaten met uitzondering van de teruggave aan de bodem door de dieren tijdens het weiden;

5° geen gebruik van fytofarmaceutische producten, met uitzondering van een plaatselijke bestrijding van netel, rumex en distel;

6° in geval van maaien wordt een minimum oppervlakte van ten minste 10 % van de perceeloppervlakte niet gemaaid en gehouden in de vorm van vluchtstroken. Het perceel mag niet worden begraasd vóór 15 augustus;

7° bagger- of ruimingswerken in sloten zijn verboden;

8° de minimale oppervlakte van elk perceel waarop de methode wordt toegepast, moet hoger of gelijk zijn aan 30 aren;

9° deze maatregel is niet cumuleerbaar met methode 2 (natuurlijke weide) of submethode 3.b (extensieve graslandstrook).

Methode 9. — Ingerichte perceelstroken

De producenten die de methode "ingerichte perceelstroken" aannemen, komen in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 25 euro per gedeelte van 20 meter lang.

De volgende voorwaarden moeten in alle gevallen worden nageleefd :

1° de ingerichte perceelstrook wordt hetzij aangeplant ter vervanging van een akkerbouwteeltoppervlakte en op het geheel of een gedeelte van zijn perimeter, hetzij gehouden op een oppervlakte die in aanmerking is gekomen voor toelagen voor milieuvriendelijke landbouw in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999;

2° de ingerichte perceelstrook moet worden gehouden tijdens minstens vijf jaar op het geheel of een gedeelte van de perimeter van een oppervlakte die tijdens die periode gebruikt wordt voor akkerbouwteelt. Wat betreft de betrokken akkerbouwteeltoppervlakte, mogen twee ingerichte perceelstroken niet longitudinaal naast elkaar liggen. Er kan echter worden afgeweken van die principes voor zover de aanvankelijke configuratie van het betrokken gedeelte van de akkerbouwteeltoppervlakte waarop de ingerichte perceelstrook is aangelegd, tussen 3 en 42 meter breed was;

3° de standaardbreedte van die stroken bedraagt 10 meter. De in aanmerking komende lengte kan echter worden teruggebracht op 3 meter of verlengd tot 21 meter. In alle gevallen wordt de steun berekend op dezelfde grond, d.w.z. € 25 voor het equivalent van een gedeelte van 20 meter lang op de standaardbreedte van 10 meter; de lengte wordt verhoudingsgewijs aangepast op de werkelijke breedte (20 meter op 10 zijn dus gelijkwaardig aan 50 meter op 4);

4° de minimale lengte per bedrijf en per type strook bedraagt 20 meter;

5° de keuze van de plaats, breedte, soorten en beheerswijze (maaien, vermalen met een tolbreker,...) moet het voorwerp uitmaken van een voorafgaand eensluidend advies dat behoorlijk wordt genotificeerd door de Afdeling Beheer van de Landelijke Ruimte (IG4) en dat rekening houdt met de plaatselijke inzet en eisen inzake landbouw en leefmilieu;

6° in geen geval mag de oppervlakte van de met gras bezaaide perceelsranden en perceelstroken die vallen onder methoden 3 en 9 hoger zijn dan 8% van de akkerbouwteeltoppervlakte van het bedrijf;

7° de aanbreng van bemestings- en grondverbeteringsmiddelen is niet toegelaten;

8° geen gebruik van fytofarmaceutische producten, met uitzondering van een plaatselijke bestrijding van netel, rumex en distel;

9° de betrokken percelen zijn niet toegankelijk voor gemotoriseerde voertuigen die voor recreatieve doeleinden worden gebruikt. Ze mogen niet gebruikt worden voor de doorgang van voertuigen of als weg. De stroken mogen bovendien geen enkele mest, bodemverbeteraar of oogst krijgen;

10° een gedeelte van ingerichte perceelstrook van 20 meter lang wordt geacht een invloed te hebben op 0,25 hectare.

De methode "ingerichte perceelstroken" bestaat uit vier submethoden.

Submethode 9.a : opvang van wilde fauna en flora, of beetle bank

De submethode "opvang van wilde fauna en flora, of beetle bank" onderscheidt enerzijds de aanplanting van met gras bezaaide en langdurige beetle bank en anderzijds de aanplanting van jaarlijkse bedekkingen.

De volgende voorwaarden moeten worden vervuld :

1° het eensluitend advies kan voorzien in verschillende situaties :

— in sommige gevallen voorziet het eensluitend advies in de aanleg en de instandhouding van een strook naakte grond van 3 meter breed die mechanisch onderhouden wordt en die gelegen is tussen de opvangstrook voor de wilde fauna en flora en de hoofdteelt. Die breedte wordt meegerekend in die van de opvangstrook;

— in sommige gevallen, voor langdurige stroken, voorziet het eensluitend advies in de oprichting van een kleine heuvel, een sloot of de aanleg van houtgewassen die in kreupelbossen moeten worden gehouden d.m.v. wintersnoeiing;

2° wanneer ze toegestaan zijn, mogen het maaien en/of malen van de langdurige bedekkingen hoogstens één keer per jaar worden uitgevoerd tussen 1 augustus en 1 oktober. In geval van maaien of malen wordt minstens 10 % van de strook gehouden in de vorm van niet-gemaaide vluchtstroken;

3° wat betreft jaarlijkse bedekkingen worden de vernietiging van de bedekking, de oppervlakkige grondbewerking en het opnieuw inzaaien enkel uitgevoerd tussen februari en mei.

Submethode 9.b : waterloopranden en erosiebestrijding

De volgende voorwaarden moeten worden vervuld :

1° in afwijking van de algemene voorwaarden betreffende methode 9 kan de in aanmerking komende breedte worden gebracht op 30 meter;

2° de bedekking wordt gemaaid tussen 1 juli en 31 augustus of, indien het eensluitend advies het toelaat, vermaald met een tolbreker tussen diezelfde datums;

3° in sommige gevallen voorziet het eensluitend advies in de oprichting van een kleine heuvel of een sloot;

4° in geval van modderstroom of afzetting op een dichtheid van meer dan 10 centimeter worden een reiniging en/of heraanplanting van de bedekking verricht.

Submethode 9.c : bloemstrook

De volgende voorwaarden moeten worden vervuld :

1° in sommige gevallen voorziet het eensluitend advies in de aanleg en de instandhouding van een strook naakte grond van 3 meter breed die mechanisch onderhouden wordt en die gelegen is tussen de bloemstrook en de hoofdteelt. Die breedte wordt meegerekend in die van de bloemstrook;

2° één enkel maaien met afvoer of malen wordt toegestaan tussen 1 augustus en 15 september;

Submethode 9.d : Onkruidstrook

De submethode "onkruidstrook" onderscheidt enerzijds de aanplanting van onkruidstroken in plaatsen die nog een zadenbank met bedreigde onkruidsoorten bezitten en anderzijds de aanplanting van granenstroken met inzaaien in plaatselijke ecotypen van onkruid.

De volgende voorwaarden moeten vervuld zijn :

1° in sommige gevallen voorziet het eensluitend advies in de aanleg en de instandhouding van een strook naakte grond van 3 meter breed die mechanisch onderhouden wordt en die gelegen is tussen de onkruidstrook en de hoofdteelt. Die breedte wordt meegerekend in die van de onkruidstrook;

2° die strook wordt het eerste jaar en minstens de derde en vijfde jaar ingezaaid met granen op een maximale dichtheid van 150 granen per m². Geen andere teelt mag worden aangeplant tijdens de vijf jaar;

3° na de aanplanting wordt de grondbewerking beperkt tot een oppervlakkig werk (geen omploegen);

4° die strook kan niet eerder dan bij de oogst van de overeenstemmende graanteelt worden geoogst, gemaaid of vermaald met een tolbreker. Het eensluitend advies kan niettemin de instandhouding van de vegetatie opleggen om het natuurlijke opnieuw inzaaien en het voeren van zaadetende dieren mogelijk te maken.

Methode 10. — Actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw

De producent die in zijn bedrijf methoden voor een milieuvriendelijke landbouw gebruikt in het kader van een globale aanpak, "actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw" genoemd, komt in aanmerking voor 5 % extra toelagen over het geheel van de in dit besluit voorziene toelagen, dit onder de volgende voorwaarden :

1° vóór de indiening van de aanvankelijke aanvraag een actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw opmaken met een begeleidingsambtenaar van de Afdeling Beheer van de Landelijke Ruimte (IG4);

2° dat actieplan uitvoeren in de loop van de vijf jaar van de verbintenis door de integratie van de updates bedoeld in punt 3°;

3° elk jaar vanaf het tweede jaar van de verbintenis het actieplan updaten met behulp van een begeleidingsambtenaar van voornoemde Afdeling door de uitvoering van het actieplan te evalueren en de eventuele problemen uitdrukkelijk te identificeren. In geval van belangrijke wijzigingen aan het bedrijf of volgens eventuele nieuwe elementen die de uitvoering van het plan vergemakkelijken of vertragen, moet de producent genoemde Afdeling op de hoogte hiervan brengen om het plan te amenderen;

4° na afloop van de vijf jaar van de verbintenis, zal een verslag opgesteld met behulp van een begeleidingsambtenaar van voornoemde Afdeling de resultaten, conclusies en perspectieven van het actieplan voorleggen t.a.v. de nagestreefde doelstellingen. Een positieve evaluatie van het plan gegrond op een voldoende uitvoering van de doelstellingen is een voorwaarde voor de voortzetting van het plan na die vervaldatum;

5° de sterke en zwakke punten van het bedrijf inzake milieuvriendelijke landbouw worden onderzocht met inachtneming van de indicatieve lijst van volgende elementen en rekening houdend met de specifieke kenmerken van het bedrijf :

— beheer van de grond en van de grondbemesting (bemestingsboekje en -plan, compostering, biomethanisatie, bijdrage tot mestbanken, wintergrondbedekking, maatregelen voor een redelijke bemesting (tarwe en andere teelten), voederanalyse en berekening van porties, analyse van organische dierlijke mest, aanwezigheid van teelten met een sterk verminderd gebruik van biociden en meststoffen, gerichte toepassingen,...), grondanalyses;

— beheer van de fytosanitaire behandelingen : uitrusting van het spuittoestel (spoelkuip, blikkenpoelmachine, vulbegrenzingsapparaat,...), technieken voor alternatieve onkruidbestrijding, aanwezigheid van een fytobak, biologische bestrijding, geïntegreerde bestrijding, biologische uitbating, enz.;

— landschappelijk beheer en inrichting van de omtrek van de boerderij : architecturale integratie van de verschillende gebouwen, onderhoud van de omtrek van de boerderij, zichtbaarheid van eventuele negatieve elementen t.a.v. omwoners en het publiek in het algemeen, gebruik van beplantingen voor voornoemde inrichting, inheemse aard van de beplantingen,...

— beheer van biodiversiteits- en landschapselementen in het landbouwgebied : gedeelte gebruikt door het ecologisch netwerk in het bedrijf, gepaste uitbating van marginale weiden, goedkeuring van acties voor een milieuvriendelijke landbouw ter ontwikkeling van het ecologisch netwerk en het landschap alsook ter instandhouding van het leefmilieu aan de rand van landbouwpercelen, beschermde proportie van waterlopen, proportie van houtelementen die elk jaar onderhouden worden, extensieve exploitatie van natuurlijke milieus voor rekening van

verenigingen of van het Gewest, oprichting van natuurlijke milieus (poelen, beplantingen,...), opvang van de aan landbouwgebouwen gebonden kleine fauna (zwaluwen, kerkuilen, vleermuizen,...), acties ter instandhouding van het landbouwpatrimonium...

— zuiveringsacties (geurbestrijding, afvalwaterverwerking,...) en andere milieuaspecten (probleem van het gebruik van producten/afvalstoffen voor grondbemesting of -verbetering, energieteelten, partnerschap in milieu- of vrijetijdsprojecten, bijenteelt, gecertificeerde producties,...).

Het actieplan bedoeld in het eerste lid, punt 1°, bevat de volgende elementen :

1° een milieudiagnose (plaatsbeschrijving) van het bedrijf. Die diagnose legt de nadruk op :

— de prioritaire milieu-inzet van het grondgebied;

— de sterke en zwakke punten wat betreft de toepassing van de goede landbouwpraktijken;

— de specifieke sterke en zwakke punten van het bedrijf wat betreft de acties ter bevordering van een milieuvriendelijke landbouw die geïdentificeerd zijn volgens het patroon bedoeld in het eerste lid, 5°, met een bijzondere nadruk op die welke betrekking hebben op de prioritaire milieu-inzet over het hele grondgebied;

2° doelstellingen op korte (1 jaar), gemiddelde (5 jaar) en lange termijn (perspectieven) die in elk geval betrekking hebben op de zwakke punten en die de troeven verbonden met de prioritaire milieu-inzet van het grondgebied (prioritaire doelstellingen) valoriseren. De factoren die onverenigbaar zouden zijn met de goedkeuring van doelstellingen die inspelen op de ene of andere prioritaire inzet, moeten uitdrukkelijk worden geïdentificeerd en vermeld;

3° een lijst van precieze acties voor een milieuvriendelijke landbouw (aanneming van goede praktijken, van maatregelen voor een milieuvriendelijke landbouw of andere soorten acties die ertoe kunnen bijdragen problemen op te lossen en de geïdentificeerde sterke punten te valoriseren) zal worden opgesteld t.o.v. de aangenomen doelstellingen met drie verschillende termijnen. De acties betreffende de doelstellingen op korte en gemiddelde termijn zullen realistisch worden bepaald en gepland in een vooruitlopend uitvoeringskalender.

Het actieplan alsook elke update hiervan maken het voorwerp uit van een verslag dat medeondertekend is door de begeleidingsambtenaar van de Afdeling Beheer van de Landelijke Ruimte (IG4) en de betrokken producent.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 oktober 2004 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw.

Namen, 28 oktober 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage 2

Tabel van cumulaties en verenigbaarheden van de verschillende maatregelen en submaatregelen

A. Teelten	1.a heggen	1.b bomen of bosjes	1.c poelen	3.a met gras bezaaide perceelsranden	4 grondbedekking	5 verminderd gebruik van biociden en meststoffen	9 ingerichte perceelstroken	biologische landbouw
1.a heggen	S	S	S	C	C	C	C	C
1.b bomen of bosjes		S	S	C	C	C	C	C
1.c poelen			S	C	C	C	C	C
3.a met gras bezaaide perceelsranden				S	S	S	X	C
4 grondbedekking					S	S	S	C
5 verminderd gebruik van biociden en meststoffen						S	S	X
9 ingerichte perceelstroken							S	C
biologische landbouw								S

C = mogelijke cumulatie van premies met eventuele plafonnering op 600 euro per hectare en per jaar voor jaarlijkse teelten, op 900 euro per hectare en per jaar voor gespecialiseerde langdurige teelten en op 450 euro per hectare en per jaar voor andere grondgebruiken.

S = Zonder voorwerp (Verschillend geteeld gewas of/en verschillende periode of gelijkwaardige methode volgens beide ingangen).

X = Cumulatie niet toegelaten.

B. Weiden	1.a heggen	1.b bomen of bosjes	1.c poelen	2 natuurlijke weide	3.b graslandstrook	7 lage veebezetting	8 weide met een hoge biologische waarde	biologische landbouw
1.a heggen	S	S	S	C	C	C	C	C
1.b bomen of bosjes		S	S	C	C	C	C	C
1.c poelen			S	C	C	C	C	C
2 natuurlijke weide				S	X	C	X	C
3.b graslandstrook					S	C	X	C
7 lage veebezetting						S	C	C
8 weide met een hoge biologische waarde							S	C
biologische landbouw								S

C = Mogelijke cumulatie van premies met eventuele plafonnering op 450 euro per hectare en per jaar.

S = Zonder voorwerp (gelijkwaardige maatregel volgens beide ingangen).

X = Cumulatie niet toegelaten.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 oktober 2004 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw.

Namen, 28 oktober 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Bijlage 3

Correspondentietabel tussen de verschillende maatregelen en submaatregelen

Titel van de methode of submethode bedoeld in bijlage 1 bij dit besluit	Titel van de methode of submethode bedoeld in bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999
Methode 1: instandhouding van elementen uit het ecologisch netwerk en het landschap — submethode 1.a: heggen en houtsingels — submethode 1.b: geïsoleerde bomen of struiken, hoogstammige vruchtbomen en bosjes — submethode 1.c: Poelen	Methode 3: instandhouding en onderhoud van de landschaps- en biodiversiteitselementen, zoals heggen en houtsingels, poelen of oude hoogstammige vruchtbomen in landbouwoppervlakten
Methode 2: natuurlijke weide	Methode 1: laattijdig maaien of laattijdige begrazing
Methode 3: extensieve groenstroken — submethode 3.a: met gras bezaaide perceelsranden	Methode 2: submethode 2.a: omzetting van een landbouwteelt in een extensieve graslandstrook of in een met gras bezaaide perceelsrand aangelegd voor een periode van vijf jaar
- submethode 3.b: extensieve graslandstrook	- submethode 2.c: extensieve graslandstrook
Methode 4: wintergrondbedekking vóór lenteteelt	Methode 8: plantendek tijdens de tussenteelt
Methode 5: verminderd gebruik van biociden en meststoffen op graangewassen	Methode 6: verminderd gebruik van biociden en meststoffen op graangewassen
Methode 6: fokken van dieren van een bedreigd plaatselijk ras — submethode 6.a: fokken van trekpaarden — submethode 6.b: fokken van runderen — submethode 6.c: fokken van schapen	Methode 5: fokken van dieren van een bedreigd plaatselijk ras
Methode 7: handhaving van een lage veebezetting	Methode 4: handhaving van een lage veebezetting
Methode 8: weiden met een hoge biologische waarde	Methode 9: zeer laat maaien met beperkt gebruik van biociden en meststoffen
Methode 9: ingerichte perceelstroken — submethode 9.a: opvang van wilde fauna en flora, beetle bank	Methode 2: — —
- submethode 9.b: waterloopranden en erosiebestrijding	- submethode 2.a: omzetting van een landbouwteelt enz. (*)
- submethode 9.c: bloemenstrook	- submethode 2.a: omzetting van een landbouwteelt enz. (*)
- submethode 9.d: onkruidstrook	- submethode 2.b: extensieve perceelsrand (*)
Methode 10: actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw	—
	(*) gedeeltelijke correspondentie tussen methoden en submethoden

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 oktober 2004 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw.

Namen, 28 oktober 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN